



VENDREDI 21 JANVIER 2022

OJECTIVITÉ ET SCIENCE : l'objectivité est obligatoire pour tous discours qui se prétend scientifique. Mais, qu'est que c'est ? L'appliquer n'est pas à la portée de tous.

- ▶ **Pourquoi ils veulent faire durer l'"urgence sanitaire" pour toujours** (Ryan McMaken) p.2
- ▶ **Le siège de l'Amérique par Big Pharma** (Jim Rickards) p.4
- ▶ **Mauvaises nouvelles, j'en ai peur** (Jim Rickards) p.7
- ▶ **La techno-utopie s'effiloche : Pourquoi la complexité ne résout plus nos problèmes** (Kurt Cobb) p.10
- ▶ **Où en sont les États-Unis et les autres pays dans la lutte contre le changement climatique ?** (Richard Heinberg) p.12
- ▶ **2022 : Les limites énergétiques risquent de faire entrer l'économie mondiale en récession** (Gail Tverberg) p.14
- ▶ **« Attention !! Choc pétrolier en cours ! »** (Charles Sannat) p.24
- ▶ **Le moment de Versailles pour la Grande-Bretagne** (Tim Watkins) p.26
- ▶ **LE PÉTROLE ET LE GAZ DE SCHISTE : DÉTRUIRE LE CAPITAL UN PUIT À LA FOIS** (KURT COBB) P.29
- ▶ **QUAND LES LOGICIELS DIRIGENT LE MONDE** (KURT COBB) P.31
- ▶ **LA SONNETTE D'ALARME SUR LE DÉCLIN DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ARRIVE BIEN TROP TARD** (KURT COBB) P.33
- ▶ **Une nouvelle limite planétaire vient d'être franchie** (Futura Planète) p.35
- ▶ **Net zéro contre zéro réel et l'avenir de la planète** (Resilience) p.36
- ▶ **Insectes et autres BioInvasions** (Alice Friedemann) p.41
- ▶ **+50°C en Australie, +43°C en Argentine, +44°C en Uruguay : la planète brûle** p.45
- ▶ **La 5e limite planétaire vient d'être officiellement franchie** (Bon Pote) p.41
- ▶ **Très bientôt le baril de pétrole à 100 dollars** (Biosphere) p.46
- ▶ **CONFIRMATION** (Patrick Reymond) p.49

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **De nouvelles données provenant des compagnies d'assurance-vie confirment que les Américains meurent en nombre anormalement élevé** (Michael Snyder) p.50
- ▶ **Le gouverneur de la Banque de France alerte sur la dette publique** (Charles Sannat) p.53
- ▶ **La montée en puissance de la Chine... et ce qu'elle signifie pour le monde** (Doug Casey) p.55
- ▶ **Comment prévenir les crises économiques ?** (Frank Shostak) p.60
- ▶ **Bourse : le risque sans la performance** (Bruno Bertez) p.65
- ▶ **Comment la Fed peut-elle lutter contre l'inflation ?** (Bruno Bertez) p.67
- ▶ **Abattage au bord de la route et vol dans les chemins de fer** (Bill Bonner) p.74
- ▶ **Galipettes financières** (Bill Bonner) p.77

▲ [RETOUR](#) ▲

<<<> <<> <<> <<> (0) <<> <<> <<> <<>

AVERTISSEMENT DE JEAN-PIERRE : 1) Je ne crois jamais aux théories du complot, surtout si elles sont mondiales. 2) Je ne crois pas et je n'approuve pas tous les articles que je publie sur mon site internet. 3) Par contre, ce que j'essai de combattre ce sont les « mensonges par omissions ». C'est ce que j'appelle de « la malhonnêteté intellectuelle ».

Pour un maximum d'objectivité, la pensée scientifique essaie toujours de présenter les contre-opinions ou des points de vue opposés dans leurs articles, ce que ne fait pas toujours (ou même rarement) les médias de masse.

21 Janvier 2022 : Une raison d'espérer

Et aujourd'hui, il y a une nouvelle raison d'espérer.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson vient d'annoncer que l'Angleterre allait lever les exigences relatives aux laissez-passer COVID, mettre fin aux masques obligatoires et annuler les exigences relatives au travail à domicile.

"Au fur et à mesure que le COVID devient endémique, nous devons remplacer les exigences légales par des conseils et des directives, en exhortant les personnes atteintes du virus à être prudentes et à tenir compte des autres", a déclaré M. Johnson.



.Pourquoi ils veulent faire durer l'"urgence sanitaire" pour toujours

Ryan McMaken 18/01/2022 Mises.org



MISES WIRE



Le mois dernier, le gouverneur du Colorado, Jared Polis, a mis fin aux mandats de masques et aux dispositions de distanciation sociale à l'échelle de l'État, déclarant que "l'urgence est terminée". Bien entendu, cela ne signifie pas que le Colorado laisse désormais faire en matière de covid. Les établissements publics d'enseignement supérieur - grâce à l'approbation tacite de Polis - ont toujours le champ libre pour imposer des vaccins et des masques, et pour forcer les classes à "aller en ligne" chaque fois que les bureaucrates universitaires sont suffisamment alarmés par le covid. En outre, les responsables locaux ont rapidement réagi à la non-urgence du gouverneur en imposant une série de

mandats de leur propre chef. Plus de 80 % de la population de l'État vit toujours dans des comtés où le masque est imposé.

Même pour cette mesure extrêmement légère et timide en faveur de la liberté individuelle, M. Polis s'est attiré les foudres des militants de gauche de l'État. En l'espace de quelques jours, le Sentinel, un journal d'Aurora, dans le Colorado, a publié un éditorial non signé déclarant "Non, Gouverneur Polis, l'urgence pandémique n'est pas terminée". L'éditorial écorchait le gouverneur pour avoir osé mettre fin aux mandats de masquage et pour avoir refusé catégoriquement l'idée de futurs lockdowns.

Comme on pouvait s'y attendre, l'Association des responsables de la santé publique du Colorado s'est opposée à cette mesure, tout comme de nombreux responsables de comtés. Nombre de ces bureaucrates locaux de la santé ont même exigé l'imposition de passeports vaccinaux à l'échelle de l'État.

Dans le Colorado Sun, un militant du parti démocrate et professeur d'université a maintenant publié au moins deux articles attaquant Polis pour l'absence de mandats à l'échelle de l'État, en utilisant des mots comme "abominable ... ignorant ... callus [sic]" pour décrire le manque d'engagement de Polis à imposer des mandats.

M. Polis a également été contraint de revenir sur les commentaires qu'il a faits sur le fait que ce n'est pas le rôle des responsables de la santé de "dire aux gens ce qu'ils doivent porter", dans une référence apparente aux masques obligatoires. Polis a "clarifié" de manière peu convaincante que ce qu'il voulait vraiment dire, c'est que ce n'était pas le rôle des responsables de la santé de l'État ; les responsables locaux peuvent très bien dire aux gens ce qu'ils

doivent porter.

Le fait que Polis lui-même ait prétendu auparavant que c'était, en fait, le rôle des responsables de la santé est maintenant hors sujet. **L'incohérence et l'inconsistance des politiciens sont un fait acquis.** Le fait est que lorsqu'un gouverneur, même démocrate, tente de réduire légèrement les mandats covid, il ou elle risque de rencontrer une opposition furieuse de la part de la gauche.

Ce phénomène s'est également manifesté au niveau fédéral. Lorsque les **Centers for Disease Control and Prevention (CDC)** ont réduit la période de quarantaine recommandée pour les personnes dont le test est positif, ils ont été dénoncés comme étant un instrument des intérêts des entreprises qui s'inquiètent de voir les travailleurs prendre trop de congés maladie. De prétendus experts de la santé ont également déclaré que ce changement de politique était "imprudent".

La leçon à en tirer est que, quelle que soit la politique adoptée, il ne manquera pas de professeurs d'université, de politiciens et d'activistes obsédés par le covid qui exigeront avec véhémence que des politiques plus draconiennes soient imposées immédiatement et partout. Aucune modération d'aucune sorte ne sera tolérée.

En effet, tant de bureaucrates, de politiciens et de technocrates se sont ralliés au maximalisme du mandat covid, qu'il est difficile de les voir lâcher prise un jour. Nous devons nous attendre à ce qu'ils cherchent de nouveaux moyens de prolonger indéfiniment les "urgences sanitaires" actuelles en déplaçant sans cesse les poteaux d'objectif et en trouvant de nouvelles maladies qui justifient la poursuite des mandats de masquage et des règles de distanciation sociale.

Déplacer les poteaux d'objectif

En janvier 2021, Karol Markowicz, du New York Post, a prévenu que nombreux sont ceux qui souhaitent que l'état d'urgence covid "dure toujours". **Près d'un an après la panique initiale provoquée par le covid, alors qu'il était clair que le covid n'était pas une maladie qui mettait fin à la civilisation et qu'il était loin d'être "la peste du siècle",** ces technocrates préconisaient plus de masques et plus d'isolement pour les enfants.

Une grande partie de cette stratégie a longtemps été poussée par un déplacement constant des poteaux d'objectif. **Alors que les vaccins étaient initialement vendus au public comme une panacée qui permettrait à tout de revenir à la "normale", ils se sont rapidement transformés en une série d'explications expliquant pourquoi les vaccins ne changeaient en fait rien.** Au contraire, les vaccins pouvaient faire du bien, mais le public devait néanmoins se préparer à porter des masques pour toujours. Puis ils ont décidé que leurs vaccins "à l'efficacité unique" étaient si efficaces qu'il était nécessaire de "protéger les vaccinés des non-vaccinés". Même les confinements étaient encore sur la table jusqu'à la fin de 2021. L'histoire a ensuite été transformée en un récit dans lequel tant que chaque enfant n'est pas vacciné, les écoles doivent rester fermées et tout le monde doit rester masqué.

Trouver de nouvelles maladies à craindre

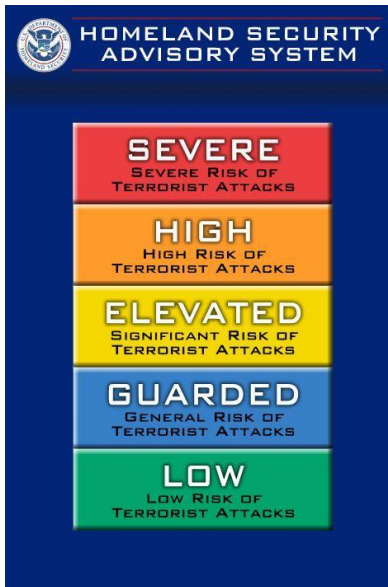
Les maximalistes du mandat ont également commencé à laisser entendre que les mandats de port de masque pourraient être nécessaires à jamais pour lutter contre d'autres maladies. Le récit s'est transformé en un récit dans lequel les mandats de distanciation sociale et les mandats de port de masque permettaient de prévenir la grippe. Si les mandats relatifs aux covid fonctionnaient si bien contre **la grippe**, pourquoi ne pas conserver ces mandats pour toujours ? Cette position accomplit deux choses à la fois : elle prépare le terrain pour le maintien permanent des mandats relatifs aux masques tout en faisant de la grippe une justification éternelle pour une urgence sanitaire éternelle.

Ces mandats pourraient également s'avérer utiles en cas d'apparition d'une nouvelle grippe aviaire ou porcine. Oui, les précédentes "urgences" liées à la grippe n'ont pas réussi à susciter une hystérie généralisée, comme ce fut le cas pour la grippe porcine en 1976 et en 2009. Mais aujourd'hui, les bureaucrates de la santé ont enfin obtenu l'autorité qu'ils avaient toujours voulue : maintenir à jamais les "pouvoirs d'urgence en cas de pandémie", de sorte que si le CDC ou l'Organisation mondiale de la santé identifie une nouvelle "menace", les fermetures, les masques

obligatoires et les passeports vaccinaux puissent être imposés à la population jusqu'à ce que le "danger" soit passé.

Instituer un système d'alerte

Un autre défi majeur consistera à maintenir le public toujours au bord de l'alarme. À cet égard, les partisans du mandat pourraient s'inspirer de la propagande de la guerre contre le terrorisme employée à la suite du 11 septembre. En mars 2002, l'administration Bush a institué une échelle d'avis de menace terroriste à code de couleur destinée à indiquer le "niveau de menace" du terrorisme. Cette échelle permettait vraisemblablement au public d'évaluer à quel point il devait vivre dans la crainte du terrorisme à un moment donné. En tant que **propagande**, elle était utile pour rappeler constamment au public que le gouvernement veille à sa sécurité et qu'un État de sécurité nationale tout-puissant est une nécessité.



Un schéma similaire pourrait facilement être utilisé pour traiter les "menaces" sanitaires. Naturellement, l'échelle ne serait jamais déplacée sur "faible", car si une véritable épidémie se déclarait, les "experts" auraient l'air de dormir aux commandes. Donc, naturellement, l'échelle serait toujours *sur-surveillé* - peut-être en été - mais serait régulièrement relevée à "élevé" en hiver, lorsque les lits d'hôpitaux se rempliraient de malades de la grippe et de la pneumonie. Ensuite, si des rumeurs de nouvelle grippe aviaire en provenance d'Asie faisaient la une des journaux, les technocrates pourraient relever le niveau de menace à "élevé". Cela pouvait alors servir à justifier l'imposition de nouveaux masques, de nouvelles exigences en matière de vaccins, voire de fermetures. Puis, lorsque l'été reviendrait et que les lits d'hôpitaux se videraient, les experts insisteraient sur le fait qu'ils ont évité le désastre en imposant de nouveaux mandats.

Et ainsi de suite pendant des années et des années, le public étant convaincu que sans les experts du gouvernement, la nation sera perpétuellement rongée par la mort et la maladie.

Enfin, les experts obtiendraient l'estime qu'ils croient si clairement mériter. Peut-être même pourraient-ils obtenir l'adulation dont le personnel militaire a été l'objet pendant les moments forts de la guerre contre le terrorisme, alors que les soldats américains étaient occupés à perdre deux guerres à la fois. Les matchs de sport professionnel commenceront par un "salut aux travailleurs de la santé" qui "assurent notre sécurité". En effet, de nombreux travailleurs de la santé agissent déjà comme des *prima donnas* de ce genre, se plaignant que les protestations publiques contre les fermetures sont une "gifle" ou organisant des débrayages pour condescendre au public en disant que leur "patience" envers les non-vaccinés est "à bout".

La seule façon pour ces experts de la santé d'arrêter leur urgence perpétuelle est d'y être contraints. Les bureaucrates de la santé doivent être dépouillés de leurs "pouvoirs d'urgence" beaucoup trop étendus et leurs agences doivent être contrôlées. Leurs avis "scientifiques" doivent être traités comme les déclarations politiques à peine voilées qu'ils sont si souvent. Comme je l'ai écrit en 2020, **la pandémie ne prend fin que lorsque le public décide qu'elle est terminée.**

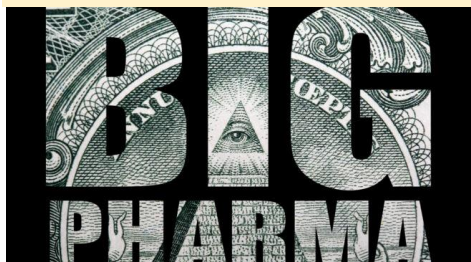
Certains politiciens ont compris qu'il est dangereux de continuer à pousser les mêmes vieux mandats covid pendant la saison électorale de cet automne. C'est certainement la raison pour laquelle Polis ne semble plus vouloir haranguer le public sur le covid au quotidien comme il le faisait en 2020.

Mais il est peu probable que les universitaires et les technocrates qui peuvent se permettre de vivre dans leur chambre d'écho - grâce à l'argent des contribuables - cèdent. Ils chanteront la même chanson dans vingt ans et réclameront chaque année de nouveaux mandats pour la maladie du jour. Espérons simplement que le monde aura finalement cessé de les écouter.

.Le siège de l'Amérique par Big Pharma

Jim Rickards 19 janvier 2022

DAILY RECKONING



Vous vous souvenez de l'année dernière, à la même époque, lorsque la vague de vaccins a vraiment commencé à déferler ? Le vaccin avait été annoncé en novembre 2020 et sa procédure d'approbation avait été accélérée (à titre expérimental à l'époque).

Mais il a fallu un certain temps pour que les doses soient expédiées et distribuées et que les gens sachent où se les procurer. Tout cela s'est déroulé en décembre 2020, mais en janvier 2021, l'effort battait son plein.

La première chose que les personnes qui se font piquer apprennent est qu'elles devront revenir dans quelques semaines pour la "deuxième dose". Cela a été compris et largement accepté, bien que le vaccin Janssen soit différent et ne nécessite qu'une seule injection. Janssen est loin d'être aussi disponible que les vaccins à ARNm de Pfizer et Moderna.

Le mouvement s'est poursuivi jusqu'en 2021, au point qu'environ 70 % de la population américaine est désormais entièrement vaccinée.

Tant pis pour la "pandémie de non-vaccination"

Mais en septembre 2021, des doutes sont apparus quant à l'efficacité des vaccins. Ils n'ont jamais arrêté les infections et n'empêchent pas la propagation du virus, mais on a fait croire le contraire au public. Alors que la variante Delta faisait rage en août et septembre, suivie de la variante Omicron en novembre, toute l'histoire du vaccin a commencé à s'effondrer.

Les élites qui avaient rejeté la responsabilité des épidémies précédentes sur les "non-vaxxés" et ceux qui étaient eux-mêmes totalement vaxxés ont commencé à être infecté par le COVID par millions. Elles ont réalisé tardivement qu'il ne s'agissait pas d'une pandémie de non-vaxxés mais d'une pandémie où tout le monde est vulnérable.

Comme je l'ai toujours dit, le virus va où il veut.

Big Pharma double ses efforts

Pourtant, Moderna et Pfizer ont proposé une injection de "rappel", qui n'est en fait qu'une autre dose du même vaccin en guise de solution. Des dizaines de millions de personnes ont fait la queue pour recevoir leur rappel à l'automne 2021, pour finalement être infecté par la variante Omicron du COVID lorsqu'il est devenu incontrôlable en décembre.

Les rappels n'ont donc pas fonctionné non plus. En fait, il semblerait que les personnes vaccinées et stimulées soient plus vulnérables à Omicron que les personnes non vaccinées, car nous avons "appris" au virus à échapper aux vaccins en lui faisant de nombreuses injections.

Certaines données suggèrent également que les vaccinations répétées affaiblissent le système immunitaire en général, rendant les gens plus vulnérables à d'autres maladies. Comme ces vaccins sont expérimentaux, il faudra des années pour comprendre pleinement leurs effets.

Mais plutôt que d'admettre l'échec ou au moins de faire preuve de prudence, Big Pharma remet ça.

Big Pharma triple la mise

Le PDG de Moderna affirme qu'une quatrième dose de son vaccin sera nécessaire d'ici l'automne. Il n'appelle pas cela une quatrième dose, mais un deuxième "rappel". Mais c'est la même chose.

Ce que cela signifie réellement, c'est que les effets du vaccin s'estompent au bout de trois à six mois et que vous devrez recevoir des "rappels" pour le reste de votre vie et prendre le risque de subir des effets secondaires graves, notamment une insuffisance cardiaque et même la mort.

Je peux comprendre pourquoi les compagnies pharmaceutiques sont en faveur de cela. Je ne comprends pas pourquoi les Américains ordinaires le feraient. Peut-être que nous devrions tous regarder du côté d'Israël...

96,2% de vaccinés en Israël submergés par le COVID

Quand il s'agit de vacciner toute la population, aucun pays n'est plus agressif qu'Israël. Ils ont acquis de grandes quantités de vaccins importés et ont récemment commencé un effort pour fabriquer leurs propres vaccins afin de ne pas dépendre des importations.

À partir de décembre 2020, Israël a vacciné 14 % de sa population en seulement trois semaines. Aujourd'hui, le taux d'Israéliens entièrement vaccinés est de 96,2%, le plus élevé au monde. Israël a également été agressif en ce qui concerne les rappels et travaille déjà sur des plans pour une quatrième injection (ou deuxième rappel).

Mais cette campagne de vaccination n'a pas vraiment aidé Israël. Le pays a connu d'énormes épidémies l'été dernier, ainsi qu'une autre vague due à la variante Delta, et il est maintenant submergé par de nouveaux cas dus à la variante Omicron.

Tout cela est conforme aux meilleures recherches qui montrent que les vaccins ne préviennent pas l'infection et n'arrêtent pas la propagation de la maladie. Cependant, ils réduisent les cas graves et les décès, du moins jusqu'à ce qu'ils perdent leur efficacité après quelques mois.

Les scientifiques veulent que le gouvernement admette l'échec des vaccins

Aujourd'hui, de sérieux scientifiques et cliniciens israéliens demandent au gouvernement d'admettre que les vaccins ne fonctionnent pas comme prévu et de travailler sur d'autres moyens de contrôler le virus, notamment des traitements efficaces au lieu de vaccins inefficaces.

La lettre est adressée au gouvernement israélien, mais elle est tout aussi pertinente lorsqu'elle s'applique aux mandats de vaccination partout dans le monde, y compris aux États-Unis.

Comme je l'ai dit précédemment, il semble que nous soyons arrivés au point où les vaccins peuvent faire plus de mal que de bien en entraînant le virus à muter de manière à vaincre les vaccins.

L'ironie de la chose, c'est que les personnes non vaccinées pourraient avoir une meilleure immunité naturelle que les personnes vaccinées contre Omicron, puisque le virus a muté dans le but précis de vaincre les protéines de pointe produites par les vaccins.

Des preuves croissantes d'effets secondaires graves

Les effets secondaires des vaccins sont de plus en plus évidents, notamment l'insuffisance cardiaque chez les hommes de moins de 40 ans en bonne santé et les troubles de la reproduction chez les femmes en âge de procréer.

En outre, le nombre de jeunes athlètes professionnels, par ailleurs en bonne santé, qui sont morts ou ont souffert d'accidents cardiaques graves est alarmant. Le nombre d'incidents dépasse largement ce que l'on peut attendre du hasard, sur la base des données des années précédentes.

Il est peu probable que le gouvernement israélien admette l'un ou l'autre de ces échecs ; il a adopté une approche du tout ou rien à l'égard des vaccins, à l'instar des autorités de santé publique américaines comme le Dr Fauci.

Malheureusement, cela signifie que les mandats de vaccination et les rappels sans fin vont se poursuivre pour le moment.

Pourtant, le reste du monde est aux prises avec les mêmes problèmes. Les fermetures, les quarantaines et les vaccins obligatoires ne sont pas gratuits. Ils détruisent les économies. Espérons que la folie des vaccins prendra fin avant que l'économie ne s'effondre.

21 Janvier 2022 : Une raison d'espérer

Et aujourd'hui, il y a une nouvelle raison d'espérer.

Le Premier ministre britannique Boris Johnson vient d'annoncer que l'Angleterre allait lever les exigences relatives aux laissez-passer COVID, mettre fin aux masques obligatoires et annuler les exigences relatives au travail à domicile.

"Au fur et à mesure que le COVID devient endémique, nous devons remplacer les exigences légales par des conseils et des directives, en exhortant les personnes atteintes du virus à être prudentes et à tenir compte des autres", a déclaré M. Johnson.

En d'autres termes, le virus est là pour rester et nous allons devoir apprendre à le gérer, comme nous le faisons pour les épidémies annuelles de grippe.

Nous devons protéger les personnes les plus vulnérables (les personnes âgées et celles souffrant de graves comorbidités), mais le reste de la société doit fonctionner aussi normalement que possible.

Avez-vous écouté, président Biden ?

▲ [RETOUR](#) ▲

Mauvaises nouvelles, j'en ai peur

Jim Rickards 18 janvier 2022

DAILY RECKONING



L'effondrement des chaînes d'approvisionnement mondiales est désormais bien connu. Qu'il s'agisse de trouver des produits d'épicerie dans votre supermarché, d'acheter une nouvelle voiture ou d'acheter des appareils électroménagers comme des lave-vaisselle et des réfrigérateurs, les biens sont rares. De plus, les livraisons prennent un temps fou et les choix sont limités.

Beaucoup de gens se demandent pourquoi le problème ne disparaît pas. Voici la réponse :

La chaîne d'approvisionnement est un système dynamique complexe. Lorsqu'un système complexe s'effondre, vous pouvez chercher des causes spécifiques, mais c'est généralement une perte de temps. Les systèmes s'effondrent en interne parce qu'ils sont trop grands, trop interconnectés et nécessitent trop d'énergie pour continuer à fonctionner.

Toute cause spécifique a plus de chances d'être un symptôme qu'une véritable cause. C'est frustrant, mais c'est la réponse.

La première rencontre de la plupart des Américains avec l'effondrement de la chaîne d'approvisionnement a eu lieu au printemps 2020, lors de la première vague de la pandémie de coronavirus. Les acheteurs ont remarqué que des articles comme le désinfectant pour les mains et les articles en papier chez Costco et dans d'autres magasins à grande surface avaient été vidés.

Il semble que les Américains qui étaient enfermés et mis en quarantaine à l'époque accumulaient ces produits parce qu'ils n'avaient aucune idée du moment où ils seraient à nouveau autorisés à s'aventurer dehors.

Les pénuries étaient réelles, mais se limitaient à des produits spécifiques. Les autres rayons de Costco étaient approvisionnés, tout comme les autres magasins des environs (du moins ceux qui étaient autorisés à rester ouverts).

Maintenant, tout est concerné

Mais cette fois, ce n'est pas seulement Costco. Il s'agit de tous les supermarchés, dépanneurs et autres points de vente au détail d'un océan à l'autre. Et il ne s'agit pas seulement des produits de nettoyage et des articles en papier. Votre supermarché local peut avoir des étagères vides pour les œufs, le beurre de cacahuète, le lait et d'autres produits de base.

Il ne s'agit pas d'être en rupture de stock de tous les produits en permanence. Votre magasin est comme une boîte de Cracker Jack - vous ne savez jamais ce qu'il y a dedans.

De nombreux articles sont disponibles, mais beaucoup ne le sont pas. Il arrive que certaines marchandises soient en rupture de stock de temps en temps. Mais vous pouvez être sûr qu'il manquera quelque chose et que certaines étagères seront vides.

Pourtant, il existe un discours selon lequel la crise est temporaire, que des mesures sont prises pour atténuer les pénuries et les arriérés et que les choses reviendront bientôt à la normale.

Ce discours attribue les pénuries à la pandémie et au nombre de travailleurs rentrés au pays avec le COVID. Il est dit que les choses s'arrangeront lorsque le virus sera maîtrisé. **C'est le discours, mais ce n'est pas la réalité.**

La preuve est faite que la crise de la chaîne d'approvisionnement ne fait que commencer. Elle nous accompagnera pendant des années et aura des effets économiques négatifs considérables.

Tout est connecté et tout s'effondre en même temps

Personne ne doute que la pandémie, en particulier la variante Omicron, a eu un impact majeur et a rendu des millions de personnes malades et absentes du travail. Il est également probable que les employés absents pour cause de maladie expliquent en partie pourquoi les rayons ne sont pas entièrement approvisionnés.

Mais ils ne sont pas la cause première du chaos de la chaîne d'approvisionnement.

Même si les magasins étaient entièrement approvisionnés en personnel, il y aurait toujours des pénuries et des retards dus à toutes sortes de facteurs : pénurie de chauffeurs routiers, retards dans l'expédition des conteneurs en provenance d'Asie, retards de fabrication dus au manque d'intrants, pénuries d'énergie et bien d'autres obstacles.

C'est là le problème.

La chaîne d'approvisionnement s'effondre à chaque étape en raison de goulots d'étranglement à chaque autre étape. Les produits de base sont rares, en partie à cause des pénuries d'énergie dans les mines. La fabrication est en retard en raison du manque de matières premières. Les livraisons sont en retard en raison des délais de fabrication. Et enfin, les rayons sont vides en raison de la non-livraison des commandes et de la pénurie de travailleurs.

Tout est lié et tout s'écroule en même temps. Ne croyez donc pas les discours joyeux sur une crise "temporaire" de la chaîne d'approvisionnement.

Je le répète : La crise durera des années et aura des effets négatifs prévisibles sur la croissance économique.

L'"usine du monde" ferme ses portes

La Chine constitue une préoccupation majeure. La Chine mène actuellement une politique de COVID Zéro. Cela signifie que la Chine a une tolérance zéro pour même un seul cas de COVID.

Si le COVID apparaît, la Chine isolera l'individu, mènera une opération massive de suivi et de traçage, puis déplacera de force des quartiers entiers vers des camps de quarantaine en dehors des limites de la ville pour des périodes de confinement obligatoires de 14 jours ou plus.

Si plus de quelques cas sont détectés, la Chine suivra la même procédure, mais à une échelle beaucoup plus grande. Elle relocalisera des centaines de milliers de personnes si nécessaire et fermera des villes entières. Cela s'est déjà produit à Xi'an, une ville de 1,5 million d'habitants et un important centre manufacturier.

Un nouveau verrouillage vient de se produire dans la province du Henan, qui est le centre de la production électronique chinoise. La Chine a également verrouillé le port de Ningbo, qui est le deuxième plus grand port de Chine après Shanghai, et l'un des plus grands du monde.

La Chine a également exigé que les équipages des navires à l'arrivée soient confinés dans le navire et ne soient pas autorisés à se rendre à terre pour se reposer et se divertir. Comme ces équipages passent souvent six mois ou plus en mer, les exploitants de navires commencent à programmer des voyages qui évitent la Chine.

Cela signifie que même lorsque des marchandises sont produites, elles ne peuvent pas nécessairement être expédiées en raison d'une pénurie de navires et d'équipages. La situation s'aggrave, au lieu de s'améliorer, et se détériorera encore plus à l'approche des Jeux olympiques de Pékin et des fêtes du Nouvel An lunaire en Chine.

En effet, l'"usine du monde" a décidé de fermer l'usine, ou du moins de grandes parties de celle-ci, pour les mois à venir.

Cette situation continuera d'avoir un impact sur les États-Unis, ce à quoi les Américains ne sont ni habitués ni préparés.

Travail forcé

Les Américains associent les étagères vides aux pays du tiers-monde ou peut-être à l'Allemagne de l'Est pendant la guerre froide. La dernière fois que les Américains ont dû faire face à des pénuries de cette ampleur, c'était lors des crises du gaz des années 1970 et du rationnement pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ce qui est important, c'est que le phénomène ne se limite pas aux États-Unis - il s'agit d'un événement mondial. Et il conduit à des mesures gouvernementales extrêmes. Prenons l'exemple de l'Australie.

Comme aux États-Unis, l'Australie compte un grand nombre de chômeurs. Ils reçoivent des prestations similaires à l'aide sociale et au chômage d'une agence appelée Centrelink.

Eh bien, le gouvernement a maintenant déclaré que les bénéficiaires de prestations sans emploi doivent travailler plusieurs heures par semaine pour réapprovisionner les rayons des supermarchés afin de conserver leurs prestations de Centrelink. Ainsi, les prestations sociales sont utilisées pour recruter du travail forcé afin de régler un problème de chaîne d'approvisionnement.

L'Australie est devenue une sorte de camp de prisonniers basé sur les diktats du gouvernement concernant le virus. C'est un bon exemple de la façon dont le COVID a donné aux gouvernements le pouvoir de dicter tous les aspects de la vie des citoyens. Ce ne sera pas le dernier mandat gouvernemental en Australie ou ici. Et il y a une grande leçon à tirer de tout cela :

Une fois que les gouvernements ont goûté au néo-fascisme, ils en veulent toujours plus. C'est vrai même dans une démocratie libérale comme l'Australie. Nous voyons des phénomènes similaires se produire dans les démocraties d'Europe occidentale également.

Une course contre la montre

L'autre chose dont nous pouvons être sûrs, c'est que ces mandats vont ralentir l'économie et détruire la richesse.

La mauvaise nouvelle pour les investisseurs, encore une fois, est que cette situation va perdurer pendant des années. Ce n'est pas facile à corriger et certainement pas quelque chose qui peut être corrigé rapidement.

Sur les marchés, cela se traduira par une hausse des coûts, une baisse des bénéfices et, en fin de compte, une baisse du cours des actions.

Les marchés étant encore proches de leurs plus hauts historiques, c'est peut-être le bon moment pour alléger les actions avant que la réalité de la chaîne d'approvisionnement ne rattrape la bulle boursière.

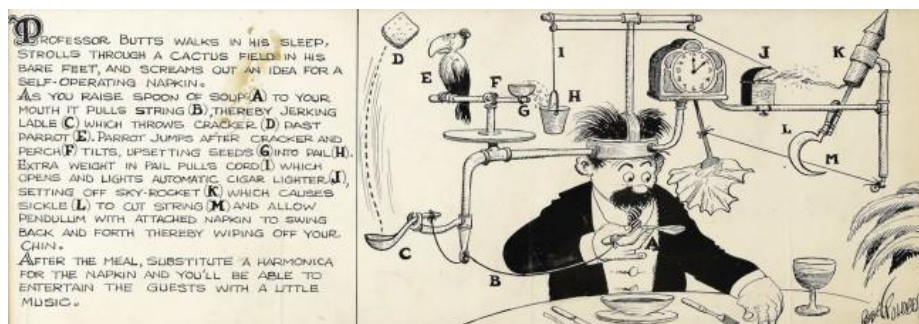
Et quand ce sera le cas, ce ne sera pas beau à voir.

▲ [RETOUR](#) ▲

La techno-utopie s'effiloche : Pourquoi la complexité ne résout plus nos problèmes

Par Kurt Cobb, publié initialement par Resource Insights le 17 janvier 2022

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Lorsque nous pensons à la technologie, nous pensons généralement aux machines et aux gadgets qui peuplent notre vie. Pour ceux qui travaillent dans l'industrie, le mot peut désigner un processus comportant de nombreuses étapes pour la fabrication d'un produit - des produits qui comprennent des choses aussi complexes qu'un ordinateur

et aussi simples qu'une puce de pomme de terre.

Pour les Grecs de l'Antiquité, le mot techne - d'où vient le mot technologie - désignait ce qu'ils appelaient les arts mécaniques, c'est-à-dire, de nos jours, l'ensemble de l'industrie et du commerce orientés vers les fins pratiques de la survie et le soutien d'autres activités telles que le sport et le divertissement.

Alors que nous regardons notre société mondiale techniquement avancée sombrer alors que ses habitants sont une fois de plus terrassés par une autre vague de COVID-19, nous nous retrouvons coincés dans une boucle qui nous dit que nous avons simplement besoin de plus de technologie. Dans ce cas, nous disons que nous avons besoin de rappels continus de vaccins. Et, bien sûr, il faut que tous ceux qui ne l'ont pas encore fait reçoivent une sorte de vaccin. S'il est largement prouvé que les vaccins atténuent la gravité d'une infection et réduisent donc la probabilité d'hospitalisation et de décès, ils ne préviennent ni la COVID ni sa transmission.

Ce que nous ne parvenons pas à comprendre, c'est que la technologie est aussi souvent la source des problèmes que des solutions, et que **plus de technologie crée souvent plus de problèmes**. La technologie qui permet à quiconque qui a de l'argent de traverser l'océan en moins d'un jour est une technologie qui favorise les pandémies. Les technologies qui permettent le transport maritime transocéanique et transcontinental favorisent les pandémies. Même les trajets en voiture sur de longues distances nous permettent de propager des maladies infectieuses dans des proportions effrayantes.

Et c'est notre chaîne d'approvisionnement lointaine qui nous rend dépendants de ces réseaux de transport.

Au lieu de réfléchir à la manière dont nous pouvons réduire les voies évidentes de transmission transfrontalière et transnationale, nous continuons à miser sur la technologie pharmaceutique, en pensant qu'elle seule pourra résoudre le problème de la pandémie.

Le cas le plus flagrant est celui d'un nouveau médicament utilisé pour traiter les patients atteints du COVID, qui agit en provoquant de multiples mutations du virus dans le but de stopper sa réplication. Certains virologues pensent que ce médicament pourrait libérer de nombreuses souches nouvelles et plus mortelles de COVID. Cette crainte n'est pas hypothétique, car chaque nouvelle variante pose de nouveaux défis. Si ce nouveau médicament ne présente pas des dangers évidents et graves d'un retour négatif pour la société, alors rien ne le fait.

Ajoutez à cela la contribution de notre régime alimentaire industriel truffé de pesticides, d'herbicides et de contaminants chimiques industriels qui engendrent des maladies chroniques telles que le diabète, les maladies cardiaques et de nombreuses affections inflammatoires qui rendent les gens moins robustes face aux infections. Si l'on ajoute à cela les produits chimiques toxiques que nous absorbons dans l'air et dans l'eau, nous obtenons une dangereuse triade de complexité qui crée une puissante combinaison de rendements négatifs pour l'ensemble de la société mondiale.

La question que nous devrions nous poser est de savoir si nous avons dépassé le point où plus de technologie apportera toujours des gains nets de stabilité pour notre société. Le traité fondamental de l'historien Joseph Tainter sur l'effondrement des sociétés, intitulé *The Collapse of Complex Societies*, suggère une façon approximative d'en juger.

Tainter explique que les sociétés augmentent la complexité comme moyen de résoudre les problèmes. L'illustration la plus simple est la formation et le déploiement de spécialistes, par exemple des ingénieurs qui savent comment construire des canaux d'irrigation. Au fur et à mesure que la complexité démontre ses énormes avantages, la spécialisation et la complexité s'accroissent et les avantages augmentent.

À un moment donné, la complexité n'apporte plus d'avantages et commence même à nuire à la stabilité et à la richesse d'une société. Mais nous, les humains, sommes tellement convaincus par notre expérience passée qu'une complexité accrue résoudra tous les problèmes que nous ignorons les signes de **rendement décroissant**, voire

négatif.

Je crois que nous avons maintenant atteint le point de notre civilisation contemporaine où la complexité s'est retournée contre nous. La propagation rapide et dévastatrice du virus COVID-19 est le résultat de notre système de logistique et de transport efficace, abordable et complexe, qui s'étend sur toute la planète. Ce système continue à générer un retour négatif substantiel sur notre complexité lorsqu'il s'agit de la propagation du COVID. Il facilite la propagation de chaque nouvelle variante dominante du COVID à travers le monde en quelques semaines. En vérité, la vulnérabilité, le retour négatif, était déjà intégré dans ce système. Nous ne l'avons simplement pas réalisé jusqu'à présent.

Et pourtant, aujourd'hui encore, pratiquement tous les dirigeants de la planète nous disent qu'ils préparent un retour à la "normale", c'est-à-dire à la façon dont les choses étaient avant la pandémie. Aucun dirigeant d'importance ne dit à son peuple que l'avenir sera considérablement différent du passé. Il semble que le public devra simplement le découvrir par lui-même.

Le chaos que nous connaissons est le produit des rendements négatifs de la complexité. Nombre de ceux qui comptent sur cette complexité pour maintenir leur richesse tentent désespérément d'empêcher une simplification des systèmes dans lesquels nous vivons.

Ils peuvent essayer et peut-être réussir pendant un certain temps. Mais à mesure que la nécessité d'une simplification se fait sentir, nous pouvons soit la prévoir, soit plonger tête baissée dans un chaos encore plus profond. Jusqu'à présent, nous avons choisi l'option du chaos.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Où en sont les États-Unis et les autres pays dans la lutte contre le changement climatique ?

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 19 janvier 2022



Le 8 décembre, le président Joe Biden a signé un décret visant à renforcer les efforts de son administration en matière de lutte contre le changement climatique. Qu'est-ce que cet ordre promet réellement d'accomplir ? Comment cela se compare-t-il à ce que font les autres nations ? Cela suffira-t-il à éviter une calamité mondiale ?

Le décret de M. Biden "réduira les émissions dans toutes les opérations fédérales, investira dans les industries et la fabrication américaines d'énergie propre et créera des communautés propres, saines et résilientes". Cependant, mis à part **le verbiage noble**, il s'agit surtout d'opérations gouvernementales (par exemple, l'achat de véhicules et les normes pour les bâtiments fédéraux) et non de l'ensemble de l'économie.

La plupart des pays (124 des 137 signataires de la COP 26, dont les États-Unis) ont fixé des objectifs nationaux ambitieux en matière de neutralité du réseau pour 2050. Le Suriname et le Bhoutan affirment être déjà neutres, tandis que d'autres pays, dont l'Uruguay et la Suède, visent un horizon plus proche, et quelques-uns, comme la Chine et Singapour, des échéances plus lointaines. Très peu de pays disposent d'une législation nationale contraignante pour atteindre ces objectifs, ou de plans techniques solides et détaillés qui permettront une transition énergétique complète. (Je ne vais pas discuter ici de la question de savoir si une transition complète vers des sources d'énergie renouvelables à grande échelle est réellement réalisable ; cette question est traitée en long et en large ici, et en bref ici). Ainsi, les États-Unis ne font pas autant que certains pays, mais plus, du moins sur le papier, que d'autres.

Les pays qui sont devenus neutres en carbone, ou qui ont l'intention de le devenir bientôt, se répartissent en deux catégories : les petites nations dont la consommation d'énergie par habitant est très faible (Bhoutan, Suriname et Uruguay), ou les nations européennes dont la consommation d'énergie par habitant est environ deux fois moins élevée que celle des États-Unis, et dont l'engagement populaire en faveur de la lutte contre le changement climatique est beaucoup plus fort (par exemple, l'Allemagne, qui a subventionné l'énergie éolienne et solaire au cours des deux dernières décennies). L'Islande, qui vise 2040, dispose d'une ressource nationale d'énergie renouvelable exceptionnellement robuste (géothermie) et déjà très développée. Les États-Unis sont dans une situation plus difficile, avec une consommation d'énergie totale et par habitant très élevée, et une économie historiquement liée à l'industrie des combustibles fossiles.

L'Europe est tributaire des importations de combustibles fossiles (en grande partie en provenance de Russie), de sorte que ce groupe de pays a une incitation supplémentaire à réduire sa dépendance au carbone - ce qui explique en partie les normes d'efficacité énergétique plus élevées qui ont été adoptées par de nombreux pays européens.

La Chine utilise une quantité extraordinaire de charbon - plus de la moitié de l'approvisionnement annuel mondial.

(À propos, deux tiers des panneaux solaires disponibles dans le commerce sont fabriqués avec de l'électricité produite à partir du charbon chinois). La Chine sera confrontée à des défis techniques colossaux pour remplacer le charbon, et les dirigeants du pays le savent. Même s'ils installent des panneaux solaires à un rythme record, cela ne représente qu'une faible contribution à l'économie chinoise. Au niveau mondial, l'énergie solaire et l'énergie éolienne produisent ensemble 3,3 % de toute l'énergie ; pour la Chine, ces sources produisent environ 4 %, soit à peu près la même chose que les États-Unis. Toutefois, si l'éolien et le solaire connaissent une croissance rapide, il en va de même pour la consommation totale d'énergie de la Chine. La Chine vise 2060 pour des émissions nettes de carbone nulles, ce qui est plus tard que la plupart des nations, mais même cet objectif semble irréaliste et ambitieux à ce stade.

En plus de son décret, M. Biden a soutenu les dépenses d'infrastructure qui inciteraient l'industrie à produire davantage de véhicules électriques et d'autres technologies qui pourraient à terme réduire les émissions. Ce point est important car le solaire, l'éolien, l'hydraulique et le nucléaire produisent tous de l'électricité, mais seulement 20 % de l'énergie est actuellement utilisée sous forme d'électricité. La transition énergétique nécessitera donc d'importantes dépenses pour électrifier directement ou indirectement des secteurs tels que l'aviation, le transport maritime, le camionnage, le chauffage et la climatisation des bâtiments, ainsi que les processus industriels à haute température comme la fabrication du ciment. Ce que Biden propose, tant dans le décret que dans le projet de loi sur les infrastructures, est un début, mais seulement un début.

Peu de choses dans le décret de Biden sont surprenantes pour ceux qui ont suivi la politique climatique américaine et mondiale. La transition énergétique sera extraordinairement difficile et coûteuse (voir les liens ci-dessus concernant la faisabilité), alors bien sûr, tous les gouvernements s'attaquent d'abord aux fruits les plus faciles à cueillir. Les opérations gouvernementales et les voitures électriques sont les fruits les plus bas sur la branche la plus basse. Si Biden avait, par exemple, proposé un plan visant à réduire progressivement mais systématiquement la production et la consommation de combustibles fossiles dans toute l'économie américaine, cela aurait été remarquable et courageux. La meilleure façon d'avancer pour ce pays ou tout autre pays serait un **programme de rationnement** de nos combustibles fossiles restants, avec un plafond de production annuel décroissant. Cela

faciliterait la planification à tous les niveaux, des ménages à l'industrie en passant par le gouvernement. Mais il est peu probable que le soutien politique en faveur d'une telle mesure se rassemble avant que les circonstances (c'est-à-dire les conséquences du changement climatique et de l'épuisement des combustibles fossiles) ne deviennent plus évidentes et plus graves. <Le passage obligatoire aux voitures électriques est une forme de rationnement : elles sont tellement coûteuses que vous n'en aurez pas.>

Une autre ligne d'attaque utile consisterait de remplacer le PIB dans les opérations et la planification gouvernementales par des mesures de qualité de vie et de santé de l'environnement (comme l'a proposé le représentant Omar). La demande de croissance du PIB nous enferme tous dans la nécessité d'utiliser toujours plus d'énergie et de matériaux. Cette voie mène tout droit à une falaise, dont nous nous approchons rapidement.

Pendant ce temps, le débat national et mondial sur le climat reste embourbé dans des idées fausses sur l'énergie et l'ignorance écologique. La *neutralité nette* est un objectif technique, basé sur une lecture technique du problème climatique. Nous polluons l'atmosphère avec du dioxyde de carbone, donc (on suppose) qu'il suffit de changer nos sources d'énergie et d'éliminer un peu de carbone de l'atmosphère. Dans le même temps, cependant, la base même de notre économie industrielle (entrée de l'énergie et des ressources, sortie des déchets) est intrinsèquement non durable. Les responsables politiques se servent du changement climatique comme d'un drapeau pour rallier le public dans la direction générale des efforts qui aboutiraient éventuellement à de meilleures pratiques. Mais nous pourrions accomplir beaucoup plus, et plus rapidement, si seulement le public - et les décideurs eux-mêmes - comprenaient les mathématiques simples de la croissance exponentielle, et la corrélation presque parfaite entre la croissance du PIB mondial d'une part, et l'augmentation de l'utilisation de l'énergie et des matériaux et la production de déchets (y compris le CO₂) d'autre part. Peut-être pourrions-nous alors nous atteler à la tâche qui compte vraiment à long terme : *apprendre à vivre heureux dans les limites de la Terre*.

Quel est l'impact du décret de Biden - fera-t-il une différence ? Bien sûr, tout fait une différence. La consommation d'énergie du gouvernement fédéral américain n'est pas négligeable, surtout si l'on inclut l'armée - un peu moins d'un dixième du budget énergétique national total. On peut donc considérer ce décret comme un acompte vers une action réelle.

L'administration Biden fait ce qui est politiquement possible. Comme nous l'avons vu, d'autres nations (y compris des alliés européens) en font plus, ou ont une voie technique un peu plus facile vers la neutralité du réseau, donc Biden veut au moins avoir l'air d'un leader dans la lutte contre le changement climatique, et ses propositions fournissent un certain signal de vertu à cet égard.

Est-ce que tout cela est trop peu et trop tard ? Eh bien, c'est certainement trop peu, et il est trop tard pour éviter des impacts significatifs sur la nature et l'humanité. Mais il n'est pas trop tard pour prendre conscience des limites naturelles et commencer à planifier une vie à faible consommation d'énergie après les combustibles fossiles. Si nous adoptons une attitude cynique et ne faisons rien, nous garantissons le pire résultat possible pour les générations futures.

▲ [RETOUR](#) ▲

.2022 : Les limites énergétiques risquent de faire entrer l'économie mondiale en récession

Posté le 18 janvier 2022 par Gail Tverberg
Our Finite World

Exploring how oil limits affect the economy





À mon avis, il y a trois façons de soutenir une économie en croissance :

1. Avec une offre croissante de **produits énergétiques bon marché à produire**, correspondant aux besoins énergétiques de l'économie.
2. Avec une **dette croissante** et d'autres promesses indirectes de biens et services futurs, comme la hausse du prix des actifs.
3. Avec une **complexité croissante**, comme une plus grande mécanisation des processus et des lignes d'approvisionnement qui s'étendent dans le monde entier.

Ces trois approches atteignent leurs limites. Les étagères vides que certains d'entre nous ont pu voir récemment témoignent du fait que la complexité atteint une limite. Et la croissance de la dette ressemble de plus en plus à une bulle qui peut facilement être crevée, peut-être par une hausse des taux d'intérêt.

À mon avis, le premier élément énuméré est essentiel à l'heure actuelle : L'offre de produits énergétiques bon marché augmente-t-elle suffisamment vite pour que l'économie mondiale continue de fonctionner et que la bulle de la dette soit gonflée ? Mon analyse suggère que ce n'est pas le cas.

Ce problème comporte deux volets :

[a] **Le coût de la production des combustibles fossiles et de leur acheminement là où ils sont nécessaires augmente rapidement en raison des effets de l'épuisement.** Ce coût plus élevé ne peut être répercuté sur les clients sans provoquer une récession. Les politiciens agiront pour maintenir les prix bas dans l'intérêt des consommateurs. En fin de compte, ces prix bas entraîneront une baisse de la production en raison d'un réinvestissement insuffisant pour compenser l'épuisement.

[b] **Les produits énergétiques issus des combustibles non fossiles ne répondent pas aux attentes de leurs concepteurs.** Ils ne sont pas disponibles quand on en a besoin, où on en a besoin, à un coût suffisamment bas pour les consommateurs. Les prix de l'électricité n'augmentent pas suffisamment pour couvrir leur véritable coût de production. Les subventions accordées à l'énergie éolienne et solaire ont tendance à pousser l'électricité nucléaire à la faillite, ce qui aggrave la situation de l'électricité au lieu de l'améliorer. **On peut s'attendre à ce que les coupures de courant deviennent un problème croissant.**

Dans ce billet, je vais explorer les problèmes liés à l'énergie qui contribuent aux tendances à la récession auxquelles l'économie mondiale est confrontée, à partir de 2022.

[1] Il est peu probable que les réserves mondiales de pétrole augmentent très rapidement en 2022 en raison de l'épuisement des réserves et d'un réinvestissement insuffisant. Même si les prix du pétrole augmentent dans la première partie de 2022, cette action ne pourra pas compenser des années de sous-investissement.

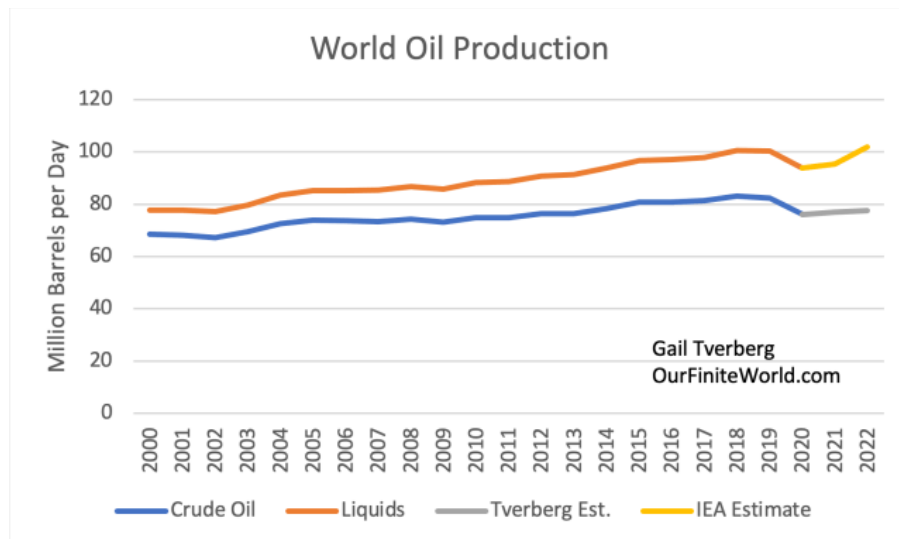


Figure 1. Quantités de production de pétrole brut et de liquides jusqu'en 2020, d'après les données de l'EIA. L'"estimation de l'AIE" ajoute les augmentations indiquées par l'AIE en 2021 et 2022 aux estimations historiques de l'EIA concernant les liquides. Les estimations de Tverberg concernent la production de pétrole brut.

L'AIE, dans son Oil Market Report, décembre 2021, prévoit une augmentation de 6,4 millions de barils de la production mondiale de pétrole en 2022 par rapport à 2021. Les indications jusqu'en septembre 2021 suggèrent fortement qu'il n'y a eu qu'un petit rebond (environ 1 million de bpj) de la production mondiale de pétrole en 2021 par rapport à 2020. À mon avis, l'opinion de l'AIE selon laquelle la production de liquides augmentera d'un énorme 6,4 millions de barils par jour entre 2021 et 2022 défie le bon sens.

La raison fondamentale pour laquelle la production de pétrole est faible est que les prix du pétrole ont été trop bas pour les producteurs depuis environ 2012. Les entreprises ont dû réduire le développement de nouveaux champs dans des zones plus coûteuses, car les prix du pétrole n'ont pas été assez élevés pour justifier de tels investissements. Par exemple, les producteurs de formations de schiste pourraient ajouter de nouveaux puits en dehors des régions "centrales" qui s'épuisent rapidement si le prix du pétrole était beaucoup plus élevé, peut-être 120 à 150 dollars le baril. Mais les prix du pétrole WTI américain n'ont atteint en moyenne que 57 dollars par baril en 2019, 39 dollars par baril en 2020 et 68 dollars par baril en 2021, de sorte que ces nouveaux investissements n'ont pas été lancés.

Récemment, les prix du pétrole ont dépassé 80 dollars le baril, mais même cela est considéré comme trop élevé par les politiciens. Ainsi, les pays libèrent du pétrole de leurs réserves stratégiques pour tenter de faire baisser les prix du pétrole. La raison pour laquelle les politiciens sont intéressés par un prix du pétrole bas est que si le prix du pétrole augmente, le prix de la nourriture et le coût des déplacements quotidiens sont susceptibles d'augmenter, puisque le pétrole est utilisé pour l'agriculture et les déplacements quotidiens. L'inflation risque de devenir un problème, rendant les citoyens mécontents. Les salaires seront moins élevés et les politiciens qui permettent des prix élevés du pétrole seront démis de leurs fonctions.

[2] On peut s'attendre à ce que la production de gaz naturel augmente de 1,6 % en 2022, mais cette faible augmentation ne suffira pas à répondre aux besoins de l'économie mondiale.

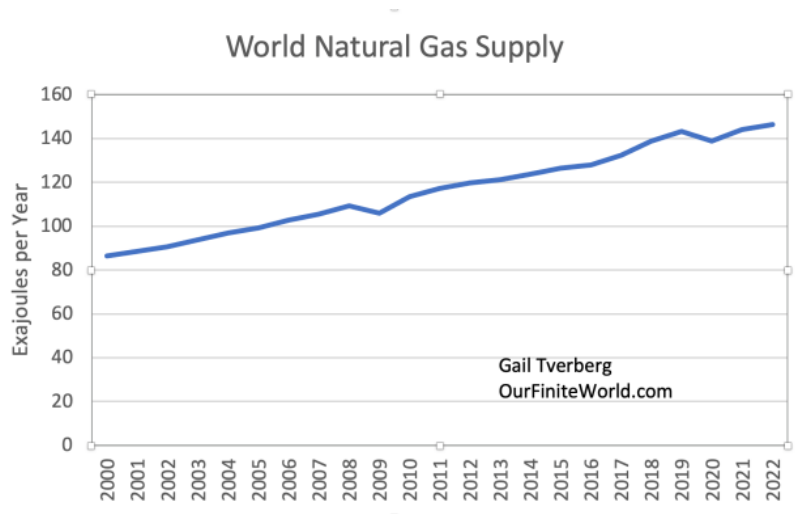


Figure 2. Production de gaz naturel en 2020, d'après les données du Statistical Review of World Energy 2021 de BP. Pour 2020 et 2021, les estimations de Tverberg reflètent des augmentations similaires aux indications de l'AIE, de sorte qu'une seule indication est présentée.

La production de gaz naturel augmentant d'un peu moins de 2 % par an, le problème majeur est qu'il n'y a pas assez de **gaz naturel** pour tout le monde. Le gaz naturel est le plus petit des combustibles fossiles en termes de **quantité**. Nous dépendons de sa croissance pour résoudre de nombreux problèmes, simultanément :

- Augmenter les importations de gaz naturel pour les pays dont la production propre est en baisse.
- pour pallier rapidement à la production insuffisante des éoliennes et des panneaux solaires, chaque fois que cela est nécessaire
- Compenser le déclin de la consommation de charbon lié à une combinaison de problèmes (épuisement, pollution élevée, préoccupations liées au changement climatique).
- contribuer à accroître l'offre mondiale d'électricité, à mesure que les transports et d'autres processus sont progressivement électrifiés.

En outre, il n'est pas facile d'accélérer le rythme d'augmentation de l'offre de gaz naturel car (a) le développement de nouveaux gisements, (b) le développement de structures de transport (gazoducs ou navires de gaz naturel liquéfié (GNL)) et (c) le développement d'installations de stockage nécessitent tous d'importantes dépenses initiales. Tous ces projets doivent être planifiés des années à l'avance. Ils nécessitent d'énormes quantités de ressources de toutes sortes. Le prix de vente du gaz naturel doit être suffisamment élevé pour couvrir tous les coûts des ressources et de la main-d'œuvre. Pour ceux qui connaissent le concept de rendement énergétique sur l'énergie investie (**EROEI**), le problème de base est que l'EROEI livré est trop faible lorsque l'on tient compte de tous les éléments du système.

Le stockage est extrêmement important pour le gaz naturel car des fluctuations ont tendance à se produire dans la quantité de gaz naturel dont le système global a besoin. Par exemple, si le gaz naturel stocké est disponible, il peut être utilisé lorsque les éoliennes ne produisent pas assez d'électricité. De plus, une énorme quantité d'énergie est nécessaire en hiver pour garder les maisons chaudes et pour garder les lumières allumées. Si le gaz naturel peut être stocké en quantité suffisante pendant des mois, il peut contribuer à fournir cette énergie supplémentaire.

En tant que gaz, le gaz naturel est difficile à stocker. En pratique, on utilise des cavernes souterraines pour le stockage, à condition que des cavernes du bon type soient disponibles. Si de telles cavernes ne sont pas disponibles, la construction d'un système de stockage sera certainement une entreprise coûteuse. En théorie, l'importation de gaz naturel par gazoduc ou par GNL peut transférer le problème de stockage aux producteurs de GNL. Cette solution n'est toutefois pas satisfaisante. Sans stockage adéquat à la disposition des vendeurs, cela signifie que le gaz naturel ne peut être extrait que pendant une partie de l'année et que les navires de GNL ne peuvent être utilisés que pendant une partie de l'année. Par conséquent, le retour sur investissement risque d'être

faible.

Aujourd'hui, en 2022, nous nous heurtons de plein fouet au problème de l'augmentation très lente de la production de gaz naturel dans de nombreuses régions du monde. Les pays qui importent du gaz naturel sans contrat à long terme sont confrontés à une flambée des prix. Les pays d'Europe et d'Asie sont particulièrement touchés. Les États-Unis ont été en grande partie isolés de cette flambée des prix grâce à leur propre production de gaz naturel. En outre, seule une petite partie du gaz naturel produit par les États-Unis est exportée (9 % en 2020).

Ce faible pourcentage d'exportation s'explique par le fait que le transport du gaz naturel sous forme de GNL a tendance à être très coûteux. Le transport de GNL sur de longues distances n'a de sens économique que s'il existe une différence de prix de plusieurs dollars (ou plus) entre le prix de l'acheteur et les coûts du vendeur, qui peut être utilisée pour couvrir les coûts de transport élevés.

Il semble que nous entrions dans une période de flambée des prix du gaz naturel, en particulier pour les pays qui importent du gaz naturel sans contrat à long terme. Si les prix du gaz naturel augmentent, cela aura tendance à faire augmenter les prix de l'électricité car le gaz naturel est souvent brûlé pour produire de l'électricité. Les produits fabriqués avec de l'électricité à prix élevé seront moins compétitifs sur le marché mondial. Les citoyens seront mécontents du coût élevé de leur chauffage et de leur éclairage.

Les prix élevés du gaz naturel peuvent avoir des conséquences très néfastes. Dans les régions où les prix sont élevés, les produits fabriqués avec du gaz naturel comme matière première auront tendance à être évincés. L'un de ces produits est l'urée, utilisée comme engrais azoté. Avec moins d'engrais azotés disponibles, la production alimentaire est susceptible de diminuer. Si les prix des denrées alimentaires augmentent en réponse à la pénurie, les consommateurs auront tendance à réduire leurs dépenses discrétionnaires pour s'assurer qu'ils disposent de fonds suffisants pour se nourrir. Une réduction des dépenses discrétionnaires est l'un des moyens de déclencher une récession.

On peut s'attendre à ce qu'une croissance insuffisante de la production mondiale de gaz naturel frappe particulièrement les pays pauvres. Par exemple, un article récent mentionne que les fournisseurs de GNL se retirent des livraisons prévues de GNL au Pakistan, étant donné les prix élevés disponibles ailleurs. Un autre article indique que le Kosovo, un pays pauvre d'Europe, connaît des coupures de courant permanentes. À terme, si l'offre de gaz naturel disponible à l'exportation reste limitée, on peut s'attendre à ce que les pannes d'électricité se répandent plus largement, dans des régions moins pauvres d'Europe et du monde entier [3].

[3] On peut s'attendre à ce que la production mondiale de charbon diminue, poussant encore plus l'économie mondiale vers la récession.

La figure 3 montre mon estimation de la production mondiale de charbon, à côté d'une prévision récente de l'AIE.

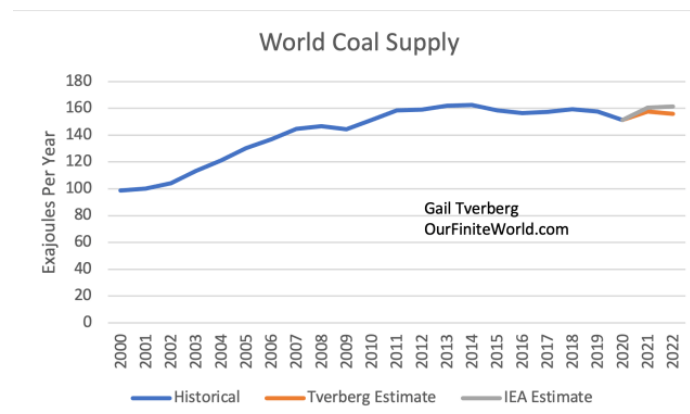


Figure 3. Production de charbon jusqu'en 2020, basée sur les données de BP's 2021 Statistical Review of World Energy. "L'estimation de l'AIE ajoute les augmentations indiquées par l'AIE aux quantités de charbon

historiques de BP. L'estimation de Tverberg fournit des estimations plus basses pour 2021 et 2022, compte tenu des problèmes d'épuisement.

La figure 3 montre que la consommation mondiale de charbon n'a pas augmenté depuis une dizaine d'années.

Le charbon semble avoir le même problème d'augmentation des coûts que le pétrole. **Le coût de production du charbon augmente en raison de son épuisement**, mais les citoyens ne peuvent pas se permettre de payer plus cher les produits finis fabriqués à partir du charbon, comme l'électricité, l'acier et les panneaux solaires. Les producteurs de charbon ont besoin de prix plus élevés pour couvrir leurs coûts plus importants, mais il est de plus en plus difficile de répercuter ces coûts plus élevés sur les consommateurs. En effet, les responsables politiques veulent maintenir les prix de l'électricité à un niveau bas pour satisfaire leurs citoyens et leurs entreprises.

Si le coût de l'électricité augmente, le coût des produits fabriqués à l'aide de l'électricité à prix élevé aura tendance à augmenter. Les entreprises verront leurs ventes diminuer en raison de la hausse des prix. Elles auront alors tendance à licencier des travailleurs. C'est une recette pour la récession, mais une recette légèrement différente de celles mentionnées précédemment. C'est aussi un bon moyen pour les politiciens de ne pas être réélus. Par conséquent, les politiciens essaieront de cacher aux clients la hausse des coûts du charbon. Par exemple, des lois peuvent être promulguées pour plafonner les prix de l'électricité qui peuvent être facturés aux clients. De ce fait, certaines compagnies d'électricité peuvent être contraintes de cesser leurs activités.

La diminution de la production de charbon que j'indique pour 2022 n'est que de 1 %, mais si l'on combine cette petite réduction avec les problèmes de croissance indiqués pour le charbon et le pétrole et l'augmentation de la population mondiale, cela signifie que les réserves mondiales de charbon seront étirées.

La Chine est le plus grand producteur et consommateur de charbon au monde. Le pays connaît de graves problèmes d'épuisement du charbon, ce qui constitue une préoccupation majeure. Depuis l'automne 2020, la Chine connaît des coupures de courant permanentes. Elle a essayé d'encourager sa propre production en limitant les importations de charbon, ce qui maintient les prix de gros du charbon à un niveau élevé pour les producteurs locaux. Elle limite également la mesure dans laquelle les coûts élevés du charbon peuvent être répercutés sur les consommateurs d'électricité. En conséquence, les bénéfices des compagnies d'électricité devraient être réduits[4].

[4] Les États-Unis disposent peut-être de ressources de charbon inexploitées qui pourraient être exploitées s'il existe un plan visant à expédier davantage de gaz naturel vers l'Europe et d'autres régions qui ont besoin de ce combustible.

La possibilité d'une production supplémentaire de charbon aux États-Unis est due au fait que la production de charbon dans ce pays semble avoir eu lieu en raison de la concurrence du gaz naturel incroyablement bon marché (figure 4). Dans une certaine mesure, ce faible prix du gaz naturel résulte des lois interdisant aux compagnies pétrolières et gazières de "torcher" (brûler) le gaz naturel dont la production est trop coûteuse par rapport au prix auquel il peut être vendu. Les interdictions de torchage sont une sorte de subvention obligatoire de la production de gaz naturel par la partie productrice de pétrole des sociétés "Oil & Gas". Cette subvention obligatoire explique en partie le besoin de prix élevés pour le pétrole, en particulier pour les entreprises qui forent dans des formations de schiste.

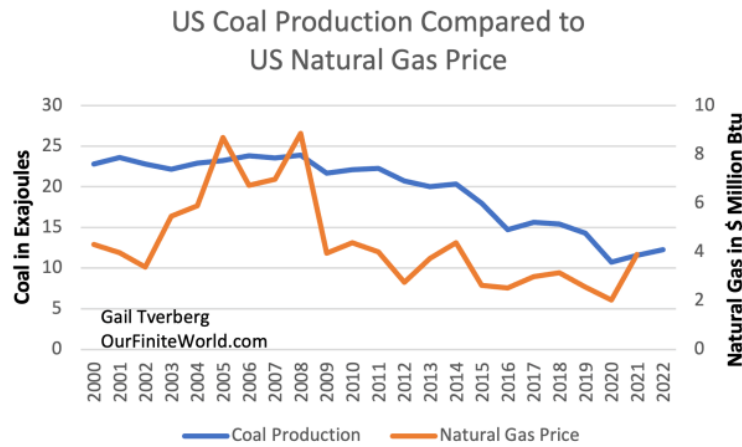


Figure 4. Les montants de la production américaine de charbon jusqu'en 2020 proviennent du *Statistical Review of World Energy 2021* de BP. Les quantités pour 2021 et 2022 sont estimées sur la base des prévisions du *Short Term Energy Outlook* de l'EIA. Les prix du gaz naturel correspondent à la moyenne annuelle des prix spot Henry Hub par million de Btus, selon les données de l'EIA.

L'une des principales raisons pour lesquelles l'extraction de charbon aux États-Unis a commencé à décliner vers 2009 est qu'une très grande quantité de gaz de schiste a commencé à être disponible à ce moment-là comme sous-produit de la production de pétrole de schiste. Les producteurs de pétrole étaient principalement intéressés par l'extraction du pétrole, car il se vendait (avec un peu de chance) à un prix élevé. Le gaz naturel était un sous-produit dont la collecte était à peine rentable, étant donné son faible prix de vente. De plus, l'économie n'avait pas d'utilisation, comme les camions fonctionnant au gaz naturel, pour toute cette production supplémentaire de gaz naturel. La figure 4 suggère que les prix de gros du gaz naturel ont chuté de près de la moitié, en réponse à cette offre supplémentaire.

Compte tenu de ces faibles prix du gaz naturel et des préoccupations liées à la pollution par le charbon, une part importante de la production électrique américaine est passée du charbon au gaz naturel. Je pense que ce changement a laissé du charbon dans le sol, potentiellement pour une utilisation ultérieure. Ainsi, si les prix du gaz naturel augmentent à nouveau, la production américaine de charbon pourrait peut-être augmenter à nouveau. Le problème, bien sûr, est que de nombreuses centrales électriques au charbon ont été mises hors service aux États-Unis. En outre, les mines de charbon ont été fermées. Toute augmentation de la production de charbon à l'avenir devrait se faire très lentement en raison de la nécessité de nombreux changements simultanés [5].

[5] Sur une base combinée, en utilisant les estimations de Tverberg pour 2021 et 2022, la production totale de combustibles fossiles baisse d'un cran en 2020 et n'augmente pas beaucoup en 2021 et 2022.

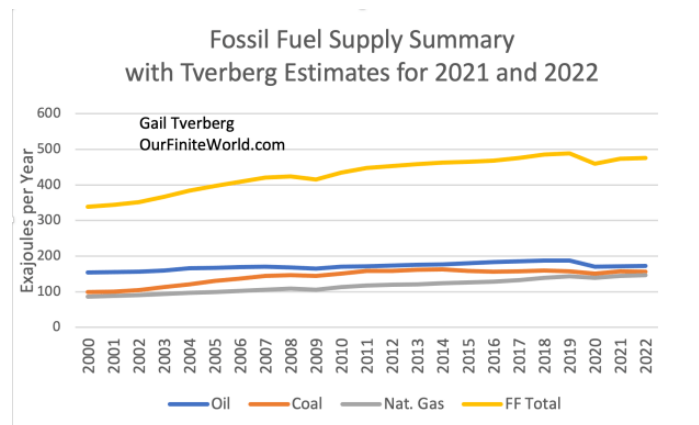


Figure 5. Somme des estimations de Tverberg relatives au pétrole, au charbon et au gaz naturel. Le pétrole inclut les liquides de gaz naturel mais pas les biocarburants. Les montants historiques sont tirés du *Statistical Review of World Energy 2021* de BP.

La figure 5 montre que, sur une base combinée, l'énergie globale fournie par les combustibles fossiles devrait rester inférieure en 2021 et 2022 à ce qu'elle était en 2018 et 2019. C'est inquiétant, car l'économie ne peut pas revenir au niveau d'"ouverture" de 2019 et aux voyages facultatifs pour les touristes, sans une forte augmentation de l'approvisionnement en énergie, en particulier pour le pétrole.

Cette même figure montre que la production des trois combustibles fossiles est assez similaire en quantité : Le pétrole est le plus important, le charbon est deuxième et le gaz naturel est troisième. **Toutefois, le pétrole a connu une baisse de production en 2020, dont il ne s'est pas remis.** Le charbon présente un schéma plus régulier de hausse et de baisse éventuelle. Jusqu'à présent, le gaz naturel a surtout augmenté, mais pas de façon très marquée ces dernières années [6].

[6] Les alternatives aux combustibles fossiles ne répondent pas aux attentes initiales. L'électricité produite par les éoliennes et les panneaux solaires n'est pas disponible quand on en a besoin, ce qui nécessite une grande quantité d'électricité d'appoint produite par des combustibles fossiles ou par le nucléaire. La quantité totale d'électricité produite à partir de combustibles non fossiles est bien trop faible. Une transition maintenant conduira simplement à des pannes d'électricité et à la récession.

La figure 6 présente un résumé de la production d'énergie à partir de combustibles non fossiles pour les années 2000 à 2020, sans projection jusqu'en 2022. Pour plus de clarté, les énergies éolienne et solaire font partie de la catégorie des énergies renouvelables électriques.

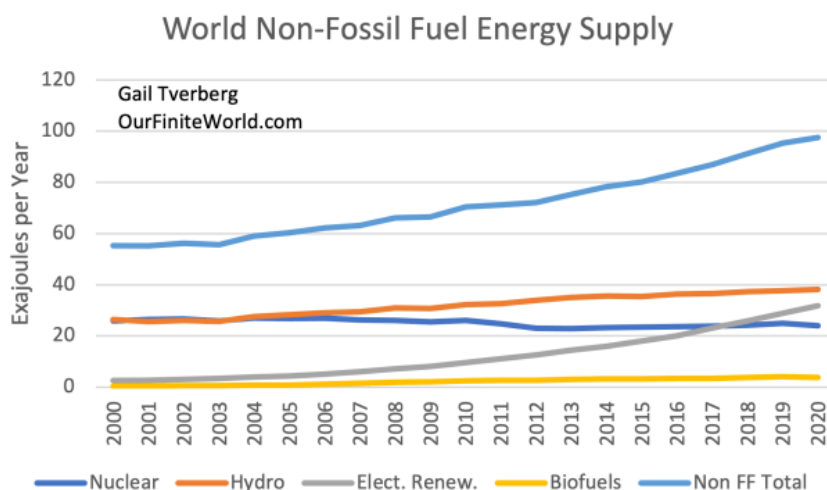


Figure 6. Production mondiale d'énergie pour diverses catégories, d'après les données de BP's 2021 Statistical Review of World Energy.

La figure 6 montre que la production d'électricité nucléaire a diminué alors que la production d'énergies renouvelables électriques a augmenté. En fait, une diminution importante de l'électricité nucléaire est prévue en Europe en 2022. Cette réduction de l'électricité nucléaire est en partie à l'origine de l'inquiétude concernant l'approvisionnement en électricité de l'Europe en 2022.

L'ajout d'énergie éolienne et solaire à un réseau électrique semble encourager la fermeture des centrales nucléaires, même si elles ont encore de nombreuses années de production sûre devant elles. Cela s'explique par le fait que l'éolien et le solaire bénéficient d'une subvention qui leur permet de "passer en premier", s'ils ont de l'électricité disponible. L'éolien et le solaire peuvent également être subventionnés d'autres manières.

Le résultat net de cet arrangement est que les prix de gros de l'électricité fixés par les marchés concurrentiels sont souvent trop bas pour les autres producteurs d'électricité (à part l'éolien et le solaire). Par exemple, l'électricité éolienne et solaire produite pendant les week-ends peut être inutile car de nombreuses entreprises sont fermées.

L'électricité éolienne et solaire produite au printemps et à l'automne peut être inutile car les besoins en chauffage et en climatisation sont généralement faibles à ces périodes de l'année. Les fournisseurs d'électricité éolienne et solaire ne sont pas invités à réduire leur offre parce que leur production est inutile ; au contraire, les prix bas (ou négatifs) encourageant les autres producteurs d'électricité à réduire leur offre.

Les producteurs d'électricité nucléaire sont particulièrement touchés par cette tarification, car ils ne peuvent pas économiser de l'argent en réduisant leur production lorsque les énergies éolienne et solaire produisent trop d'électricité par rapport à la demande. Cet étrange système de tarification entraîne des pertes inacceptables pour de nombreux fournisseurs d'électricité nucléaire. Ils peuvent choisir volontairement de fermer. Les gouvernements locaux se rendent compte que s'ils veulent garder leurs producteurs d'électricité nucléaire, ils doivent les subventionner.

L'éolien et le solaire, avec leurs subventions, ont tendance à paraître plus rentables pour les investisseurs, même s'ils ne peuvent pas soutenir l'économie sans une quantité substantielle de production d'électricité supplémentaire provenant d'autres fournisseurs d'électricité, que, perversement, ils poussent à la faillite par leur structure de prix subventionnée.

Le fait que l'on ne puisse pas compter sur l'éolien et le solaire est devenu de plus en plus évident ces derniers mois, lorsque les prix du charbon, du gaz naturel et de l'électricité ont grimpé en flèche en Europe en raison de la faible production éolienne. En théorie, les importations de charbon et de gaz naturel devraient permettre de combler le déficit, à un prix raisonnable. Mais les volumes totaux disponibles à l'importation n'ont pas augmenté dans les proportions dont les consommateurs ont besoin. Et, comme mentionné ci-dessus, la production d'électricité nucléaire est de plus en plus indisponible également.

[7] La quantité totale d'énergie provenant de combustibles non fossiles n'est pas très importante par rapport à la quantité d'énergie provenant de combustibles fossiles. Même si ces approvisionnements en énergie non fossile augmentent à un taux tendanciel similaire à celui du passé récent, ils ne compensent pas le déficit de production de combustibles fossiles prévu.

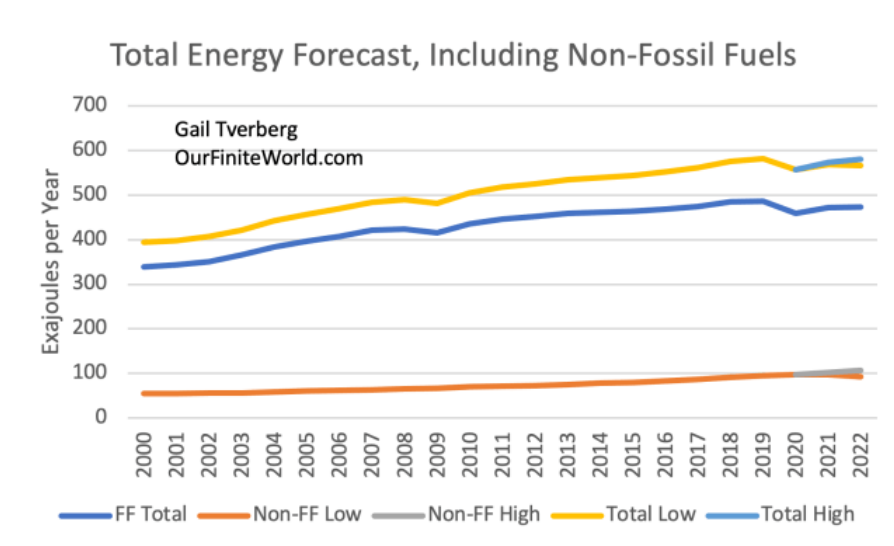


Figure 7. Production totale d'énergie, basée sur les estimations des combustibles fossiles de la figure 5 et des combustibles non fossiles de la figure 6.

En ce qui concerne la production future anticipée d'électricité à partir de combustibles non fossiles, l'une des questions qui se posent est de savoir dans quelle mesure le nucléaire est arrêté. J'imagine que les calendriers de fermeture actuels pourraient changer, si les pays prennent conscience qu'ils risquent d'être confrontés à des pannes de courant sans nucléaire.

Un deuxième problème est la prise de conscience croissante que les énergies renouvelables ne fonctionnent pas vraiment comme prévu. Pourquoi en rajouter si elles ne fonctionnent pas vraiment ?

Enfin, de nouvelles études suggèrent que les prix payés pour l'électricité produite localement sont peut-être trop généreux. Sur la base d'une telle analyse, la Californie propose une réduction importante de ses paiements pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables, à compter du 1er juillet 2022. Ce type de changement pourrait réduire les nouvelles installations de panneaux solaires sur les maisons en Californie. D'autres endroits pourraient décider d'apporter des changements similaires.

J'ai présenté deux estimations de l'approvisionnement futur en énergie non fossile dans la figure 7. L'estimation haute reflète une augmentation annuelle de 4,5 % de l'offre totale, ce qui correspond aux récentes augmentations passées pour le groupe dans son ensemble. L'estimation inférieure suppose que la production de 2021 est similaire à celle de 2020 (en raison de la fermeture d'un plus grand nombre d'installations nucléaires, par exemple). La production pour 2022 représente une baisse de 5 % par rapport à celle de 2021.

Quelle que soit l'hypothèse retenue, la croissance de la production d'électricité à partir de combustibles non fossiles n'est pas très importante dans le total général. **L'économie mondiale est toujours alimentée principalement par des combustibles fossiles.** La part des combustibles non fossiles par rapport à l'énergie totale varie entre 16 % et 18 % en 2020, selon mes estimations basses et hautes [8].

[8] Le récit énergétique que l'on nous raconte est principalement celui que les politiciens voudraient nous faire croire, plutôt que celui que les historiens et les physiciens développeraient.

Les politiciens voudraient nous faire croire que nous vivons dans un monde de croissance économique éternelle et que la seule chose que nous devrions craindre est le changement climatique. Ils fondent leurs analyses sur des modèles d'économistes qui semblent penser qu'une "main invisible" résoudra tous les problèmes. L'économie peut toujours croître ; il y aura toujours suffisamment de combustibles fossiles et d'autres ressources disponibles. Les gouvernements semblent pouvoir imprimer de l'argent ; d'une manière ou d'une autre, cet argent sera transformé en biens et services physiques. Avec ces hypothèses, les seuls problèmes sont des problèmes lointains que les banques centrales et les taxes sur le carbone peuvent gérer.

Les réalistes sont des historiens et des physiciens. Ils nous disent qu'un grand nombre d'économies passées se sont effondrées lorsque leur population a tenté de croître alors que leurs ressources s'épuisaient. Ces réalistes nous disent qu'il y a une forte probabilité que notre économie actuelle finisse par s'effondrer elle aussi.

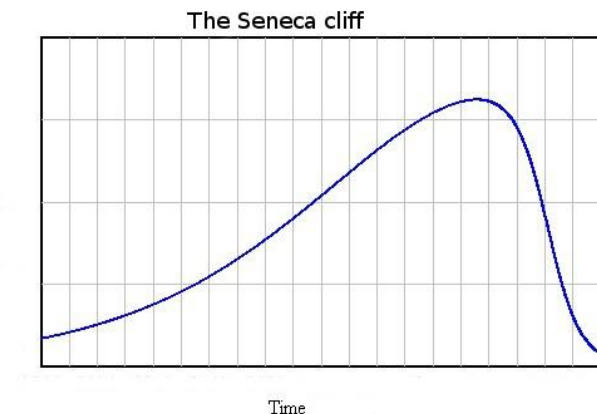


Figure 8. *La falaise de Seneca par Ugo Bardi*

La forme générale que la croissance économique est susceptible de prendre est celle d'une "courbe de Sénèque" ou d'une "falaise de Sénèque". Selon les mots de Lucius Annaeus Seneca au premier siècle de notre ère, *"Les augmentations sont de croissance lente, mais le chemin de la ruine est rapide"*. Si nous considérons le montant représenté graphiquement comme la quantité totale de biens et de services reçus par les citoyens, le montant a tendance à augmenter lentement, à plafonner progressivement, puis à diminuer.

Il semble que nous soyons aujourd'hui confrontés à une baisse de l'offre d'énergie alors que la population continue d'augmenter. Il faut de l'énergie pour que toute activité que nous considérons comme contribuant au PIB puisse avoir lieu. Nous ne devrions pas être surpris si nous sommes au bord d'une récession. Si nous ne parvenons pas à résoudre nos problèmes énergétiques, la récession pourrait être très durable.

▲ [RETOUR](#) ▲

« Attention !! Choc pétrolier en cours ! »

par [Charles Sannat](#) | 19 Jan 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Attention les amis. « Pétrole : le Brent au plus haut depuis 2014, dopé par des tensions sur l'offre »

« . Les perturbations de l'offre en Libye et au Nigeria et la remontée de la demande expliquent entre autres cette hausse. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord a atteint près de 87 dollars, et pourrait encore grimper ».

« Le prix du pétrole de Brent a atteint mardi un plus haut en sept ans, dopé par les perturbations de l'offre en Libye et au Nigeria entre autres, et par une remontée de la demande, malgré le variant Omicron. Le cours du baril de Brent de la mer du Nord évoluait à 86,95 dollars mardi (+0,54 %), dépassant ainsi son record d'octobre 2014 (86,74 dollars) ».

Entre les interruptions de production «en Libye, au Nigeria, en Angola, en Équateur et, plus récemment, **au Canada en raison du froid extrême**», selon Hussein Sayed, analyste chez Exinity. «Les marchés restent concentrés sur l'équilibre délicat entre l'offre et la demande, qui semble avoir un impact assez important sur les fluctuations de prix tout au long de la reprise économique post-pandémie», remarque Walid Koudmani, analyste chez XTB ».

Enfin, il ne faut pas oublier le risque géopolitique avec les probabilités de conflit entre la Russie et l'Ukraine qui pourraient avoir un impact terrible sur l'approvisionnement de l'Europe en gaz russe.

Du côté des producteurs de pétrole OPEP+ personne ne semble vouloir produire plus pour faire baisser les prix. Il y a une grande logique à cela. D'abord les pertes des pays pétroliers ont été considérables lors des confinements et notamment du premier avec des prix du pétrole qui sont devenus négatifs.

Ensuite, avec la transition énergétique en cours les besoins en carburants vont diminuer considérablement, il n'est donc pas rentable pour les pays pétroliers ou même encore les grandes compagnies pétrolières d'aller investir des milliards de dollars dans des projets hasardeux et non durables.

Cela veut dire que la transition écologique est terriblement inflationniste sur les prix de l'énergie fossile. Nous continuerons à en extraire mais toujours moins et toujours de plus en plus cher. **Plus personne n'investira dans de nouveaux puits, plus personne n'investira dans de nouvelles raffineries.**

Et enfin, parce que **c'est la « fin » programmée des énergies fossiles**, les pays producteurs qui eux aussi doivent faire leur transition vers une économie sans pétrole et sans les gains des ventes d'or noir, n'ont aucun intérêt à brader les derniers barils qu'ils peuvent vendre.

Pétrole : Goldman Sachs voit le baril de Brent à 100 dollars au troisième trimestre

C'est dans ce contexte que la banque Goldman Sachs « *s'attend à ce que le prix du baril de Brent LCOc1 atteigne 100 dollars au second semestre de cette année, évoquant un impact moindre que redouté du variant Omicron sur la demande, conjugué à une perturbation accrue de l'offre.* » Cela a maintenu le marché mondial du pétrole dans un déficit plus important » que prévu, ont écrit les analystes de la banque américaine dans une note publiée lundi. »

L'analyse de Goldman Sachs manque de profondeur à mon sens et n'avance pas les véritables facteurs qui font que cette hausse du pétrole sera durable et importante. Il y a certes les perturbations à court terme évoquées un peu plus haut, mais ce n'est pas là le problème structurel réel auquel nous sommes confrontés.

Le vrai problème, c'est le sous-investissement sur le marché pétrolier. Ce sous-investissement risque d'être définitif.

Il y aura de moins en moins de pétrole, et la demande, même si elle baisse, restera à des niveaux élevés parce qu'il y a une « reprise » de l'économie mondiale après les confinements.

La seule chose qui pourrait faire baisser le pétrole c'est un nouveau variant méchant qui nécessiterait de refermer les économies et cesser nos échanges.

N'oubliez pas qu'en 2008, la crise des subprimes a commencé au tout début par une hausse des taux d'intérêt et une envolée des cours du pétrole.

Notre économie a besoin d'une énergie abondante et peu coûteuse.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Charles SANNAT

Pour l'AFP c'est la chute libre pour les ventes de voitures en Europe, à cause de la pénurie de puces !



Pénurie de puces : les ventes européennes d'automobiles en chute libre en 2021

« **Les ventes de voitures neuves en Europe ont marqué un nouveau record à la baisse en 2021**, freinées par la crise sanitaire et les pénuries de puces électroniques, selon les chiffres publiés mardi par les constructeurs.

L'an dernier, 9,7 millions de véhicules ont été vendus dans l'Union européenne: c'est le chiffre le plus bas enregistré depuis le début de la série statistique en 1990, plus bas que 2013 et 1993, des années déjà noires pour l'industrie automobile.

Avec un sixième mois de baisse consécutif en décembre, les ventes ont même reculé de 2,4 % en Europe par rapport à l'année 2020, paralysée par le Covid.

« Cette chute est la conséquence de la pénurie de semi-conducteurs qui a freiné la production automobile pendant toute l'année, et plus particulièrement au second semestre », a expliqué dans un communiqué l'association des constructeurs européens (ACEA).

L'année 2021 a notamment été marquée en Europe par la chute de l'Allemagne, son premier marché, qui enregistre une des plus fortes baisses avec un plongeon de 10,1 % sur un an.

La Belgique, les Pays-Bas et le Danemark affichent également de fortes baisses.

La France est restée stable (+0,5 %) mais au plus bas, avec 1,66 million d'unités écoulées en 2021, soit un niveau proche de 1975. »

L'OPA chinoise sur la fabrication de voitures !

C'est simple. Si vous voulez des composants, produisez en Chine.

Vous voulez des puces ? Fabriquez en Chine.

Vous voulez des batteries ? Fabriquez en Chine.

Vous voulez une voiture électrique sans délai ? Achetez une Dacia Spring 100 % fabriquée en Chine, sans pénurie de pièce et livrée en train depuis Pékin par les nouvelles routes de la soie.

La stratégie chinoise vient de loin. Car les Chinois maîtrisent le temps long ce qui nous fait cruellement défaut. Ils font les prix d'achat des matières premières puisqu'ils en sont les premiers acheteurs.

Ils ont toutes les usines.

Ils font donc les prix de vente.

Il ne nous reste que nos 83 milliards de déficit commercial et nos yeux pour pleurer.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Le moment de Versailles pour la Grande-Bretagne

Tim Watkins 20 janvier 2022

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



L'image de Marie-Antoinette s'habillant et jouant à la bergère dans le parc de sa folie du Hameau de la Reine à Versailles, alors que Paris brûle au loin, doit peut-être davantage à la mythologie de la révolution qui a suivi, mais elle témoigne d'une élite aristocratique qui avait **coupé tous les liens avec les réalités de la vie du peuple** qu'elle dominait. Ce n'était pas la première fois qu'un schisme s'ouvrait entre les gouvernants et les gouvernés,

et ce ne serait pas la dernière. Comme souvent, l'histoire ne se répète pas, mais elle rime. Il y avait la même frivolité, la même fête parmi une élite cavalière alors que les ventres du peuple grondaient de faim. Il y avait aussi le même dirigeant mâle apparemment grandiloquent mais faible en privé, picoré par sa femme étrangère plus forte et plus douée intellectuellement. Et à la fin, il y avait la même incapacité à faire plus que faire la fête alors que leurs royaumes respectifs étaient consumés par les flammes de la révolte.

Si ces événements sont souvent décrits en fonction des personnalités impliquées, des facteurs matériels plus profonds sont à l'œuvre. L'Europe du Nord-Ouest, par exemple, était en proie au "*petit âge glaciaire*" pendant le règne malheureux des Stuart. Cette situation a engendré une crise énergétique, le bois étant consommé à la fois pour la construction et le combustible plus rapidement que les arbres ne pouvaient être cultivés pour le remplacer. Cela a également conduit à la série de mauvaises récoltes qui ont trop souvent conduit à la catastrophe dans les économies préindustrielles. C'est dans ce mélange explosif qu'une industrie de l'imprimerie relativement nouvelle a ajouté **une propagande religieuse qui divise et qui vise à rejeter le malheur collectif sur les adeptes d'une croyance opposée.** Les protestants accusent les catholiques de commettre des atrocités. Les catholiques accusaient les protestants de persécution. Les uns et les autres se livraient à la vieille habitude d'accuser les Juifs d'empoisonner les puits. Ce zèle religieux a alimenté la meurtrière guerre de trente ans entre 1618 et 1648, qui a fait jusqu'à huit millions de morts. Et si l'Angleterre a évité la guerre sur le continent, les conditions matérielles et la ferveur religieuse ont amené la guerre civile dans les îles britanniques assez rapidement.

À plus petite échelle, l'effondrement de la cour politique d'Alexander Boris de Pfeffel Johnson et de sa compagne politiquement étrangère, la princesse Nut Nuts, présente de nombreuses caractéristiques similaires, même si elles ne sont pas aussi apocalyptiques. L'ascension de Johnson au pouvoir s'est faite sur la base de son intérêt personnel. La décision de faire campagne en faveur de la sortie de l'Union européenne a été prise quelques heures seulement avant le début de la campagne référendaire et s'appuyait entièrement sur le fait que soutenir ou s'opposer au Premier ministre en place offrait la meilleure voie pour devenir Premier ministre lui-même. Aidé par les pitreries imbéciles du bloc parlementaire pro-main, Johnson a pu se rendre au pays en décembre 2019 avec la seule promesse de "faire le Brexit". Le résultat a sans doute dépassé ses attentes - l'ancien mur rouge industriel du Labour (plutôt une ancienne friche industrielle négligée ces jours-ci) s'est effondré face à une campagne d'opposition incohérente et dispersée.

La majorité de 80 sièges de Johnson aurait dû le rendre invulnérable. Mais "réussir le Brexit" signifie bien plus que la formalité de sortie de l'Union européenne. Si les Tories Brexiteer ont pu s'imaginer qu'ils ressuscitaient les jours de gloire de l'Empire britannique, l'essor économique des années 1950, ou au moins le succès électoral des années Thatcher, il est douteux que ce soit ce pour quoi la majorité des électeurs ayant voté pour le Brexit ont voté à travers l'ex-industrie, le bord de mer délabré et les petites villes rurales de Grande-Bretagne. Mais au-delà de l'obtention d'un accord de sortie désordonné et d'une poignée d'accords commerciaux désavantageux, Johnson a été incapable de traduire le Brexit et le mandat des élections générales en réformes institutionnelles et économiques "reprenant le contrôle" que la majorité de sa base électorale souhaite.

Pour l'essentiel, la chance politique de Johnson depuis l'élection de 2019 a été d'être opposé à un leader travailliste qui a manifestement eu un by-pass de charisme, et à un parti travailliste dépourvu d'idées politiques pertinentes pour les réalités de la vie de millions de Britanniques après plus d'une décennie d'austérité et quatre décennies de négligence néolibérale. Même la réponse déglinguée à la pandémie est restée largement incontestée par une opposition qui s'est montrée encore plus autoritaire et encore moins compétente sur le plan économique que les Tories de Johnson. Le mieux que les travaillistes aient pu proposer était de faire les mêmes choses que le gouvernement, mais en plus grand, plus vite et plus longtemps.

L'absence d'opposition, cependant, témoigne également **de crises matérielles plus profondes qui se préparent à l'abri des regards.** Tout comme beaucoup sur les bancs des Tories espéraient recréer une certaine gloire passée, Starmer et ses partisans sont engagés dans une tentative tout aussi vouée à l'échec de revivre les années Blair. Mais les conditions du boom de la bulle de la dette et du pétrole qui ont permis ces triomphes électoraux ont

depuis longtemps disparu dans les brumes de l'histoire. Le crash de 2008 et les années d'austérité qui ont suivi ont créé une structure socio-économique très différente de celle qui s'était ralliée au message de "troisième voie" de Blair en 1997. Mais un parti travailliste qui s'est transformé en un parti des classes moyennes métropolitaines est largement à la fois inconscient et indifférent au sort des fils et des filles de la coalition électorale blairiste de la fin des années 1990 et du début des années 2000.

Depuis au moins les années 1980, la prospérité est en recul en Grande-Bretagne. Ce que je veux dire par là, c'est que si la croissance officielle du PIB s'est poursuivie, une partie croissante de la population a vu son revenu discrétionnaire diminuer, les plus pauvres ne pouvant même pas couvrir les dépenses essentielles comme la nourriture et le carburant - d'où l'augmentation massive des banques alimentaires, par exemple. Dans les années 1980, nous avons discuté de ce problème en termes de fracture Nord-Sud, avec une ligne de démarcation allant de l'estuaire de la Severn au sud-ouest à la Humber au nord-est. C'était un raccourci, bien sûr. Mais il s'agissait d'un clivage antérieur entre les anciennes industries alimentées par le charbon et situées dans le nord - mines de charbon, sidérurgie, construction navale, textile, etc. - et les industries plus récentes de l'après-guerre, basées sur le pétrole dans le sud - aviation, pétrochimie, électronique, pharmacie, etc. Ce sont en grande partie - mais pas exclusivement - les anciennes industries alimentées par le charbon - pour la plupart nationalisées dans le but de protéger l'emploi et de maintenir les infrastructures essentielles - dont le déclin a explosé lors de la crise stagflationniste des années 1970. Le remède de charlatan monétariste - chômage de masse et fermeture des industries - a laissé des cicatrices qui continuent de s'envenimer à ce jour. Et si l'intention de Thatcher était peut-être de supprimer les industries non rentables pour permettre aux nouvelles entreprises de technologie de pointe de s'implanter, sa principale réussite a été d'utiliser la brève poussée de croissance du pétrole de la mer du Nord - qui a duré deux décennies - pour soutenir un secteur bancaire et financier fondé sur l'endettement, qui a été détruit par ses propres contradictions internes en 2008.

Le recul de la prospérité s'est poursuivi tout au long de la période. Bien que sa réalité soit plus personnelle que la division entre le nord et le sud ou même que mon propre contraste entre les banlieues métropolitaines encore prospères - pour l'instant - des villes universitaires de premier plan et l'ancienne industrie, le bord de mer délabré et les petites villes rurales de Grande-Bretagne. Même dans les banlieues les plus aisées des villes universitaires, vous trouverez des âmes misérables qui se débrouillent pour gagner leur vie grâce à des emplois à durée indéterminée et des emplois fictifs, complétés par des allocations et des visites occasionnelles aux banques alimentaires. Dans le même temps, vous pouvez trouver des individus très riches résidant dans certaines des régions les plus pauvres du Royaume-Uni. Néanmoins, statistiquement, la moitié inférieure de la répartition des revenus recule depuis plus de dix ans, alors même que le coût des produits de première nécessité comme la nourriture, le carburant et l'énergie augmente bien plus vite que le taux d'inflation officiel. Et ceux qui connaissent une baisse de prospérité sont bien moins nombreux à vivre dans les banlieues verdoyantes de villes universitaires comme Oxford que dans d'anciennes villes industrielles comme Ebbw Vale.

Crucialement, le processus de déclin ne s'est pas arrêté simplement parce que les gens ont voté pour le Brexit en 2016. C'est juste que les élites politiques et médiatiques ont cessé de regarder... non pas qu'elles aient regardé de trop près pour commencer. La pandémie n'a pas non plus inversé le déclin, bien que la classe politique ait prétendu que nous étions tous dans le même bateau. En effet, **en rompant les chaînes d'approvisionnement, en arrêtant la production de matières premières et en créant un environnement économique hostile à l'investissement à long terme dans les industries clés, la réponse à la pandémie a fait en sorte qu'une marée de prospérité déclinante s'abattra même sur les classes moyennes métropolitaines bien plus tôt que cela n'aurait été le cas autrement, alors que le recul de la prospérité s'accélère.**

Si la classe politique est de plus en plus consciente que **nous sommes confrontés à une crise imminente du "niveau de vie" - dont elle parle encore à la troisième personne - rien n'indique qu'elle comprenne les causes ou la profondeur de ce qui se prépare.** En effet, la solution qui se dessine pour résoudre le problème du gaz et de l'électricité - accorder des prêts aux entreprises énergétiques pour maintenir les prix à la consommation à un niveau bas jusqu'à ce que le prix de gros du gaz baisse à nouveau - témoigne d'un grave manque de conscience **de l'impossibilité d'avoir une croissance infinie sur une planète finie, puisque l'une des principales causes de la**

crise est que nous avons épuisé tous les gisements de gaz faciles et bon marché et qu'il ne nous reste plus que les gisements difficiles et coûteux pour nous soutenir. Et puisque nous avons détruit nos industries du charbon et que nous sommes devenus entièrement dépendants du gaz pour soutenir notre déploiement excessif de la production éolienne intermittente - un processus qui se répète dans le monde développé - le prix de gros du gaz va rester élevé aussi longtemps qu'il faudra à des gens intelligents, ailleurs, pour trouver un moyen abordable de faire face à l'intermittence.

Ironiquement, le gaz n'est pas non plus notre principal problème. En grande partie caché - bien que pour la même raison que pour le gaz - le prix du pétrole a tranquillement grimpé vers les 90 dollars le baril et semble pouvoir atteindre les 100 dollars le baril d'ici l'été, certains analystes prévoyant que le baril atteindra 200 dollars dans un avenir proche. Étant donné que presque tout dans l'économie mondiale moderne dépend du pétrole pour sa fabrication et son transport, en plus des augmentations de prix vertigineuses dues à la perturbation des chaînes d'approvisionnement, l'augmentation générale des coûts due à la hausse du prix du pétrole sera bien plus dommageable que le simple ajout de 0,50 à 1,00 £ au prix du litre d'essence.

Le choc pétrolier à venir n'est pas plus à court terme que la crise du gaz et de l'électricité. C'est juste que la brève poussée de croissance basée sur l'endettement entre 1986 et 2008 a contribué à détourner l'attention de tous. Et pour une élite politique qui s'est gonflée d'actifs basés sur la dette et de sinécures à la City de Londres, cela a permis un divorce presque complet avec le quotidien de plus en plus difficile de la majorité des gouvernés. Et c'est une conséquence de ce fossé entre le gouvernement et les gouvernés qui semble devoir mettre fin à ce qui semblait être l'ascension inattaquable du Premier ministre Johnson. Car ce n'est que lorsque l'inégalité est devenue si grande que les dirigeants politiques en viennent à se croire au-dessus des lois et des règles qui régissent le petit peuple. Les fermetures pour nous, les fêtes du fromage et du vin pour eux.

Le décès de Johnson ne fait cependant rien pour résoudre une crise imminente aussi grave que celle des années 1970 ou 1930. Une crise qui, en l'absence d'un nouveau substitut polyvalent et dense en énergie aux combustibles fossiles, qui reste à découvrir, ne pourra pas être inversée. Des millions de ménages britanniques étaient déjà en difficulté avant la pandémie, et rien ne prouve que les choses se soient améliorées - même si diverses subventions et plans de sauvetage ont pu empêcher que la situation ne s'aggrave. Johnson et sa Marie-Antoinette des temps modernes faisant la fête dans l'enceinte du 10 Downing Street alors que l'économie britannique brûlait métaphoriquement au loin, pourraient s'avérer être leur perte. Et les partis d'opposition peuvent se réjouir de leur victoire à la Pyrrhus. Mais ce n'est rien de plus qu'un autre des moments de Versailles de l'histoire... le moment où tout le monde peut voir par lui-même que l'élite au pouvoir n'est pas seulement déconnectée, mais qu'elle ne pense qu'à elle. La véritable épreuve du détricotage économique et de la révolte politique est encore à venir. Et bien que nous puissions espérer qu'elle s'arrête avant la révolution sanglante et l'effondrement complet, nous n'avons encore vu aucune preuve que l'élite dirigeante commence même à comprendre le processus d'effondrement qui se déroule, et encore moins qu'elle offre une réponse sérieuse à ce processus.

Du bon côté des choses, au moins les guillotines et les échafaudages sont fabriqués à partir de matériaux renouvelables et recyclés et sont entièrement alimentés par des énergies renouvelables...

▲ [RETOUR](#) ▲

LE PÉTROLE ET LE GAZ DE SCHISTE : DÉTRUIRE LE CAPITAL UN PUIT À LA FOIS

Kurt Cobb Dimanche 30 juin 2019

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Récemment, l'ancien PDG du plus grand producteur de gaz de schiste des États-Unis a déclaré à une salle pleine de congressistes ce que toute analyse financière compétente aurait révélé il y a de nombreuses années :
l'industrie du pétrole et du gaz de schiste dans son ensemble détruit du capital depuis sa création.

"Le fait est que chaque fois qu'ils mettent le trépan dans le sol, ils érodent la valeur des milliards de dollars d'investissements antérieurs qu'ils ont réalisés", a déclaré Steve Schlotterbeck, ancien dirigeant du mastodonte du gaz naturel EQT, lors d'une conférence de l'industrie pétrochimique. "Il n'est franchement pas étonnant que la valorisation de leurs actions continue de chuter de façon spectaculaire".

Mais, la vraie nouvelle ici n'est pas que l'industrie du pétrole et du gaz de schiste a depuis ses débuts détruit le capital un puits à la fois. C'est qu'un initié majeur de l'industrie, libéré des contraintes de son ancien emploi, l'a admis.

Schlotterbeck calcule que l'industrie dans son ensemble a détruit 80 % de sa valeur depuis 2008. Il s'avère que la soi-disant révolution du schiste est une révolution tant au niveau de la stupidité des investisseurs que de la technologie, une technologie qui ne semble pas pouvoir produire de véritables bénéfices pour l'industrie.

L'ancien PDG a ajouté qu'il y a eu 172 faillites parmi les sociétés d'exploration et de production engagées dans le secteur du pétrole et du gaz de schiste juste depuis 2015.

Maintenant, la signification de ce message est autant l'endroit où il a été dit que celui qui l'a dit. M. Schlotterbeck s'adressait aux participants de la Northeast Petrochemical Exhibition & Conference à Pittsburgh à la mi-juin. Le thème dominant de la conférence était un projet visant à transformer la Pennsylvanie et l'Ohio, qui sont situées au-dessus d'importantes ressources de gaz de schiste, en un centre pétrochimique et plastique similaire à celui de la côte américaine du Golfe du Mexique.

Cette idée repose en grande partie sur le fait que le gaz naturel est devenu bon marché en raison de l'énorme surproduction des foreurs de schiste. L'argument de M. Schlotterbeck, qui semble avoir échappé aux promoteurs du projet, est qu'un jour, les prix bas devront augmenter de manière substantielle pour maintenir les foreurs à flot. Cela peut se produire de deux façons, a-t-il expliqué : l'autodiscipline ou une nouvelle vague de faillites qui réduit la production en éliminant des entreprises.

Dans un cas comme dans l'autre, les prix augmenteront de manière significative, sapant ainsi le mythe du "gaz bon marché" qui alimente la vision d'un pays pétrochimique merveilleux en Pennsylvanie et en Ohio.

Cela signifie moins d'offre et des prix plus élevés, ce qui va généralement de pair. À quoi ressembleront alors les vastes investissements dans les raffineries pétrochimiques ?

La même myopie se manifeste dans l'industrie américaine des services publics, qui continue à ajouter des centrales électriques au gaz naturel à sa gamme de produits. Il est indéniable que le passage au gaz naturel et l'abandon du charbon ont joué un rôle central dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis. Mais la combustion du gaz naturel continue d'émettre des gaz à effet de serre, et l'importance accordée au gaz naturel dans la production d'électricité a freiné les investissements dans les énergies renouvelables, dont

l'empreinte carbone est bien moindre.

Ce qui risque de surprendre l'industrie des services publics est la même chose que ce qui surprendra les nouveaux opérateurs pétrochimiques près des gisements de gaz naturel des schistes de Marcellus et d'Utica en Pennsylvanie et dans l'Ohio : des prix beaucoup plus élevés pour le gaz naturel.

Le fait est que les deux industries fondent leur avenir sur des hypothèses extrêmement optimistes concernant les prix et l'offre de gaz naturel. Cette analyse indépendante et détaillée du pétrole et du gaz de schiste, basée sur l'historique des puits, explique pourquoi ces hypothèses sont irréalistes. Pour résumer, les sociétés d'exploration et de production épuiseront leurs "zones de prédilection" et passeront ensuite à des gisements beaucoup plus difficiles à exploiter, dont le forage et la production exigeront beaucoup plus de ressources et donc des prix nettement plus élevés. Tout cela pourrait se produire d'ici le milieu des années 2020.

Contrairement aux projections follement optimistes de l'Administration américaine de l'information sur l'énergie, qui prévoit une augmentation continue de l'offre de gaz naturel jusqu'en 2040, la production de gaz naturel à partir des puits de gaz de schiste ne sera probablement alors qu'une fraction de ce qu'elle est aujourd'hui.

Cela signifierait beaucoup d'infrastructures pétrochimiques et de services publics sans valeur ou du moins dévaluées et beaucoup d'investisseurs mécontents.

Comprendre que ce résultat est probable ne nécessite pas une capacité paranormale à voir l'avenir. Les preuves sont là, sous nos yeux, dans les bilans et les comptes de résultat des entreprises américaines de gaz et de pétrole de schiste. La situation financière de l'industrie est en pagaille parce qu'elle ne peut tout simplement pas gagner de l'argent avec des prix aussi bas. Il s'ensuit que nous ne pouvons raisonnablement pas nous attendre à ce que les investisseurs subissent des pertes continues entre aujourd'hui et le milieu du siècle afin de subventionner les services publics et les industries pétrochimiques avec du gaz naturel bon marché.

C'était le point de vue de Schlotterbeck, mais peu de personnes présentes à la conférence ou dans les industries concernées semblent pouvoir accepter sa conclusion évidente.

▲ [RETOUR](#) ▲

QUAND LES LOGICIELS DIRIGENT LE MONDE

Kurt Cobb Dimanche 23 juin 2019

Resource Insights Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



J'étais un jeune garçon à l'époque où les opérateurs d'ascenseur fermaient encore à la main ces portes intérieures transparentes en métal et en accordéon, puis faisaient monter ou descendre l'ascenseur en tournant un bouton sur une roue encastrée dans la paroi de l'ascenseur.

En quelques années, tous ces opérateurs ont disparu, remplacés par des boutons numérotés sur la paroi de

l'ascenseur. Aujourd'hui, un grand nombre d'activités qui relevaient autrefois du jugement humain sont désormais régies par des algorithmes dans des systèmes automatisés.

Outre les implications pour les opérateurs d'ascenseurs et les autres personnes déplacées par cette technologie, il y a la question de la transparence. Il est facile de déterminer visuellement si la porte d'un ascenseur est ouverte et si l'ascenseur est au niveau de l'étage où vous vous trouvez, afin que vous puissiez sortir en toute sécurité.

Comme le monde a pu le constater avec horreur à deux reprises récemment, il est plus difficile de savoir si le logiciel d'un Boeing 737 MAX vous donne les bonnes informations et fait ce qu'il faut pendant que vous êtes en plein vol.

Pourtant, de plus en plus de nos vies sont confiées à des logiciels. Et, malgré le nombre de vies perdues, d'identités volées, de brèches informatiques et de cybercriminalité, et même la menace que les unités militaires organisées de la cyberguerre font peser sur les infrastructures critiques d'eau et d'électricité, le public, l'industrie et le gouvernement continuent de croire que nous devrions confier de plus en plus le contrôle de nos vies aux logiciels.

Bien sûr, les logiciels peuvent faire certaines choses bien mieux et plus rapidement que les humains : des calculs très poussés et des modélisations complexes, le contrôle de processus à grande échelle tels que le raffinage du pétrole et les itinéraires de transport aérien, la fabrication de précision par des robots et de nombreuses autres tâches. Nous utilisons des logiciels pour demander aux machines d'effectuer des tâches répétitives et banales (en utilisant leur énorme capacité et leur vitesse) et pour nous donner un aperçu de ce qui est extrêmement complexe, par exemple le changement climatique.

Tant que nous utilisons des logiciels pour contrôler des processus discrets, leurs défaillances pouvaient être localisées. Mais dans un monde de plus en plus connecté, ces défaillances peuvent se propager à l'ensemble des réseaux financiers, commerciaux, gouvernementaux et autres, et paralyser une partie de notre vie. L'avènement de ce que l'on appelle **l'Internet des objets** menace d'amener ces cascades jusque dans nos foyers.

Deux hypothèses manifestement peu fiables continuent de nous traquer lorsqu'il s'agit de notre engouement pour les logiciels. La première est l'hypothèse bénigne, celle selon laquelle les nouvelles technologies ne seront utilisées qu'avec de bonnes intentions pour promouvoir le bien-être des individus et des sociétés dans lesquelles ils vivent. Même si la plupart des gens, lorsqu'on leur présente cette hypothèse, reconnaissent qu'elle est fautive, ils continuent à adopter les nouvelles technologies comme si elle était vraie. En témoigne l'adoption largement dépourvue de critique de l'internet des objets, un dangereux tsunami de catastrophes en attente, s'il en est.

La deuxième hypothèse est que toutes les activités humaines peuvent être réduites à un ensemble d'instructions. Il y a beaucoup de problèmes ici, mais je n'en aborderai que deux. Premièrement, les instructions sont formées à l'aide de mots, et les mots, par leur nature même, sont ambigus. Ils ont des significations multiples dans des contextes différents. **Chaque personne interprète le sens des mots en fonction de son expérience de vie et de sa perception du contexte.** Ainsi, même lorsque deux personnes utilisent le même mot dans ce qui semble être le même contexte, elles peuvent communiquer des significations légèrement, voire totalement différentes.

Mon illustration préférée de cette difficulté est celle de deux personnes utilisant le mot "Dieu". Le fait que certaines personnes puissent épeler le mot avec un "g" minuscule et que d'autres puissent ajouter un "s" à la fin ne fait qu'effleurer la surface lorsqu'on essaie de comprendre ce que les gens entendent par ce mot.

Deuxièmement, **l'idée que les limites d'une activité particulière puissent être clairement définies est discutable.** Si je décris la préparation d'un gâteau, est-ce que j'inclus toutes les activités consistant à établir une liste de courses, à acheter les ingrédients et à les ramener à la maison ? Est-ce que j'inclus le fait d'appeler ma tante pour lui demander si elle fait quelque chose de spécial pour que son gâteau soit si bon ?

Il n'est pas facile de définir ce qu'est une "activité". Les permutations peuvent être peu nombreuses ou proliférer en milliers ou en millions.

La foi illimitée dans le fait que les logiciels peuvent s'attaquer à presque tout ce que les humains peuvent faire trouve son origine dans un essai de 1958 du mathématicien John Von Newman intitulé "*L'ordinateur et le cerveau*". Plutôt que d'être considéré comme une analogie intéressante mais très imparfaite, l'essai est passé dans le domaine des faits qui gouvernent l'esprit de ceux qui imaginent un monde régi par les logiciels.

Même les neuroscientifiques ont été envoûtés par cette analogie en supposant que ce qu'ils appellent l'intelligence est localisée dans le cerveau au lieu de supposer qu'elle est une propriété distribuée et dépend de l'ensemble du corps et du champ d'action d'une personne. Ces scientifiques travaillent à partir d'une histoire sur le fonctionnement de l'esprit et sa localisation et adaptent leurs "données" à cette histoire.

Les histoires sont des guides utiles. Les humains vivent de récits. Les récits donnent un sens et une structure à notre expérience. Mais les récits ne sont pas "la vérité" ou "la réalité". Ils ne sont qu'une version, généralement très incomplète. Et toute réalité que nous tentons de décrire un jour a déjà changé le lendemain.

Quand je pense à ces opérateurs d'ascenseur avec leurs gants blancs et leurs uniformes bien repassés, je suis un peu nostalgique de l'époque où des personnes dirigeaient les ascenseurs dans lesquels je me trouvais. Les opérateurs qui ont les mains directement sur les commandes ont tendance à inspirer la confiance qu'une réponse flexible en temps réel est possible si quelque chose d'inattendu se produit sur le chemin du 40e étage.

▲ [RETOUR](#) ▲

.LA SONNETTE D'ALARME SUR LE DÉCLIN DE L'ÉNERGIE

NUCLÉAIRE ARRIVE BIEN TROP TARD

Kurt Cobb Dimanche 09 juin 2019

Resource Insights

Independent Commentary on Environmental and Natural Resource News
By Kurt Cobb



Récemment, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a prévenu que la négligence des centrales électriques nucléaires dans le monde entraînerait un déclin précipité de la production d'énergie nucléaire respectueuse du climat dans le monde.

L'agence, un consortium de 30 pays qui surveille l'évolution de l'énergie dans le monde, a déclaré que 25 % de la capacité nucléaire pourrait être perdue d'ici 2025 et deux tiers d'ici 2040. La cause est claire. Peu de nouvelles capacités sont construites et une grande partie du parc actuel de réacteurs approche de la fin de sa durée de vie.

L'avertissement de l'AIE arrive environ dix ans trop tard. En effet, les délais de planification et de construction des centrales nucléaires peuvent être très longs.

Il y a plus de dix ans, j'ai écrit un article intitulé "*L'avenir du nucléaire qui n'est jamais arrivé*". J'y expliquais pourquoi je pensais que l'heure du développement de l'énergie nucléaire avait sonné.

Depuis lors, la catastrophe de Fukushima a mis fin aux discussions sur la renaissance du nucléaire. En fait, certains pays, notamment l'Allemagne, ont décidé de retirer leurs centrales nucléaires. Mais la Suède et le Japon ont depuis fait marche arrière sur une décision similaire.

Selon l'AIE, la schizophrénie de l'énergie nucléaire est due à deux choses. Premièrement, la production d'électricité à partir de centrales nucléaires produit très peu de gaz à effet de serre par rapport aux centrales à combustible fossile. (Les centrales nucléaires, bien sûr, nécessitent des véhicules de service et des camions de livraison. Et, il y a l'extraction et le traitement de l'uranium). Le fait que l'énergie nucléaire ne produise pratiquement pas de carbone est important dans le contexte du changement climatique.

Deuxièmement, le coût de la construction d'une centrale de production d'énergie renouvelable dépasse considérablement le coût marginal du maintien en service des centrales nucléaires existantes. Et c'est ce que certains pays choisissent de faire. Aux États-Unis, plusieurs licences initiales de 40 ans ont été prolongées à 60 ans.

Mais rien de tout cela n'a d'importance pour plusieurs raisons. Premièrement, la chose la plus sûre qu'un régulateur nucléaire puisse dire est "non". Cette tendance ralentit l'approbation et le déploiement de nouvelles conceptions plus sûres. Elle rend également les régulateurs réticents à prolonger la durée de vie des réacteurs, si tant est qu'ils hésitent.

Deuxièmement, les délais de planification et de construction des centrales nucléaires peuvent s'étendre sur des décennies. Compte tenu de l'histoire difficile de ces centrales, qui comprend d'importants dépassements de coûts, l'attitude négative du public à l'égard de l'énergie nucléaire et les vicissitudes des régulateurs au cours de nombreuses administrations gouvernementales, peu de compagnies d'électricité sont prêtes à entreprendre cette tâche.

Troisièmement, les réparations nécessaires pour consolider le parc vieillissant de réacteurs existants sont parfois trop coûteuses et les opérateurs choisissent, pour des raisons économiques, de fermer des réacteurs. La Suède est actuellement confrontée à une telle situation.

Quatrièmement, un accident grave dans une centrale nucléaire a le potentiel de détruire la viabilité financière et l'indépendance d'une compagnie d'électricité, malgré les limites de responsabilité des gouvernements ou les garanties implicites d'aide directe en cas de catastrophe nucléaire.

Au cours des dix années qui se sont écoulées depuis que j'ai suggéré que l'opportunité d'une économie basée sur l'énergie nucléaire était passée, les circonstances pour l'industrie n'ont fait qu'empirer - pire que ce que j'avais prévu à l'époque. Il est difficile de croire aujourd'hui que le gouvernement des États-Unis avait prédit en 1962 que la moitié de l'électricité du pays serait produite par des réacteurs nucléaires d'ici l'an 2000 et que toutes les nouvelles centrales électriques seraient nucléaires par la suite. Aujourd'hui, le pourcentage d'électricité produite par l'énergie nucléaire aux États-Unis est d'environ 20 %, un pourcentage qui est resté pratiquement stable depuis le début des années 1990.

Ainsi, une source d'énergie que l'on imaginait autrefois comme le remplacement à long terme des combustibles fossiles se trouve aujourd'hui dans l'équivalent d'une maison de retraite. Ce qui est encore plus inquiétant, c'est que les autres candidats au remplacement des combustibles fossiles - les énergies renouvelables, que la BP Statistical Review of World Energy définit comme le vent, la géothermie, le soleil, la biomasse et les déchets - ne fournissent toujours que 3,6 % de la consommation mondiale totale.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Une nouvelle limite planétaire vient d'être franchie

Nathalie Mayer Publié le 19/01/2022

≡ 20 ANS FUTURA PLANÈTE

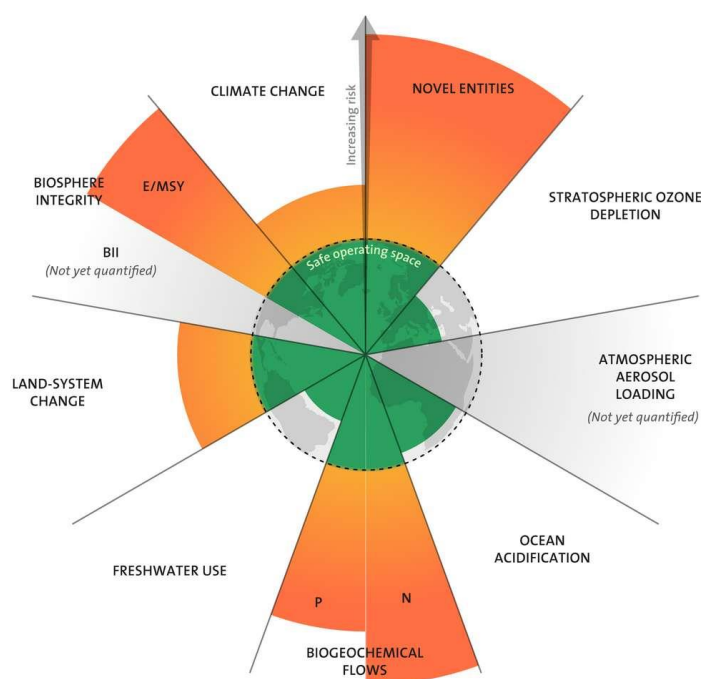


Il y a quelques années, des chercheurs posaient quelques limites planétaires. Des seuils à ne pas dépasser si nous espérons entretenir les bonnes conditions dans lesquelles la vie s'est développée sur Terre. Quelques-unes ont déjà été franchies. Et aujourd'hui, une de plus : celle relative à la **pollution chimique**.

Plastiques, [pesticides](#), peintures, [antibiotiques](#), médicaments. Il existerait aujourd'hui quelque chose comme **350.000 types différents de produits chimiques manufacturés sur le marché**. Et selon des [chercheurs du Stockholm Resilience Centre](#) (Suède), leur production a été multipliée par 50 depuis le début des années 1950. Elle devrait même encore tripler d'ici 2050.

L'ennui, c'est que des [volumes](#) non négligeables de ces produits chimiques se retrouvent, chaque année, à polluer la nature. À un rythme que les chercheurs qualifient aujourd'hui d'incompatible avec l'idée de rester « *dans un espace d'exploitation sûr pour l'humanité* ». Nous aurions ainsi franchi ce que les chercheurs appellent, une limite planétaire.

Rappelons que la notion de limite planétaire a été définie en 2009. Les chercheurs en ont alors fixé neuf. Elles permettent de délimiter l'état remarquablement stable dans lequel la [Terre](#) s'est installée depuis l'[aube](#) de notre civilisation. Soit il y a environ **10.000 ans**. Si nos activités se cantonnent encore en dessous de certaines d'entre elles, comme celle concernant l'utilisation de l'[eau douce](#), quelques-unes ont déjà été franchies, comme celle relative au changement des usages des sols. La limite rattachée à la pollution chimique restait, quant à elle, encore à quantifier.



La solution de l'économie circulaire

C'est désormais chose faite. Et les résultats des chercheurs ne sont pas rassurants. Il existe en effet de nombreuses manières dont les produits chimiques manufacturés en général et les [plastiques](#) en particulier peuvent avoir des effets négatifs sur notre environnement. Tout au long de la chaîne de production, de l'exploitation minière à la gestion des déchets. Certains de ces produits ont même été [retrouvés jusqu'en Antarctique](#). Et ils peuvent être extrêmement persistants.

Un plafond de production et de rejet

Les chercheurs notent par ailleurs que ces produits chimiques peuvent aussi affecter les autres limites planétaires. Lorsque l'on recourt à des [combustibles fossiles](#) pour les produire ou que les microplastiques viennent polluer les réserves d'[eau douce](#), par exemple. Et même si les scientifiques estiment que la [vitesse](#) à laquelle ces produits apparaissent dépasse aujourd'hui de loin la capacité des gouvernements tant à évaluer les risques qu'à contrôler les problèmes potentiels, ils appellent à la mise en place « *d'un plafond de production et de rejet de produits chimiques* ».

Parmi les exemples les plus frappants, celui du plastique dont la [masse](#) totale sur notre planète est désormais le double de celle... de tous les [mammifères](#) vivants ! Et l'on sait que non seulement 80 % de ces plastiques restent dans l'environnement, mais qu'en plus, leur dégradation produit de nouvelles combinaisons qui pourraient représenter des risques environnementaux encore insoupçonnés.

Pour solution, les chercheurs évoquent celle de l'[économie circulaire](#). L'idée, d'une part, de concevoir des produits pour leur [recyclage](#) afin qu'ils puissent être réutilisés et non gaspillés. L'idée, d'autre part, de mieux évaluer la sécurité et la [durabilité](#) de ces produits, tout au long de leur vie dans le système Terre.

▲ [RETOUR](#) ▲

Net zéro contre zéro réel et l'avenir de la planète

Par David Klein, publié initialement par System Change not Climate Change. 19 janvier 2022



resilience

Jean-Pierre : article vraiment... incomplet. S'il était complet, nous pourrions comprendre que les politiques « nette zéro » valent vraiment zéro.



La quasi-totalité des écologistes, des politiciens, des entreprises et des nations ont lancé un appel au "net zéro" en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Plus de 130 pays, dont le plus grand exportateur de pétrole au

monde, l'Arabie saoudite, ont établi ou sont en train d'établir des objectifs d'émissions nettes nulles. En outre, au moins un cinquième des plus grandes entreprises du monde, représentant un chiffre d'affaires de quelque 14 000 milliards de dollars, ont annoncé des objectifs d'émissions nettes nulles d'ici le milieu du siècle. Même les compagnies aériennes, qui sont collectivement responsables de 5 % du réchauffement de la planète, ont annoncé des politiques de réduction nette des émissions. Il s'agit notamment de United Airlines, American Airlines, Jet Blue, Delta, ainsi que d'autres grandes compagnies aériennes américaines et internationales.

À première vue, l'idée semble éminemment raisonnable : compenser les émissions de gaz à effet de serre en retirant de l'atmosphère des quantités égales de gaz à effet de serre, qui seront séquestrées de manière permanente dans les sols, les plantes, les océans, et éventuellement dans des systèmes artificiels de capture et de stockage du carbone. De cette manière, la concentration atmosphérique des gaz à effet de serre est stabilisée. Mais le "net-zéro" est-il vraiment une réponse suffisante à la crise climatique ?

Un examen plus approfondi de la dynamique du système climatique, notamment du fonctionnement du cycle du carbone, révèle que le " net zéro " ne peut être qu'une étape temporaire et transitoire, si nous voulons limiter les pires conséquences. Les émissions mondiales doivent être rapidement réduites à un niveau aussi proche de zéro - "quasi zéro" par opposition à "net zéro" - que possible. Les termes "net-zéro" et "quasi zéro" ne sont pas identiques, même si certains écologistes bien informés les confondent.

Les politiques actuelles dites "net-zéro" aggravent la situation au lieu de l'améliorer. Malgré une pléthore d'exposés (voir par exemple [ici](#), [ici](#) et [ici](#)), les promesses de consommation nette zéro sont encore entachées de **fraude**. Beaucoup de ces promesses ne sont que des stratagèmes de relations publiques qui permettent aux entreprises de continuer à émettre des volumes élevés de gaz à effet de serre tout en "possédant" des forêts ou des mangroves sous-évaluées qui absorbent le carbone ailleurs dans le monde. Et dans certains cas, ces compensations brûlent ou sont détruites d'une autre manière.

La production délibérée de gaz à effet de serre puissants, il y a dix ans, dans le seul but de les détruire chimiquement immédiatement après leur production, est particulièrement flagrante. Les "fabricants" vendaient ensuite les permis d'émission de carbone obtenus grâce à la destruction de leurs gaz à effet de serre à d'autres sociétés, qui étaient alors libres de polluer. Un exemple plus récent d'une telle destruction de l'environnement est celui du groupe mondial d'aviation Lufthansa, une société qui se targue d'un engagement net zéro, avec des centaines de filiales. Au début de l'année 2022, **Lufthansa** a confirmé avoir envoyé 18 000 fois dans les airs des avions vides ou presque vides pour s'accrocher à des créneaux d'atterrissage dans de grands aéroports - libérant ainsi d'immenses quantités de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Au niveau des nations, une enquête du Washington Post a révélé que 196 pays ont sous-déclaré leurs émissions annuelles de 8,5 à 13,3 milliards de tonnes métriques de gaz à effet de serre. (La limite inférieure dépasse les émissions annuelles des États-Unis, et l'estimation supérieure correspond presque à celles de la Chine). Par exemple, le rapport le plus récent de la Malaisie sur ses émissions de gaz à effet de serre implique que ses arbres absorbent le dioxyde de carbone quatre fois plus vite que ceux de l'Indonésie voisine. Cette astuce comptable a permis à la Malaisie d'éliminer plus de 243 millions de tonnes d'émissions de dioxyde de carbone de son inventaire 2016, un triomphe pour le greenwashing.

La Malaisie n'est guère seule. D'autres pays, dont le Mexique et les États-Unis, sous-déclarent les émissions de protoxyde d'azote, un gaz à effet de serre libéré par l'utilisation d'engrais, qui est 265 fois plus puissant sur une période de 100 ans que le dioxyde de carbone pour réchauffer l'atmosphère. Les mesures directes des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère offrent une bien meilleure évaluation du système climatique que les rapports nationaux suspects sur les émissions.

La litanie apparemment sans fin des politiques frauduleuses de réduction nette des émissions, tant au niveau des entreprises que des gouvernements, remet certainement en question la viabilité de telles politiques dans le cadre du capitalisme. Mais existe-t-il également des problèmes intrinsèques au niveau scientifique avec le concept "net-

zéro" ? Débarrassées de l'écoblanchiment et de la corruption qui existent actuellement, **des politiques net-zéro rigoureusement mises en œuvre pourraient-elles résoudre la crise climatique ?**

Quelques informations de base sont utiles pour comprendre ces questions.

Déséquilibre énergétique de la Terre

Lorsque la quantité d'énergie rayonnée vers la planète est supérieure à la quantité d'énergie rayonnée vers l'espace, la planète se réchauffe et les températures augmentent. Ce déséquilibre énergétique, un effet des gaz à effet de serre, est un exemple de forçage radiatif. Les gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère capturent le rayonnement infrarouge émanant de la surface (terre et eau) et en renvoient une partie vers la Terre. Tant que le flux énergétique net est dirigé vers la planète, les températures moyennes augmentent.

Le déséquilibre énergétique moyen mondial de 2010 à 2018 est estimé à $0,87 \pm 0,12$ watts par mètre carré (W/m^2) de surface terrestre, et les observations par satellite de 2001 à 2020 indiquent que le déséquilibre énergétique moyen mondial a augmenté à un rythme de $0,38 \pm 0,24$ W/m^2 par décennie. Une estimation raisonnable du déséquilibre énergétique mondial actuel est donc d'environ un watt par mètre carré. En additionnant ces contributions pour l'ensemble de la surface de la planète, on obtient un taux de transfert d'énergie dans le système climatique de la Terre de 510 térawatts. Il s'agit du taux d'entrée de l'énergie dans le système climatique, une énergie qui ne s'est pas encore traduite par une augmentation des températures.

Imaginez une flamme qui chauffe une casserole d'eau froide. La température de l'eau augmentera tant que la flamme lui transmettra de l'énergie. De même, tant qu'il y aura un flux net d'énergie dans le système climatique de la Terre, la planète se réchauffera. Au fur et à mesure que la planète se réchauffe, elle rayonne de plus en plus d'énergie vers l'espace jusqu'à ce que son énergie sortante corresponde à l'énergie entrante du soleil, puis la température de surface de la Terre se stabilise.

Le cycle du carbone

Pour comprendre les limites de toute politique d'émissions nettes nulles, il est utile de considérer non seulement les déséquilibres énergétiques, mais aussi le rôle du cycle planétaire du carbone, qui fait partie intégrante du système climatique. Il existe quatre grands réservoirs planétaires de carbone : les roches sédimentaires et la terre solide, les surfaces terrestres, les océans et l'atmosphère.

Le cycle du carbone déplace le carbone entre ces réservoirs à différentes échelles de temps, allant de cycles annuels à des changements sur des millions d'années. Parmi ces réservoirs, l'atmosphère est celui qui contient le moins de carbone. Pourtant, le carbone atmosphérique est à l'origine de la crise climatique en raison de l'effet de serre.

Chaque gaz à effet de serre a une durée de vie différente dans l'atmosphère. Le GIEC a estimé que si toutes les émissions de gaz à effet de serre cessaient soudainement, "la concentration de méthane reviendrait à des valeurs proches du niveau préindustriel en 50 ans environ, les concentrations d'oxyde nitreux auraient besoin de plusieurs siècles, tandis que le CO_2 ne reviendrait pratiquement jamais à son niveau préindustriel sur des échelles de temps pertinentes pour notre société".

En raison de sa stabilité et de son abondance relative, nous nous concentrerons dans ce qui suit sur le dioxyde de carbone.

Les arbres et autres plantes éliminent le dioxyde de carbone de l'atmosphère par la photosynthèse, mais seulement de façon temporaire, et beaucoup dépend de ce qui arrive aux plantes après leur mort. La quasi-totalité du carbone organique produit par la photosynthèse est finalement respiré, c'est-à-dire qu'il retourne dans l'atmosphère. Lorsqu'une plante meurt, son carbone organique est retransformé en dioxyde de carbone, que ce soit par décomposition progressive, par ingestion par les animaux ou par combustion dans un incendie de forêt.

La déforestation due aux activités humaines a entraîné un total d'environ 180 milliards de tonnes métriques de carbone libéré dans l'atmosphère depuis 1750 (début approximatif de l'ère industrielle). Les plantes et les sols ont réabsorbé environ 80 milliards de tonnes depuis lors, ce qui représente une perte historique nette d'environ 100 milliards de tonnes de carbone dans l'atmosphère due à la déforestation.

Il existe une limite à la quantité de carbone que les plantes et les sols peuvent retenir avant d'atteindre des niveaux de saturation. Les pédologues ont estimé cette capacité de rétention maximale à 100 milliards de tonnes métriques ou moins, soit la quantité que la nature était capable de séquestrer avant l'avènement de la révolution industrielle (pour des rapports scientifiques sur la capacité maximale en carbone de la biomasse terrestre, voir par exemple ici, ici, ici, ici, ici et ici).

Il y a 50 fois plus de carbone dissous dans les océans que dans l'atmosphère. Il s'agit pour l'essentiel de carbone inorganique, et seule une infime partie, environ un milliard de tonnes, se présente sous la forme de carbone vivant. Comme les océans couvrent 71 % de la surface de la Terre, l'interface entre l'océan et l'atmosphère est énorme, et les deux échangent continuellement de grandes quantités de carbone. Dans certaines régions du monde, le carbone est libéré de l'océan vers l'air et, inversement, le dioxyde de carbone de l'air est dissous dans l'océan dans d'autres régions.

La direction du flux dépend des pressions partielles relatives du CO₂, le flux de dioxyde de carbone se dirigeant vers le plus dilué des deux corps (océan et atmosphère). Les eaux océaniques plus froides peuvent contenir plus de carbone que les eaux plus chaudes. Le taux d'échange entre les océans et l'atmosphère est comparable au taux d'échange de dioxyde de carbone dans les deux sens entre l'atmosphère et la terre. Le flux net de carbone va de l'atmosphère vers les océans, un processus qui conduit à l'acidification des océans avec des effets dévastateurs sur l'écologie des océans. Comme pour les plantes et les sols, il existe une limite à la quantité de carbone que les océans peuvent absorber. Cette limite est atteinte lorsque les concentrations de carbone dans l'atmosphère et l'océan atteignent l'équilibre.

Les plantes et les sols terrestres absorbent actuellement environ un quart des émissions de dioxyde de carbone produites par l'homme, tandis que les eaux océaniques en absorbent 25 % supplémentaires, ce qui contribue à réduire la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Au total, les sols, les plantes et les océans absorbent environ la moitié des émissions de dioxyde de carbone de l'humanité, mais cela pourrait changer.

La capacité des sols à absorber le carbone est susceptible de diminuer à mesure que le monde se réchauffe et que les régions climatiques tropicales s'étendent. Les sols retiennent plus de carbone que l'ensemble des plantes et des animaux, mais il existe de grandes variations. Les sols des régions tropicales en contiennent très peu, alors que ceux des latitudes plus élevées, notamment les sols de pergélisol, en contiennent de grandes quantités. À mesure que la planète se réchauffe, les régions tropicales sont susceptibles de s'étendre, et les sols capables de retenir davantage de carbone vont se retirer vers les pôles, où la superficie des terres est moindre. Cette rétroaction augmente les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère au fur et à mesure du réchauffement de la planète. En outre, une étude publiée en 2021 dans *Nature* a révélé que lorsque des niveaux élevés de dioxyde de carbone entraînent une augmentation de la croissance des plantes, l'effet sur les sols est généralement une diminution du stockage du carbone.

Net zéro, quasi zéro et net négatif

L'accord de Paris de 2015 invitait le monde à

"atteindre un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions par les puits de gaz à effet de serre dans la seconde moitié de ce siècle, sur la base de l'équité, et dans le contexte du développement durable et des efforts pour éradiquer la pauvreté."

Si une politique mondiale nette zéro devait suivre cette directive, et inclure les océans parmi les puits de carbone de la Terre (ce qu'ils sont), alors une politique nette zéro revient à maintenir une concentration constante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les émissions de l'humanité correspondraient exactement aux prélèvements de carbone des plantes, des sols et des océans (et éventuellement des systèmes artificiels de capture et de stockage du carbone). Pour atteindre cet objectif rapidement, il faudrait réduire de moitié le taux d'émission de dioxyde de carbone, car les puits océaniques et terrestres n'absorbent que la moitié de ce que nous produisons aujourd'hui.

Les recherches menées à l'aide de modèles du système terrestre suggèrent que les puits terrestres et océaniques persisteraient pendant plusieurs décennies dans un tel scénario. Par conséquent, les océans deviendraient de plus en plus acides pendant cette période, mettant en danger un écosystème déjà fragile. En outre, le forçage radiatif (mentionné ci-dessus) continuerait à réchauffer la planète. Les modèles climatiques indiquent qu'avec une concentration constante de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, le réchauffement de la planète se poursuivrait pendant plusieurs siècles, avec un réchauffement net de peut-être un demi-degré Celsius (en fonction des concentrations initiales), bien que des points de basculement imprévus puissent entraîner des augmentations plus importantes.

Dans un autre scénario, si les nations se mettaient d'accord pour égaliser les émissions anthropogéniques avec les puits terrestres uniquement (sans tenir compte de l'absorption de CO₂ par les océans), le résultat serait, pendant quelques décennies, une politique d'émissions mondiales "négatives nettes". Dans un tel scénario, les émissions de l'humanité correspondraient exactement à l'absorption de carbone par les plantes, les sols et (éventuellement) les systèmes artificiels, tandis que l'absorption par les océans se poursuivrait avec une augmentation concomitante de l'acidification des océans. Pour atteindre cet objectif rapidement, il faudrait donc **réduire le taux d'émission de dioxyde de carbone de 75 %**, puisque les puits terrestres n'absorbent qu'un quart de ce que nous produisons aujourd'hui.

Dans les deux scénarios ci-dessus, net zéro et net négatif, les puits de carbone naturels finissent par s'affaiblir. Une fois que la concentration de carbone entre l'atmosphère et les océans s'égalise, les océans ne font plus office de puits de carbone. Par ailleurs, l'augmentation du carbone dans le sol et l'absorption par les plantes ne se poursuivent pas indéfiniment : Elles évoluent vers une nouvelle valeur d'équilibre, puis cessent, avec une limite supérieure (voir ci-dessus) ne dépassant pas une capacité de 100 milliards de tonnes métriques. Les études des modèles du système terrestre confirment un affaiblissement significatif, voire une inversion, des puits océaniques et terrestres dans le cadre des futurs scénarios à faibles émissions. Ainsi, après quelques décennies de mise en œuvre et de maintien de l'une ou l'autre des politiques (zéro net à l'échelle mondiale ou zéro net par rapport aux puits terrestres uniquement), les émissions seraient forcées de diminuer jusqu'à un niveau proche de zéro.

Les modèles du système terrestre indiquent que pour stabiliser le climat à une température donnée, il faut que les **émissions anthropiques de CO₂ soient réduites à un niveau proche de zéro, et pas seulement à un niveau net**. En utilisant une autre approche, une étude complète du déséquilibre énergétique de la Terre a révélé que (en 2019) "la quantité de CO₂ dans l'atmosphère devrait être réduite de 410 à 353 ppm pour augmenter le rayonnement thermique vers l'espace de 0,87 watts par mètre carré, ramenant ainsi la Terre vers l'équilibre énergétique".

Cela est cohérent avec l'identification de 350 ppm comme concentration maximale sûre de CO₂, comme le soutient le climatologue James Hansen de l'université Columbia et comme le promeut l'organisation 350.org. Ainsi, la stabilisation des températures et la stabilisation des concentrations de carbone dans l'atmosphère ne sont pas identiques - et, en fait, s'excluent mutuellement. La première nécessite une politique d'émissions mondiales "proches de zéro" et des prélèvements dans tous les puits naturels.

Selon Hansen, il n'y a plus de possibilité réaliste de maintenir le réchauffement de la planète à 1,5° C ou moins, et même l'objectif de 2° C est en péril. La moitié des études de modèles climatiques basées sur le RCP 2.6, qui est un ensemble de scénarios d'émissions visant à maintenir la Terre en dessous de 2° C de réchauffement, conclut que la limite des 2° C ne peut être respectée qu'avec des émissions négatives importantes, au-delà de ce que les puits naturels sont capables de fournir.

Il est impératif de réduire rapidement les émissions et de les rendre aussi proches de zéro que possible afin de limiter la destruction de la crise climatique. La réalisation d'émissions nettes nulles ne doit être qu'une étape intermédiaire à court terme vers des émissions quasi nulles à l'échelle mondiale.

▲ [RETOUR](#) ▲

Insectes et autres BioInvasions

Alice Friedemann 19 janvier 2022 by [energyskeptic](#)

Peak Energy & Resources, Climate Change,
and the Preservation of Knowledge



Préface. Les insectes invasifs qui n'ont pas de prédateurs aux États-Unis ne peuvent être que quelque peu réduits avec des pesticides, qui sont fabriqués à partir de pétrole, et pulvérisés par des machines et des transports diesel. Pour se préparer au déclin du pétrole, il faut faire davantage de recherches pour étudier les prédateurs indigènes comme moyen de lutte contre les parasites, ce qui prend du temps puisqu'ils pourraient faire autant de mal que les espèces envahissantes. On connaît 83 insectes envahissants qui nuisent aux forêts et bien plus encore qui dévorent les cultures vivrières. Tous développent une résistance aux pesticides qu'on leur envoie en cinq ans en moyenne.

L'Europe devrait connaître les invasions biologiques les plus fortes, suivie par l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud (USDA 2020).

Dans le monde entier, les forêts sont de plus en plus touchées par des insectes et des maladies non indigènes, dont certains provoquent une mortalité importante des arbres. Les forêts des États-Unis ont été envahies par un nombre particulièrement élevé (>450) d'espèces de parasites se nourrissant d'arbres, 41,1 % de la biomasse forestière vivante totale dans la zone contiguë des États-Unis risquant d'être perdue à l'avenir à cause de 15 parasites seulement. Étant donné que les forêts contribuent à ~76 % de la séquestration terrestre nette du carbone en Amérique du Nord, cette perte pourrait accélérer le changement climatique (Fei 2019).

Peut-être que les survivants de l'après-carbone trouveront encore une autre solution : manger des insectes, et pourquoi pas, plus de 2 milliards de personnes mangent des insectes comme une partie standard de leur alimentation (Mishan 2018).

Vous trouverez ci-dessous des espèces spécifiques que j'ai rencontrées dans l'actualité, il est clair que des centaines d'autres espèces pourraient être ajoutées.

* * *

Lambert J (2021) Voici les 5 espèces envahissantes les plus coûteuses, qui causent des milliards de dollars de dommages. Science News.

L'impact de toutes les espèces envahissantes a coûté à l'économie mondiale au moins 1 000 milliards de dollars

depuis 1970. 149 milliards de dollars : Moustiques Aedes (*A. albopictus* et *A. aegypti*), 67 milliards de dollars : Rats, 52 milliards de dollars : Chats, 19 milliards de dollars : Termites, 17 milliards de dollars : Fourmis de feu

Sever M (2020) Les vers sauteurs envahissants endommagent le sol américain et menacent les forêts. Les frétilants dévorent la litière de feuilles, modifiant les sols et les écosystèmes au passage. Science News.

Ces vers de terre se frayent un chemin à travers les États-Unis, dévorant voracement la litière de feuilles protectrices des forêts et laissant derrière eux un sol nu et dénudé. Ils déplacent d'autres vers de terre, des mille-pattes, des salamandres et des oiseaux nichant au sol, et perturbent les chaînes alimentaires des forêts. Selon de nouvelles recherches, ils peuvent envahir plus de cinq hectares en une seule année, modifiant au passage la chimie du sol et les communautés microbiennes. Et elles n'ont même pas besoin de compagnons pour se reproduire.

Endémiques du Japon et de la péninsule coréenne, trois espèces envahissantes de ces vers - *Amyntas agrestis*, *A. tokioensis* et *Metaphire hilgendorfi* - sont présentes aux États-Unis depuis plus d'un siècle. Mais ce n'est qu'au cours des 15 dernières années qu'elles ont commencé à se propager largement (SNS : 10/7/16). Connus collectivement sous le nom de vers sauteurs asiatiques, vers fous, vers serpents ou vers d'Alabama, ils sont bien établis dans le Sud et le centre du littoral atlantique et ont atteint certaines parties du Nord-Est, du Haut-Midwest et de l'Ouest.

Les vers sauteurs consomment plus de nutriments que les autres vers de terre, transformant le sol en granulés secs qui ressemblent à du marc de café ou à du bœuf haché - Henshue les appelle "viande à tacos". Cela peut rendre le sol inhospitalier pour les plantes indigènes et les semis d'arbres et le rendre beaucoup plus susceptible de s'éroder.

Les vers peuvent réduire la litière de feuilles de 95 % en une seule saison, ce qui peut à son tour réduire ou supprimer le sous-étage de la forêt, offrant moins de nutriments ou de protection aux créatures qui y vivent ou aux jeunes plants pour se développer. Finalement, d'autres plantes apparaissent, généralement des espèces envahissantes et non indigènes, et elles modifient également la chimie du sol ainsi que les champignons, les bactéries et les microbes qui y vivent.

BioInvasion des fourmis

2014 Les fourmis folles remplacent les fourmis de feu. Ce n'est pas une bonne chose ! Si vous faites des recherches sur les fourmis folles, les fourmis de feu vous manqueront. Les chercheurs ont signalé que là où les fourmis folles s'installent, le nombre et les types d'arthropodes - insectes, araignées, mille-pattes et crustacés - diminuent, ce qui est susceptible d'avoir des effets en chaîne sur les écosystèmes en réduisant les sources de nourriture pour les oiseaux, les reptiles et d'autres animaux. Ils font également leur nid dans les maisons des gens et endommagent les équipements électriques. Université du Texas à Austin. Les fourmis folles dominent les fourmis de feu en neutralisant leur venin.

2021 Les fourmis folles fauves envahissantes ont un besoin intense de calcium, ce qui a des conséquences sur leur propagation aux États-Unis. Ces fourmis peuvent recouvrir le sol par millions. Elles nuisent à d'autres insectes, asphyxient les poulets et court-circuitent même les appareils électroniques des maisons.

Il s'agit de la première étude montrant que le calcium est important pour une fourmi envahissante, ce qui est un peu surprenant étant donné que les fourmis n'ont pas d'os, mais le calcium est important pour la production d'œufs, le développement des larves et la régulation physiologique.

Si la propagation des fourmis folles se poursuit vers le nord, le substratum calcaire riche en calcium de la partie inférieure du Midwest américain pourrait offrir des conditions idéales pour l'explosion des populations. Les terres agricoles peuvent être menacées car le calcium est présent dans de nombreux engrais. De plus, les villes ont souvent plus de calcium que les zones environnantes, en raison de l'utilisation intensive de ciment, de l'extraction de calcaire et de la destruction des bâtiments. Les fourmis folles fauves constituent non seulement une menace

majeure pour la biodiversité et la conservation des écosystèmes, mais elles coûtent également aux États-Unis des milliards de dollars de dommages chaque année.

Fourmis de feu

Manuel de lutte intégrée contre les parasites. National Park Service.

Senate Rpt.105-073 - Agricultural research, extension, & Education reform act of 1997 (Loi de 1997 sur la réforme de la recherche, de la vulgarisation et de l'éducation agricoles).

Ironiquement, le livre de Buh, *The Fire Ant Wars Nature, Science, and Public Policy in Twentieth-Century America*, montre comment la quantité ahurissante de produits chimiques toxiques déversés sur de vastes régions du Sud a peut-être fait beaucoup plus de mal que la fourmi de feu elle-même, qui peut en fait être tout à fait bénéfique car elle s'attaque à de nombreux parasites des cultures.

BioInvasion des coléoptères

Coléoptère khapra - Si ce coléoptère s'implante aux États-Unis, il pourrait rapidement consommer tout le contenu d'un silo à grains, faire grimper le coût de la nourriture et, si quelqu'un essayait de manger le grain restant, le rendre malade à cause de la peau et des excréments du coléoptère. Sur le plan économique, cela ruinerait également notre industrie d'exportation agricole. Le coléoptère Khapra mange à peu près tout - céréales, grains et matières végétales ou animales sèches. Il est difficile de s'en débarrasser car il est extrêmement résistant aux insecticides et aux fumigènes. En 2009, il figurait sur la liste mondiale des 100 ravageurs envahissants les plus redoutés et a été trouvé 16 fois dans les ports maritimes et les aéroports américains. En 2010, il a été trouvé 34 fois, et en 2011 106 fois (Mullen 2011).

Coléoptères foreurs du frêne - 8 milliards d'arbres en danger

Hamilton, Anita. 4 Jul 2011. L'insecte qui mange l'Amérique. Time Magazine.

Les infestations de coléoptères foreurs du frêne ont tué 60 millions de frênes dans 15 États depuis leur apparition à Détroit en 2002. Deb McCullough, une entomologiste, les considère comme l'insecte forestier le plus destructeur à avoir jamais envahi l'Amérique du Nord. Il y a 8 milliards de frênes pour ce ravageur qui n'a pas de prédateurs pour se nourrir à l'avenir. Les villes devraient dépenser plus de 10 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie pour lutter contre ce ravageur et éliminer les arbres infestés. Malheureusement, de nombreuses villes ont remplacé les ormes détruits par des cèdres uniquement. À l'avenir, les villes prévoient de planter une plus grande variété d'arbres.

Le dendroctone du pin ponderosa envahit les pins ponderosa, tordus, sylvestres et tilleuls. Il jouait autrefois un rôle utile en tuant les arbres âgés ou affaiblis, mais le changement climatique l'a transformé en une épidémie sans précédent.

Et il ne s'agit pas seulement d'une "chose" - selon cet article de juin 2012, *Dying Trees in Southwest Set Stage for Erosion, Water Loss in Colorado River* : une combinaison de sécheresse et d'attaques du dendroctone du pin ponderosa a tué plus de 2,5 millions d'acres de pins ponderosa et de genévriers dans le Sud-Ouest américain au cours des 15 dernières années, ouvrant la voie à de nouvelles perturbations écologiques. Le dépérissement généralisé de ces espèces d'arbres est particulièrement préoccupant car il s'agit de certains des derniers arbres capables de maintenir la cohésion d'un écosystème fragile, de stabiliser le sol, de stocker du carbone dans leur biomasse et dans le sol sous leur canopée, de nourrir d'autres espèces végétales et animales et de prévenir une grave érosion du sol. La principale forme d'érosion des sols dans cette région est l'érosion éolienne. La poussière qui s'échappe des collines érodées peut recouvrir les accumulations de neige, les amener à absorber la chaleur du soleil et à fondre plus rapidement, et réduire encore davantage les réserves d'eau du bassin du fleuve Colorado,

dont la situation est critique.

En Colombie-Britannique, plus de 40 millions d'acres ont été touchés, et plus de 3 600 000 acres au Colorado et au Wyoming. Il s'agit peut-être de la plus grande attaque d'insectes forestiers jamais vue en Amérique du Nord.

Le petit coléoptère des ruches est un ravageur de l'apiculture. Il a été découvert en 1996 et est maintenant présent dans de nombreux États, notamment en Géorgie, en Caroline du Sud, en Caroline du Nord, en Pennsylvanie, en Ohio, en Illinois, au Minnesota, au Missouri, à New York, en Virginie et à Hawaï. Le petit coléoptère de la ruche peut être un parasite destructeur des colonies d'abeilles mellifères, causant des dommages aux rayons, au miel stocké et au pollen et pouvant même amener les abeilles à abandonner leur ruche. Les coléoptères peuvent également investir les rayons stockés et le miel à l'intérieur. Les larves de coléoptères défèquent et décolorent le miel en creusant des tunnels à travers celui-ci.

Les coléoptères détruisent les plants de café. C'est une véritable tragédie ! Je peux supporter l'effondrement de la civilisation tant que j'ai ma tasse de café du matin. Mais le scolyte des baies du caféier menace aujourd'hui les plants de café. Il affecte plus de 20 millions de familles d'agriculteurs et cause chaque année un demi-milliard de dollars de dégâts.

Mouches de la lanterne

La mouche de la lanterne, *Lycorma delicatula*, est apparue pour la première fois aux États-Unis il y a cinq ans, et on s'attend à ce qu'elle se répande dans tout le pays. Elle peut décimer les vignobles et détruire les érables, les chênes et des dizaines d'autres arbres en se nourrissant de leur sève (NPR 2019 Vineyards Facing An Insect Invasion May Turn To Aliens For Help).



La punaise brune marmoréenne

En 2010, l'espèce a atteint les proportions d'une épidémie, infligeant un préjudice économique grave à la production d'arbres fruitiers du centre du littoral atlantique des États-Unis, pour un montant de 37 millions de dollars. L'espèce s'est maintenant répandue dans 44 États, et une vague de punaises puantes semble pousser vers l'ouest et le sud sans qu'aucune fin ne soit encore en vue.

Drosophile à ailes tachetées

Cette espèce est attirée par les fruits mûrs ou pas encore mûrs, les ouvre et dépose ses œufs dans les fruits en train de mûrir. Au moment où les fruits sont récoltés, ils sont envahis par les asticots des mouches. Repérée pour la première fois sur des baies en 2008, elle s'est maintenant répandue du sud de la Californie à la Colombie-Britannique, au Canada, et dans la plupart des régions tempérées des États-Unis. Elle cause jusqu'à 500 millions de dollars de dégâts par an et est capable de reproduire 13 générations en une saison (Morrison 2011).

Références

Fei S et al (2019) Biomass losses resulting from insect and disease invasions in US forests. Actes de l'Académie nationale des sciences des États-Unis.

Mishan L (2019) Pourquoi ne mangeons-nous pas plus d'insectes ? Ils sont riches en protéines, peu coûteux, écologiques et savoureux. Et ce n'est qu'en Occident que nous leur avons résisté. New York Times.

Morrison R (2018) Insectes envahissants : Le top 4 de la liste des "plus recherchés". Entomology Today.

Mullen W (2011) Les inspecteurs se battent contre un envahisseur étranger. Les agents des douanes recherchent un coléoptère vorace dans les cargaisons. Chicago Tribune.

USDA (2020) Les invasions d'insectes non indigènes devraient augmenter de 36 %. Morning AgClips.

▲ [RETOUR](#) ▲

+50°C en Australie, +43°C en Argentine, +44°C en Uruguay : la planète brûle

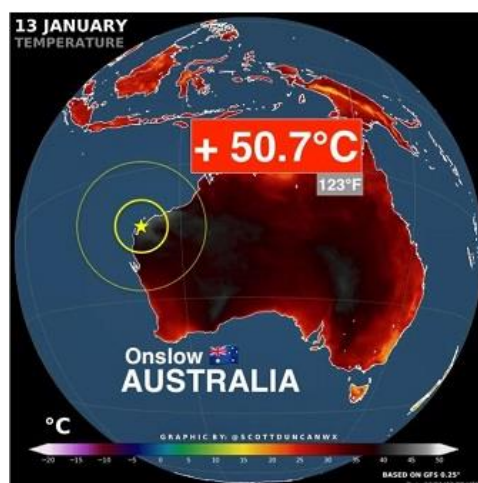
Concepcion Alvarez avec AFP NovEthic

Une chaleur étouffante s'abat dans l'hémisphère sud, de la côte ouest de l'Australie jusqu'à l'Argentine, en passant par l'Uruguay où un nouveau record vient d'être battu. Les températures dépassent la barre des 40°C, voire même des 50°C comme ce fut le cas en Australie, menaçant la santé des populations, l'approvisionnement en eau et en énergie ou encore l'agriculture.



En Argentine, une canicule historique plombe le pays, avec des températures se situant entre 10 et 12 °C au-dessus des moyennes de saison.

C'est l'été de tous les records dans l'hémisphère Sud. L'Australie a décroché celui de la température la plus élevée jamais enregistrée dans cette partie du monde. La semaine dernière, il a fait 50,7°C à Onslow, une ville de la côte ouest de l'île. Jamais il n'avait fait aussi chaud à cet endroit depuis 1962. Le pays est en proie à d'importants feux de forêts chaque année, causés principalement par le changement climatique, la surface incendiée ayant augmenté de 800 % en moyenne ces 20 dernières années par rapport aux décennies précédentes.



Capture d'écran, compte Instagram de Scott Duncan, météorologue

Selon Martin Rice, le directeur du Conseil du climat, sans une réduction des émissions de gaz à effet de serre, ces chaleurs records pourraient devenir courantes. "À Sydney et Melbourne, d'ici 2030, nous aurons des journées d'été à 50 degrés", a-t-il estimé. "Les vagues de chaleur tuent silencieusement en Australie, elles causent plus de décès que tout autre événement météorologique extrême", a-t-il déclaré. Pourtant, le gouvernement australien refuse toujours de sortir du charbon et de prendre des objectifs climatiques ambitieux.

Des millions de scarabées ont proliféré dans plusieurs villes argentines

En Argentine, une canicule historique plombe également le pays, avec des températures se situant entre 10 et 12 °C au-dessus des moyennes de saison. Coupures d'électricité, incendies, cultures agricoles asséchées : "la vague de chaleur en Argentine a un impact sur la santé, l'approvisionnement en énergie et en eau, l'agriculture" a alerté l'Organisation météorologique mondiale. Des millions de scarabées ont aussi proliféré dans les rues de plusieurs villes argentines, en raison de chaleur, soulevant des toitures et bouchant des canalisations.

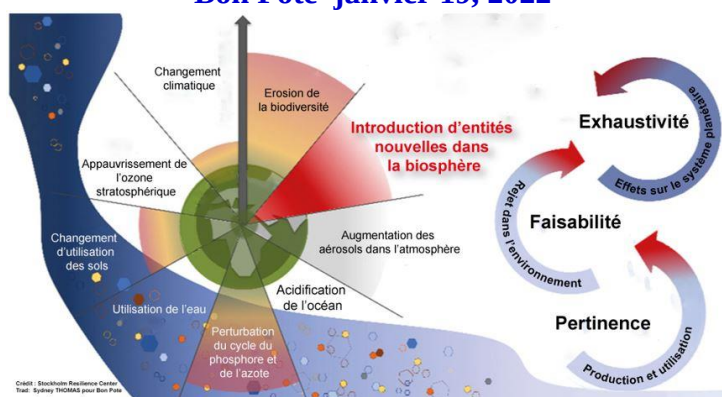
Il a fait 41°C à Buenos Aires la semaine dernière, 42,5°C à Cordoba ou encore 43,4°C à Santiago del Estero. "À cause des fortes chaleurs, même les feux de circulation ont arrêté de fonctionner, provoquant ainsi le chaos dans la ville", rapporte le correspondant de RFI à Buenos Aires. Les pompiers sont également mobilisés sur des feux de forêt dans neuf des 23 provinces d'Argentine, dont un actif depuis plus d'un mois a détruit près de 6000 hectares de végétation, sans blessés ni évacuations à ce jour. Quasiment toute l'Amérique du Sud est concernée avec un record battu également ce week-end à Florida, en Uruguay, à +44°C.

Une étude récente a montré que la plupart des pays du monde (92 % des 165 pays étudiés), connaîtront [une extrême chaleur une année sur deux dès 2030](#). Ce niveau record était attendu une fois tous les cent ans à l'ère pré-industrielle, avant l'augmentation exponentielle des émissions dues à l'activité humaine et responsables du changement climatique. Selon le dernier rapport de Copernicus, le service européen de surveillance du changement climatique, les sept dernières années ont déjà été les plus chaudes jamais enregistrées. 2021 ne fait pas exception en se classant à la cinquième place du podium.

▲ [RETOUR](#) ▲

La 5e limite planétaire vient d'être officiellement franchie (et tout le monde s'en fout)

Bon Pote janvier 19, 2022

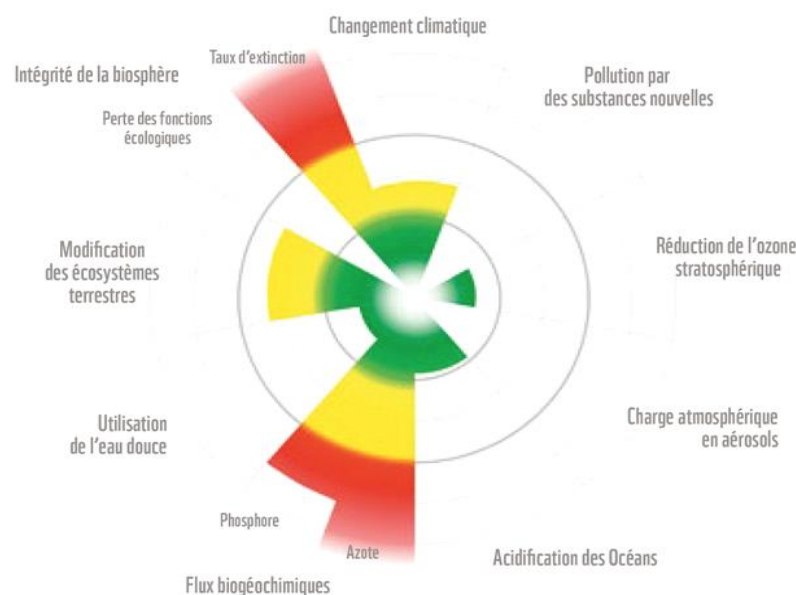


Ce 18 janvier 2022, une nouvelle catastrophe vient de tomber. Des scientifiques du [Stockholm Resilience Center](#) (SRC) confirment que nous avons franchi une 5e limite planétaire : la limite "pollution chimique" ou "introduction d'entités nouvelles dans la biosphère". La 5e, sur les 9 limites planétaires identifiées.

Cette nouvelle est pourtant complètement passée inaperçue. En France, aucun média mainstream n'y a consacré du temps, préférant débattre sur la dernière sortie de Zemmour ou sur les vacances de Jean-Michel Blanquer. Une forte impression de vivre [le film *Don't Look Up*](#), ou de revivre la sortie du rapport du GIEC, [quand les médias avaient préféré s'intéresser à Messi](#). **Nous parlons tout de même ici d'une menace de la stabilité des écosystèmes mondiaux dont l'humanité dépend.**

Qu'est-ce qu'une limite planétaire ?

Avant de rentrer dans les détails, définissons ce qu'est une limite planétaire. En 2009, Johan Rockström mène un groupe de 28 scientifiques internationaux afin d'identifier les processus qui régulent la stabilité et la résilience du système Terre. Ils proposeront une [mesure quantitative des frontières planétaires](#) dans lesquelles l'humanité peut continuer à se développer et à prospérer. Voici le résultat en 2015 :



► LE SCHÉMA DE W. STEFFEN ET SES COLLÈGUES, PUBLIÉ DANS LA REVUE SCIENCE EN 2015, RÉSUME OÙ NOUS EN SOMMES DU FRANCHISSEMENT DES LIMITES PLANÉTAIRES.

Source : figure traduite depuis Steffen et al., 2015 ; *Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet*, Science

Traduction : [Bon Pote, l'économie du Donut](#)

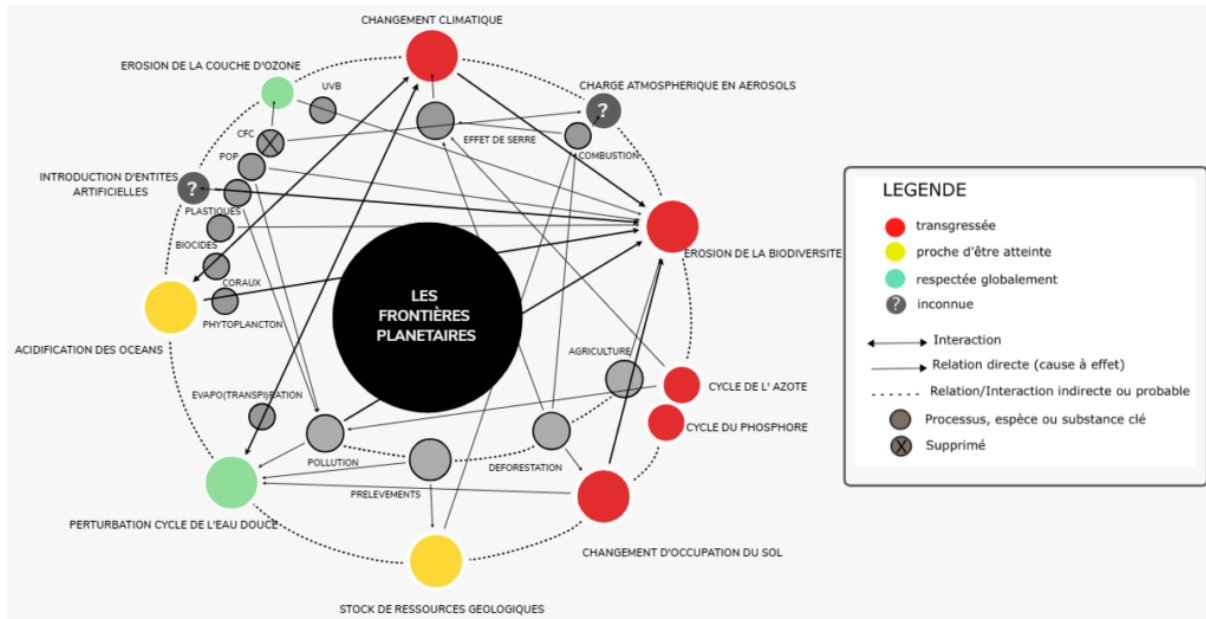
Les limites planétaires répondent donc à cette question : « **jusqu'à quelles limites le système Terre pourra absorber les pressions anthropiques sans compromettre les conditions de vie de l'espèce humaine ?** ».

Les limites planétaires ne sont pas aussi simples qu'au premier abord...

Les limites fournissent un cadre quantitatif et qualitatif assez rigoureux sur les impacts environnementaux de nos sociétés. Franchir ces frontières écologiques revient à dépasser la limite de durabilité de notre environnement, et invite à modifier nos modes de production/consommation. [Ces limites commencent à être reconnues et prises en compte](#) par de nombreux organismes et États ([ONU](#), [UE](#), [France](#)), même si elles [soulèvent des critiques](#), comme tout modèle.

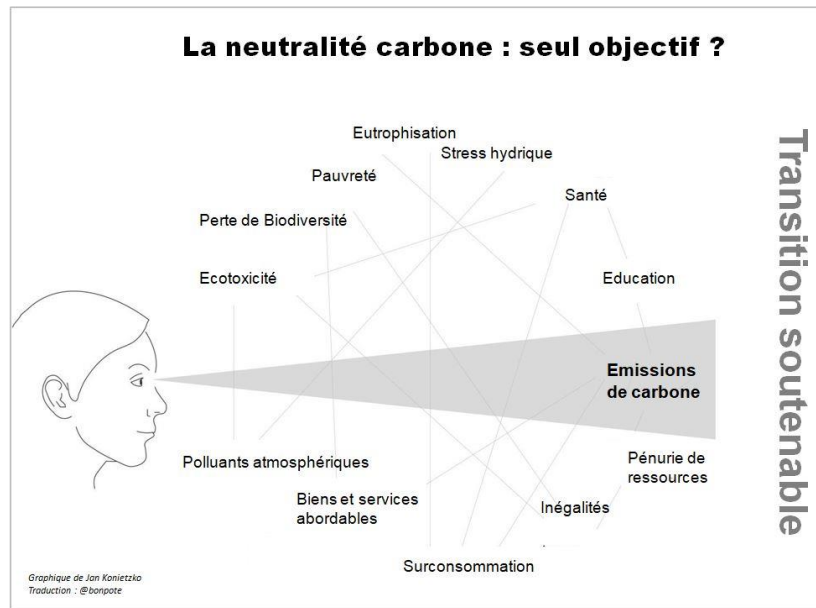
Quelques subtilités importantes à retenir :

- Comme expliqué par le SRC, “il paraît plus judicieux et prudent de définir des **frontières planétaires** (soit la valeur basse de l’incertitude, qui équivaut à un risque accru de perturbation du processus de régulation) que des limites (point de basculement ou tipping point) car les points de rupture sont imprévisibles [Zimmer, 2009], voire pratiquement inexistants dans la plupart des cas (CNRS, 2020)”.
- **Aspect systémique** : les processus de régulation interagissent et la perturbation de l’un affecte la régulation et/ou la résilience des autres. L’infographie ci-dessous permet de visualiser les interactions. Exemple : le changement climatique qui a une relation directe de cause à effet avec l’acidification des océans (dont on ne parle pas assez, et pourtant, c’est une vraie catastrophe).



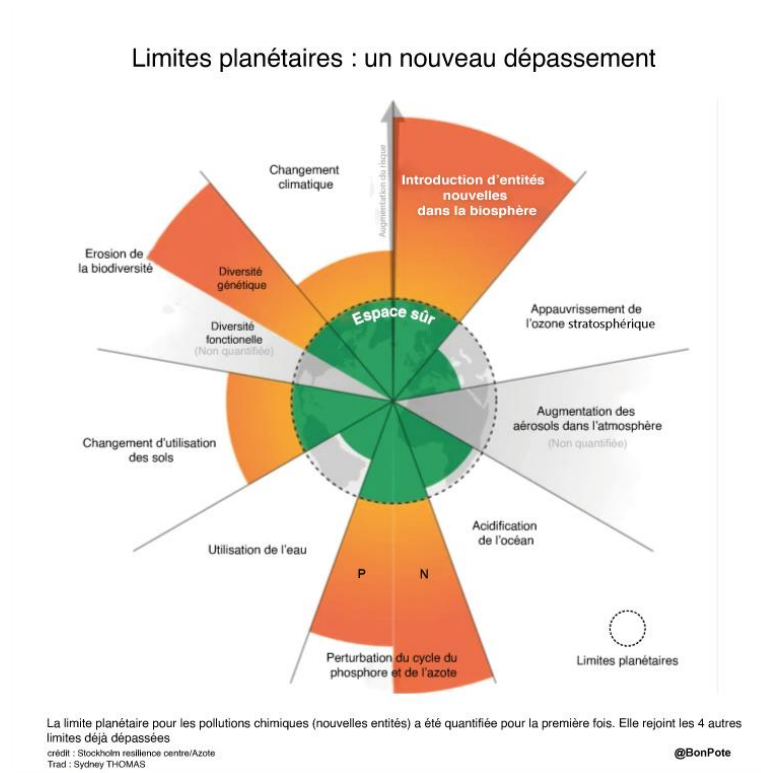
Source : [Tour d’horizon des limites planétaires, Ex naturae](#), octobre 2020

- Les limites planétaires sont encore le sujet de recherches par les scientifiques. Elles font l’objet de critiques par des spécialistes des sciences naturelles et sociales, des chercheurs en sciences humaines, ainsi que par le grand public et la communauté politique. **Personne ne sera surpris : elles démontrent que la croissance verte s’annonce “compliquée” !**
- C’est un parfait rappel que les enjeux climatiques ne concernent pas uniquement le CO2. C’est important de le rappeler, à l’heure où l’immense majorité des débats sur l’énergie en France se focalisent le mix électrique français et la guerre nucléaire vs ENR.



La 5e limite planétaire : ”pollution chimique” ou “nouvelles entités”

La cinquième limite planétaire à être officiellement dépassée est celle qu’on appelle la pollution chimique, ou les “nouvelles entités” (novel entities) – créées ou introduites par les Humains. Vous retrouvez les deux appellations utilisées, pollution chimique étant plus parlante pour le grand public (et préférée par Kate Raworth pour son donut). Grâce à leurs travaux, les chercheurs ont réussi à quantifier l’introduction d’entités nouvelles dans la biosphère et ont donc conclu qu’une nouvelle limite planétaire avait été franchie. Voici le nouveau graphique mis à jour :



Source : [Stockholm Resilience Center](https://www.stockholmresiliencecenter.org/), jan. 2022

Traduction : Sydney Thomas pour Bon Pote

Sur les réseaux sociaux, la communauté scientifique a unanimement alerté sur la gravité de la situation. Si ce n'était toujours pas clair, la réaction d'[Olivier Fontan, ancien directeur exécutif du Haut Conseil pour le Climat](#), est sans équivoque : “*on meurt étouffés de nos produits chimiques et plastiques*”.

Quelques ordres de grandeur qui donnent le vertige :

- Il existe aujourd'hui environ 350.000 différents types de produits chimiques manufacturés sur le marché. Selon Patricia Villarrubia-Gómez, **leur production a été multipliée par 50** depuis le début des années 1950, et pourrait encore tripler d'ici 2050.
- **La production de plastique a augmenté de 79% entre 2000 et 2015. 79% !!!**
- **La masse totale de plastiques sur la planète représente désormais plus de deux fois la masse de tous les mammifères vivants**, et environ 80 % de tous les plastiques jamais produits restent dans l'environnement.
- Les plastiques contiennent plus de 10 000 autres produits chimiques, de sorte que leur dégradation environnementale crée de nouvelles combinaisons de matériaux – **et des risques environnementaux sans précédent**.
- **[La production de plastiques est appelée à augmenter](#) et les prévisions indiquent que les rejets de pollution plastique dans l'environnement vont également augmenter**, malgré les efforts considérables déployés dans de nombreux pays pour réduire les déchets.



Océan de plastique

Arrêter le massacre avant qu'il ne soit trop tard

“Certains de ces polluants se retrouvent dans le monde entier, de l'Arctique à l'[Antarctique](#), et peuvent être extrêmement persistants. Nous disposons de preuves accablantes de leur impact négatif sur les systèmes terrestres, notamment la biodiversité et les cycles biogéochimiques”, a déclaré [Bethanie Carney Almoth, l'une des autrices de l'étude](#). Il est donc tout à fait possible aujourd'hui de polluer l'Antarctique et de saccager le sommet de l'Everest sans que cela n'inquiète nos dirigeants politiques.

Une chose est sûre, nous ne réalisons pas ce qu'il nous arrive. Nous avons déjà un [océan de plastique](#), mais certains voudraient produire plus, toujours plus, en espérant qu'un [miracle technologique arrive](#). Depuis malheureusement trop longtemps, les politiques et industriels trompent la population avec leur économie circulaire, [dont les limites sont connues depuis longtemps et démontrées dans la littérature scientifique](#).

Il est urgent d'arrêter de croire que l'économie circulaire est la panacée de tout. Oui, nous devons tendre vers une économie plus circulaire, avec une très nette amélioration du recyclage et de l'efficacité des processus de production. Mais Il faut surtout radicalement réduire la production menant à cette pollution chimique, notamment dans les pays du Nord. C'est une question de survie.

En d'autres termes, il n'y a rien à attendre de la croissance verte, ni de la croissance bleue, ni de l'[écologie de production](#). Doit-on vraiment attendre que les neufs limites planétaires soient franchies pour enfin comprendre que cela nous mène chaque jour un peu plus vers une catastrophe climatique et qu'il faut changer ce système capitaliste et productiviste mortifère ?

Doit-on faire confiance aux industriels, gaziers et pétroliers en tête, qui dépensent des millions en communication pour expliquer que la seule solution c'est le recyclage, et pas de réduire la production ?



"Le plastique, c'est fantastique"

Le mot de la fin

Chaque jour d'inaction climatique est une chance en plus d'avoir une mauvaise nouvelle. C'est le cas avec cette officialisation d'une 5e limite planétaire franchie, et au rythme où nous allons, il n'y a aucune raison que nous ne fassions pas un grand chelem.

Dans un monde où nous prendrions la crise écologique au sérieux, cette publication scientifique aurait fait la une de tous les journaux. Mais il y a toujours plus urgent, plus important, plus rentable que le climat. La situation est catastrophique, et l'immense majorité des médias et politiques drogués à la croissance verte ne font que l'empirer. Combien d'alertes, de rapports scientifiques, de films, de personnes en grève de la faim ou d'activistes climat en prison faudra-t-il pour que les médias s'emparent du sujet ?

Il serait temps de collectivement comprendre qu'il n'y aura pas de profit sur une planète morte et de planifier la sortie progressive des énergies fossiles, seule solution pour respecter nos engagements climatiques et [espérer limiter le réchauffement à +1.5°C](#).

▲ [RETOUR](#) ▲

Très bientôt le baril de pétrole à 100 dollars

20 janvier 2022 / Par biosphere

BIOSPHERE le point de vue des écologistes

Les prix du baril de brut pourraient bientôt dépasser 90 dollars, voire les 100 dollars. Plusieurs facteurs sont en cause, tensions géopolitiques dans plusieurs régions du globe, augmentations marginales des objectifs d'extraction de l'OPEP... mais on n'envisage pas encore la déplétion des ressources fossiles. C'est la fin de l'utopie libérale qui voulait faire de la planète un immense supermarché. Flambée des prix de l'énergie + tensions sur les matières premières + remontée des taux d'intérêt + explosion des dettes publiques et privées =

ça sent le krach boursier. Les gouvernements vont avoir la lourde tâche d'arbitrer entre réponses à effondrement des ressources, maintien du pouvoir d'achat et stabilité du système monétaire. Le triangle de l'impossible.

Adrien Pécout : L'humanité peut-elle se passer d'« or noir », essentiel à notre civilisation thermo-industrielle ? Les écologistes entendent hâter la fin du pétrole. La neutralité carbone d'ici à 2050 (Europe, Etats-Unis), 2060 (Chine), voire 2070 (Inde) s'impose face au défi climatique. Ce scénario suppose d'arrêter de brûler du pétrole, de supprimer le moteur thermique, de trouver des substituts à partir de ressources végétales, de fabriquer de l'aspirine autrement qu'à partir du benzène et du propylène, deux briques de base issues du pétrole. Tout cela posera le problème de la concurrence des terres entre les usages alimentaires et les usages non alimentaires de la biomasse. *Dans notre société, le pétrole est l'équivalent du système sanguin pour un organisme, changer le système d'irrigation énergétique suppose de modifier l'organisation des organes vitaux.* Efficacité énergétique ? Sobriété ? Si la première notion signifie une optimisation à niveau constant (meilleure isolation des bâtiments), la seconde nécessiterait de repenser plus en profondeur les rapports sociaux. Mais en pleine crise des prix de l'énergie, comment financer la transition vers une production bas carbone sans rogner sur le pouvoir d'achat des ménages, sachant que plus de 750 millions d'habitants dans le monde n'ont pas accès à l'électricité ?

Les [commentaires sur lemonde.fr](http://commentaires.sur.lemonde.fr) sont conscients des réalités ; il faudra de la sueur, du sang et des larmes pour essayer de laisser un peu quelque chose aux générations futures.

Michel SOURROUILLE : En 1892 Mendeleïev, l'inventeur de la classification périodique des éléments, présentait cet avis au tsar : « *Le pétrole est trop précieux pour être brûlé. Il faut l'utiliser comme matière première de la synthèse chimique* ». Thomas More en 1516, à propos de l'or et l'argent, écrivait : « *La nature, cette excellente mère, les a enfouis à de grandes profondeurs, comme des productions inutiles et vaines, tandis qu'elle expose à découvert l'air, l'eau, la terre et tout ce qu'il y a de bon et de réellement utile.* » On sait aujourd'hui ce qu'il en a été ! Mendeleïev, Thomas More, ce sont des points de vue éclairés que la société thermo-industrielle est incapable d'écouter. Tant pis pour elle, tant pis pour tous ceux qui croient encore que notre niveau de vie n'est pas négociable ! Demain régnera la décroissance subie, la grande crise finale... le monde post-pétrole, on commence juste à percevoir qu'il sera invivable.. même dans LE MONDE !

Benco : Je relève une citation essentielle de cet article : « on pourrait même dire qu'il est dommage de brûler un produit d'une telle complexité ». Effectivement, quand on pense au temps qu'il a fallu et à la complexité des processus que la terre a mis en œuvre pour nous offrir une matière aussi riche, on mesure bien toute l'irresponsabilité de l'espèce humaine qui s'en est servi pour des usages plus que futiles.

Alain29 : Cet article fait une erreur sociologique majeure : « l'auto-mobile » serait un progrès pour l'humanité ! Dès lors il faudrait trouver des motorisations nouvelles économes en énergie sans augmenter l'effet de serre ! Or les voitures électriques d'aujourd'hui ne font que déplacer le problème vers une électricité nucléaire ou carbonée d'une part, et des matériaux dont les batteries qui ne sont zero-carbone qu'après 30 000 km ! En quelque sorte une imposture intellectuelle !

Michel Brunet : Comme il est dit : « Beaucoup de nos concitoyens vivent dans l'utopie d'une transition écologique et énergétique heureuse qui créera des millions d'emplois, mais la réalité s'annonce différente, étant donné les technologies disponibles aujourd'hui », »

Julius : En fait, ce n'est pas une perte de pouvoir d'achat qui est en cause, c'est une disparition massive de l'offre. On ne se rend pas compte de tous les produits tirés de l'exploitation du pétrole, des produits chimiques les plus utilisés quotidiennement jusqu'au goudron des routes, des produits textiles à bas prix jusqu'à de nombreux précurseurs de médicaments les plus courants

DouceBrise : Le vrai défi, c'est la densité énergétique de très loin inégalée du pétrole, hormis par l'uranium (difficile à extraire et impossible à démocratiser au monde entier aussi vite). La transition au monde sans pétrole

sera l'équivalent de guérir un toxicomane dont le cerveau n'aurait connu aucun autre plaisir que celui de l'héroïne depuis sa naissance. Les gens sont pour la guérison sur le principe, on en reparle à la première journée de sobriété (réelle).

CED34 : La fin du pétrole est un énorme défi qui va en plus en rencontrer un autre : le problème démographique. Quand on voit aujourd'hui le nombre de gens sous-alimentés, le nombre de pays défailants et que l'on nous prédit 9.7 milliards d'habitants en 2050, c'est à dire demain, il y a de quoi vraiment s'inquiéter. Et rien n'est fait – ou si peu – pour contrer cet autre problème qui s'annonce majeur.

Krakatoe : A un moment faudra faire des choix. 200 ans qu'on vit à crédit, gavés. On consomme 3 terres par an. Intenable. Ça va piquer. La clé est dans la justice, une juste répartition, pour amortir. Et dans un autre modèle. Il y aura la sobriété. Heureuse ou malheureuse. Mais qu'on le veuille ou non, ça s'imposera. Comme pour une drogue, ça y avoir la descente. Et ça va piquer.

Attendons Godot : Sans pétrole, tout s'arrêtera. – plus de bâtiments (le ciment étant un des produits les plus énergivores. Plus de tuiles, carreaux, joints, mastic, – plus de routes (bitume) – plus de peinture – plus de vêtements en synthétique – plus de voitures (plastique, vernis, ...) – plus d'électronique (puces électroniques, cartes Électroniques) – plus d'appareils médicaux (plus de scanner, IRM, etc) – plus d'ordinateurs – plus d'électricité (les fils étant enrobés en plastique) – plus de médicaments... Regardez dans votre chambre, maison, ville. Il n'y a rien qui ne contient pas de pétrole. Honnêtement, il n'y aura plus rien. Est-ce que c'est une mauvaise chose ? Ça se discute.

Fchloe : Le plus simple (techniquement) est d'empêcher les 10% les plus riches de consommer inutilement (jet-ski, rallye, fusée de tourisme...) les ressources en attendant de trouver une éventuelle solution. Cela ne sera pas évidemment, les 50% de masse grouillante étant béate d'admiration et d'envie devant ceux-là. Le système va s'effondrer comme le fit le communisme. C'est notre seule chance en tant qu'espèce.

Friday : Sauf qu'à l'échelle mondiale, les 10% les plus riches ça représente une sacrée proportion parmi les Français, par exemple. Suffira pas de huer les patrons et les rentiers, loin de là. Bon courage

BOLAND : Et sur qui faut-il compter pour que cela aille dans le bon sens : sur les zombies incultes rivés à leurs I-phones ? sur les champions qui courent après des balles ? sur les enfants gâtés , gavés de sodas et de malbouffe? sur les traumatisés par la parano du Covid ? ou par ceux que le Covid a mis en burn-out ? C'est foutu , car le changement va être soit trop lent, soit trop brutal , et donc le crash est pour bientôt.

Enric : La réalité est que vivre une vie confortable et polluante deviendra l'apanage des plus riches, qui ne s'en priveront pas.

La Chine, mastodonte en voie de vieillissement

En 2021 la Chine a enregistré 10,62 millions de naissances selon les données officielles du 17 janvier 2022. C'est encore trop. Le taux d'accroissement naturel de la population est de 0,34 %, d'où une stabilisation prochaine mais à un niveau démographique très élevé. Ce pays reste en effet le plus peuplé du monde. Entre 1950 et 1970, la population est passée de 540 millions à 800 millions pour atteindre le chiffre vertigineux de 1 412 000 000 de personnes en 2020. La densité est élevée, de 150 hab./km² pour une moyenne mondiale de 60 hab./km² . Ce pays dispose de 10 % de la *superficie cultivable* mondiale, mais doit nourrir 18 % de la population mondiale. Quant au désir d'enfant, les Chinois sont refroidis par la hausse du coût de la vie et de l'éducation des enfants, par les difficultés de logement et surtout par les incertitudes face à l'avenir. Mais bien entendu les médias, tous natalistes, vont nous bassiner avec le vieillissement de la population chinoise. Question brûlante : fabriquer beaucoup de futurs chômeurs est-il nécessaire pour payer les retraites des personnes âgées ?

La prise en charge du troisième âge par un surplus de population mène à l'impasse. Augmenter le nombre de naissances pour « payer les retraites » par plus d'actifs (système de redistribution encore balbutiant en Chine) ne ferait que reporter le problème de financement dans le temps puisque un jour ou l'autre ces personnes supplémentaires deviendront des retraités... encore plus nombreux. C'est une pyramide de Ponzi, on veut financer les vieux avec de futurs vieux. Encore faudrait-il aussi que les actifs ne deviennent pas chômeurs, donc personnes supplémentaires à charge. Or la croissance chinoise, à base de charbon et d'exportations, est extrêmement fragile, avec des conséquences déjà très négatives au niveau social et environnemental. Le chômage menace. Toute population trop nombreuse est dans un état de surpopulation. Une population mondiale de 7,9 milliards, des Chinois au nombre de 1,4 milliards de personnes, c'est ingérable à moins d'instaurer un système totalitaire, invivable car nous nous retrouvons obligatoirement privés d'espace et de nature, et, chose qu'on oublie trop fréquemment, source de destruction de la biodiversité.

Autrefois, partout sur la planète, les personnes trop âgées pour occuper un emploi régulier restaient insérées dans l'économie domestique où les échanges familiaux l'emportaient sur les forces du marché. La coutume de la retraite socialement financée a été le résultat de l'ère de l'abondance. La fin de l'énergie abondante et bon marché signifie que de telles économies domestiques redeviendront nécessaires. La Chine n'avait pas fait l'erreur d'ignorer Malthus car elle avait maîtrisé sa fécondité, elle a fait l'erreur de promouvoir la croissance économique au prix de la destruction des communautés, de l'économie domestique et de l'environnement. De plus le gouvernement chinois a autorisé en 2015 les ménages à avoir un deuxième enfant...

Que faire ? Agir avec l'association Démographie Responsable

<https://www.demographie-responsable.org/>

▲ **RETOUR** ▲

CONFIRMATION

18 Janvier 2022 , Rédigé par Patrick REYMOND

Le gouvernement de plomb fondus, [a déclenché une grève à EDF](#), et le mur des réalités est là.

En effet, le responsable de la flambée des prix de l'électricité, c'est le marché. Cela me rappelle un de mes très vieux articles. C'est fait pour. Mais au lieu de dénoncer le mécanisme de marché, on essaie de trichoter.

Et on force EDF à vendre, à prix très réduits, de l'électricité qu'il [n'a pas ou plus](#), parce que, déjà vendu ou plus produit. Bien entendu, EDF aurait pu sans doute augmenter un peu sa production pour profiter de l'aubaine, mais c'est le voisin qui aura gain de cause. Celui qui n'existe pas, et les gogos naïfs qui croyaient au marché.

On peut aussi se demander aussi à quoi rimait le bordel au Kazakhstan ? En cas de troubles, plus personne ne profiterait d'autant de ressources. Comme en Libye, la chute de la production serait spectaculaire. Je maintiens donc mon analyse. Il y a bien un coup parti de l'étranger, mais il y a tellement longtemps, que dans le centre, Washington, on n'est sans doute même plus au courant de l'activité des agents sur place. La Turquie et l'Afghanistan ont pris position contre les troubles. Forcément, il y a sans doute la plupart des agents de la CIA, mais qui agissent dans une autonomie tellement totale qu'on a l'impression d'une nova éclatée, la lumière nous parvient, mais l'étoile, la source est morte.

Au centre, on se préoccupe d'éveil, de chiottes, de sujets qui, dans 200 ans, les feront paraître pour des débiles profonds, mais pour ces trucs, il n'y a sans doute plus de pilotes à la barre, ou alors perdus dans le troisième couloir à gauche, après le distributeur d'eau, qui veille jalousement sur son budget et à le dépenser. Pour ses collègues de bureaux, la grande question, c'est "Mais qu'est ce qu'il fait exactement ???" et "Personne ne le sait trop"...

A une époque, il se contentait d'être Gaston Lagaffe.

▲ [RETOUR](#) ▲



De nouvelles données provenant des compagnies d'assurance-vie confirment que les Américains meurent en nombre anormalement élevé

par Michael Snyder 19 janvier 2022



La mort est dans l'air. À moins que vous n'ayez vécu dans une grotte au cours des 12 derniers mois, vous savez déjà que c'est vrai. Des personnes âgées meurent, des jeunes meurent, des personnes célèbres meurent et d'innombrables Américains qui travaillent dur et qui constituent l'épine dorsale de notre économie meurent. Depuis des mois, j'écris des articles sur "le mystère des travailleurs disparus". Pour la toute première fois dans l'histoire des États-Unis, nous connaissons une grave pénurie de travailleurs valides, et c'est l'une des principales raisons pour lesquelles nous sommes confrontés aujourd'hui à une crise sans précédent de la chaîne d'approvisionnement. Des millions d'Américains qui travaillaient avant la pandémie semblent avoir "disparu" du système, et il est maintenant clair que beaucoup d'entre eux sont tout simplement morts.

Avant de parler des nouveaux numéros d'assurance-vie qui ont été révélés, je voudrais faire un bref rappel.

Au début du mois, j'ai écrit un article sur une grande compagnie d'assurance-vie de l'Indiana qui a annoncé que le taux de mortalité des personnes en âge de travailler couvertes par leurs polices était en hausse de 40 % par

rapport aux niveaux d'avant la pandémie...

Le directeur de la compagnie d'assurance OneAmerica, basée à Indianapolis, a déclaré que le taux de mortalité des personnes en âge de travailler avait augmenté de 40 % par rapport aux niveaux d'avant la pandémie.

"Nous observons, en ce moment même, les taux de mortalité les plus élevés que nous ayons vus dans l'histoire de cette activité - et pas seulement chez OneAmerica", a déclaré le PDG de la compagnie, Scott Davison, lors d'une conférence de presse en ligne cette semaine. "Les données sont cohérentes chez tous les acteurs de cette activité".

Une augmentation de 40 % du taux de mortalité est une très mauvaise nouvelle pour une compagnie d'assurance-vie, car elle gagne de l'argent lorsque les gens ne meurent pas.

En fait, M. Davison a déclaré qu'une augmentation de 40 % en une seule année "est tout simplement inouïe"...

"Pour vous donner une idée de la gravité de la situation, une catastrophe de trois sigmas ou d'une année sur 200 correspondrait à une augmentation de 10 % par rapport à la situation pré-pandémique", a-t-il déclaré. "Donc 40 %, c'est du jamais vu."

Les remarques de Davison ont provoqué une onde de choc sur Internet, car elles constituaient l'une des premières preuves tangibles confirmant le fait que les Américains meurent en nombre anormalement élevé.

Mais bien sûr, il allait être extrêmement important que d'autres compagnies d'assurance-vie confirment qu'un changement aussi spectaculaire avait bien lieu, et c'est ce qui commence à se produire.

Selon Reuters, les sommes versées par les compagnies d'assurance-vie mondiales ont absolument explosé au cours des trois premiers trimestres de 2021...

L'industrie mondiale de l'assurance-vie a été frappée par des sinistres déclarés dus au COVID-19 de 5,5 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2021, contre 3,5 milliards de dollars pour l'ensemble de 2020, selon le courtier d'assurance Howden dans un rapport du 4 janvier, alors que l'industrie s'attendait à des versements moins élevés en raison du déploiement des vaccins.

"Nous avons définitivement payé plus que ce que j'avais prévu au début de l'année dernière", a déclaré Klaus Miller, membre du conseil d'administration de Hannover Re.

Supposons que les demandes d'indemnisation du quatrième trimestre de 2021 soient arrivées au même rythme que celles des trois premiers trimestres de 2021.

Cela ajouterait encore 1,83 milliard de dollars, et cela nous donnerait un grand total de 7,33 milliards de dollars pour l'année.

Wow.

Donc, en gros, la somme d'argent que les compagnies d'assurance-vie mondiales verseront pour 2021 sera environ le double de ce qu'elles ont versé pour 2020.

Inutile de dire que cela suggère que le taux de mortalité des personnes couvertes par ces polices a grosso modo doublé.

Dans ce même article, on apprend qu'une compagnie d'assurance-vie a vu ses demandes d'indemnisation en

Amérique plus que tripler au cours du troisième trimestre...

L'assureur néerlandais Aegon, qui réalise les deux tiers de ses activités aux États-Unis, a déclaré que ses sinistres sur le continent américain au troisième trimestre s'élevaient à 111 millions de dollars, contre 31 millions de dollars un an plus tôt.

Ce n'est pas normal.

Mais vous le saviez déjà.

Reuters nous dit que les sinistres de MetLife et Prudential ont également "augmenté", mais on ne nous a pas donné de chiffres précis pour ces deux géants de l'assurance...

Les assureurs américains MetLife (MET.N) et Prudential Financial (PRU.N) ont également déclaré que les demandes d'indemnisation au titre de l'assurance-vie avaient augmenté. L'assureur sud-africain Old Mutual (OMUJ.J) a utilisé une plus grande partie de ses provisions pour pandémie pour payer les sinistres et le réassureur Munich Re a augmenté son estimation des sinistres vie et santé COVID-19 pour 2021, passant de 400 à 600 millions d'euros.

Nous avons donc maintenant une confirmation solide.

Beaucoup de gens sont vraiment en train de mourir.

Fait intéressant, une enquête entièrement distincte menée par The Epoch Times a également montré que les décès étaient anormalement élevés en 2021. Ils ont analysé les données des certificats de décès du CDC, et ils sont arrivés à la conclusion que le nombre de décès chez les Américains âgés de 18 à 49 ans "a augmenté de plus de 40 % au cours des 12 mois se terminant en octobre 2021 par rapport à la même période en 2018-2019"....

Les départements de la santé de plusieurs États ont confirmé à The Epoch Times qu'ils se penchent sur une forte hausse du taux de mortalité des personnes âgées de 18 à 49 ans en 2021 - dont une majorité n'est pas liée au COVID-19.

Les décès chez les personnes âgées de 18 à 49 ans ont augmenté de plus de 40 % au cours des 12 mois se terminant en octobre 2021 par rapport à la même période en 2018-2019, avant la pandémie, selon une analyse par The Epoch Times des données des certificats de décès des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC).

Cette information fait l'effet d'une bombe.

Les Américains meurent en nombre énorme, et cette tendance va presque certainement se poursuivre tout au long de l'année à venir.

La plupart d'entre vous qui lisez cet article connaissent des personnes qui sont mortes au cours des 12 derniers mois. Chaque fois que j'apprends qu'une personne que je connaissais personnellement est décédée, cela m'attriste profondément. Ce dont nous sommes témoins est une grande tragédie, et beaucoup d'autres décès se profilent à l'horizon.

Chaque instant qui nous est donné est un cadeau précieux, et nous devons donc nous efforcer de tirer le meilleur parti de chaque jour.

Beaucoup de gens pensent qu'ils vivront jusqu'à un âge avancé, mais ce n'est pas toujours vrai.

En 2021, d'innombrables Américains sont morts de façon inattendue, et d'autres mourront également en 2022.

▲ [RETOUR](#) ▲

Le gouverneur de la Banque de France alerte sur la dette publique !

par [Charles Sannat](#) | 20 Jan 2022



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Voilà que Monsieur le Gouverneur de la Banque de France, et ce n'est quand même pas rien, s'inquiète de la dette publique.

Le Point titre d'ailleurs : l'alerte du gouverneur de la Banque de France

Que nous dit le Sieur François Villeroy de Galhau et mamamouchi grand argentier de notre pays ?

Qu'une « hausse d'un point de pourcentage des taux d'intérêt coûterait » au bout de dix ans 39 milliards d'euros par an » aux finances publiques françaises. Or, une telle hausse qui représente l'équivalent du budget de la Défense « n'a rien d'un scénario extrême, au contraire », selon le gouverneur, qui n'a pas fixé d'horizon temporel pour un relèvement du loyer de l'argent ».

Alors notre camarade mamamouchi en chef et gardien des ruines du Temple Monétaire de notre pays, vient juste de vous expliquer que 1 % de taux en plus c'est 40 milliards en gros.

Pour vous le dire autrement, les taux en France pour l'Etat sont à 0 !

Donc si nous passons de 0, à 1 % (comme votre Livret A) cela coûtera à notre pays 40 milliards d'euros.

Ce qui est bien c'est que cela nous donne une base de réflexion et de calcul pour faire de l'économie de grenier normand.

Attendez j'appelle mes deux poules.

Neige, Charbon, venez là, j'ai besoin de votre expertise.

Ha, les voilà.

Salut les filles, dites-moi, vous pouvez me faire quelques simulation de coût de la dette basée sur les chiffres du mamamouchi de la Banque de France.

Et voilà le résultat donné par mes poules.

Si les taux sont à 2 % alors c'est 80 milliards.

Si les taux sont à 3 % alors c'est 120 milliards.

Si les taux sont à 4 % c'est 160 milliards.

A partir de 5 % mes poules refusent tout net de calculer.

Vous savez pourquoi ?

Parce que Neige et Charbon, savent que nous n'atteindrons jamais 5 % de taux.

Vous savez pourquoi ?

Parce que nous aurons fait faillite largement avant pardi !

Et mes poules ne se trompent jamais !

En fait à 2 % la France fait déjà sauter la banque (de France) et à 3 % il y aura du sang sur les murs et des cadavres d'endettés dans les rues !

En gros le seuil de couinement est à 2 %.

Conclusion, les taux n'iront pas au-delà des 2 %, s'ils vont au-delà, attachez vos ceintures, ouvrez vos parachutes et courez tous aux abris, car, ce sera la faillite.

Le soucis c'est l'inflation qui monte...

« Ce rythme devrait, selon la Banque de France, redescendre d'ici à la fin de 2022, à moins de 2 % pour la France, mais « si l'inflation devait s'avérer plus persistante, n'ayez aucun doute que nous, Eurosysteme et conseil des gouverneurs de la BCE, aurons la volonté et la capacité d'adapter plus vite notre politique monétaire », a déclaré François Villeroy de Galhau devant les étudiants de l'université de Paris-Dauphine ».

Mais si on ne peut pas trop monter les taux, comment faire alors pour lutter contre l'inflation ? La solution sera dans les outils non-conventionnels que j'évoque dans le dossier STRATEGIES du mois de décembre.

Le gouverneur reste tout de même très pessimiste et il faut l'entendre.

« Dans la perspective d'un relèvement des taux, le gouverneur affirme qu'une « simple stabilisation » de la dette publique « n'est pas soutenable » en France, « parce qu'il serait irresponsable de parier sur le maintien du niveau extrêmement favorable des taux d'intérêt aujourd'hui ». Or « le débat public voit aujourd'hui se multiplier les propositions de dépenses nouvelles ou de baisses d'impôts supplémentaires », a-t-il ajouté.

Pour ramener en dix ans le niveau de la dette publique en dessous de 100 % du PIB, contre environ 115 % aujourd'hui, le gouverneur mise sur la croissance et sur une « meilleure efficacité et maîtrise de nos dépenses publiques ». François Villeroy de Galhau se dit convaincu que la modernisation du service public « n'est pas incompatible avec sa capacité de performance et d'innovation ».

Bon, y en a qui vont se faire dégraisser, drôle de régime, dans les administrations, c'est cela que ça veut dire. Austérité et hausses d'impôts, parce que côté croissance, cela va être compliqué.

Si la crise sanitaire touche à sa fin, alors la crise financière va prendre le relais, et nous n'avons pas fini de pleurer et d'affronter des difficultés.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Covid, fin des restrictions en Angleterre, appel du ministre de l'économie israélien, en Espagne etc...



Certains pays commencent aussi bien à changer le narratif autour de la vaccination que leur stratégie de lutte contre l'épidémie.

En réalité, il n'y a plus de stratégie de lutte contre l'épidémie, pour une raison simple.

Omicron est tellement contagieux que seul un confinement très dur et très durable pourrait éventuellement ralentir sa propagation.

Mais, est-il dangereux ?

C'est là la véritable question. Si nous luttons comme il y a deux ans contre un virus qui fait 3,5 % de morts et qui embolise les services hospitaliers ce n'est pas la même chose que de lutter contre un virus qui n'est pas plus mortel, cette fois-ci, qu'une grippe. D'après les informations disponibles. Du coup, on laisse passer l'épidémie.

Pour certains pays, même tester n'a plus de sens. Si on ne teste plus, alors tout y passe, y compris les passes sanitaires ou vaccinaux. C'est ce qu'il commence à se passer au Royaume-Uni, ce qui est évoqué en Espagne ou encore en Israël.

Nous sommes face à une inflexion dans l'épidémie, et nous espérons tous que ce soit la fin d'un monde de restrictions, d'un monde étouffant et le début d'une période où nous pourrions sortir, nous prendre dans les bras, vivre, chanter, boire et danser.

Charles SANNAT

« Il n'y a aucune logique médicale ou épidémiologique dans le pass sanitaire »

Le ministre des Finances Avigdor Lieberman a appelé mardi à mettre fin à l'utilisation généralisée du « passeport vert » prouvant la vaccination contre le coronavirus pour entrer dans certains lieux.

« Il n'y a aucune logique médicale ou épidémiologique dans le pass sanitaire et de nombreux experts s'accordent à le dire », a-t-il déclaré.

« Il y a cependant un préjudice direct à l'économie, aux opérations quotidiennes et une contribution non négligeable à la panique quotidienne au sein du public », a-t-il affirmé.

M. Lieberman a indiqué qu'il travaille avec « toutes les autorités » afin de mettre fin au pass sanitaire et de « maintenir une routine de vie normale pour tous. »

▲ [RETOUR](#) ▲

La montée en puissance de la Chine... et ce qu'elle signifie pour le monde

par Doug Casey 19 janvier 2022



L'homme international : Lee Kuan Yew, l'ancien dirigeant de Singapour, a dit un jour :

"L'ampleur du déplacement de l'équilibre mondial par la Chine est telle que le monde doit trouver un nouvel équilibre.

Il n'est pas possible de prétendre qu'il s'agit simplement d'un autre grand acteur. C'est le plus grand acteur de l'histoire du monde."

Quel est votre point de vue ?

Doug Casey : La Chine a réuni 1,4 milliard de personnes en une seule entité politique, alors bien sûr, elle a beaucoup de poids. Mais le simple fait d'avoir des masses de personnes sous votre contrôle politique ne signifie plus autant qu'avant.

Sans les réformes entreprises par Deng Xiaoping à partir de 1980, la Chine ne serait toujours pas une entité frappée par la pauvreté. Dans le monde moderne, les masses de paysans non éduqués et désespérément pauvres sont davantage un handicap qu'un atout. Deng a transformé l'économie chinoise en quelque chose qui fonctionne à peu près comme celle de l'Occident. Mais aujourd'hui, Xi Jinping semble revenir à la philosophie du président Mao, avec un contrôle beaucoup plus centralisé. C'est très négatif pour le pays.

Deuxièmement, la démographie de la Chine est horrible. La femme moyenne d'aujourd'hui n'a que 1,4 enfant. Il faut s'attendre à de faibles taux de reproduction lorsqu'une société s'urbanise. Mais la Chine a également appliqué une politique draconienne de l'enfant unique à partir de 1980, qui n'a pris fin qu'en 2015. Cela, et le fait que les Chinois préfèrent les mâles pour des raisons culturelles, a aggravé le phénomène.

Peu de gens en Occident réalisent qu'en raison de ces facteurs, la population chinoise est en forte baisse. Les projections de l'ONU - qui ne valent pas grand-chose mais sont tout de même intéressantes - indiquent que d'ici la fin du siècle, leur population pourrait s'effondrer à 600 ou 700 millions d'habitants. Et comme il s'agira principalement de personnes âgées, la population ne va pas rebondir rapidement.

Je me demande vraiment si le miracle économique de la Chine de ces 40 dernières années va se poursuivre. Peut-être même va-t-il s'inverser. La raison en est que l'énorme transformation de la Chine est le résultat de son adoption de certains aspects de la civilisation occidentale, qui a fait des États-Unis et de l'Europe occidentale des pays différents et meilleurs que tous les autres pays de l'histoire mondiale.

Je pense qu'il y a au moins 12 caractéristiques qui sont à la base de l'Occident. Il s'agit de la libre pensée, de la liberté d'expression, des marchés libres, des droits de propriété, d'un gouvernement limité, de l'individualisme, de la rationalité, de la liberté individuelle, du concept de progrès, de la vie privée, de l'État de droit et de l'esprit d'entreprise.

Partout, les humains comprennent leur valeur et y adhèrent sporadiquement, bien sûr ; sans eux, la civilisation est impossible. Mais seul l'Occident les a intégrés à lui-même, en tant que principes. C'est ce qui nous a rendus uniques.

J'aurais encore beaucoup à dire sur ce sujet. J'ai prononcé plusieurs discours sur ce sujet, et sur la façon dont la civilisation occidentale elle-même est en train de disparaître, mais je n'ai jamais écrit d'article à ce sujet. Je le ferai bientôt.

L'homme international : Depuis 2013, la Chine travaille sur son initiative Belt and Road, qui s'étend de l'Asie de l'Est à l'Europe. Il s'agit principalement d'un réseau commercial de ports maritimes et de voies ferrées contrôlé par Pékin, qui rappelle l'ancienne route de la soie. Jusqu'à présent, plus de 100 pays ont adhéré à cette initiative massive de commerce et d'infrastructure.

Quelles sont ses implications géopolitiques et économiques ?

Doug Casey : À court terme, elle a généré beaucoup de profits pour les entreprises chinoises et de l'emploi pour les travailleurs chinois qui construisent ces choses. Les locaux sont principalement engagés comme coolies, ce que je trouve amusant et ironique.

Tout le monde en Occident semble penser que les Chinois vont conquérir le monde. Si je reconnais l'ascension hyperbolique de la Chine au cours des 40 dernières années, je me demande si Belt and Road ne sera pas un énorme dépassement. Elle pourrait se retourner contre nous pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, les avantages de l'initiative "la Ceinture et la Route" sont essentiellement politiques. Elle est planifiée et gérée sur la base de la politique, bien plus que de l'économie. Il s'agit essentiellement d'un gâchis gouvernemental, le plus important de l'histoire. La construction d'infrastructures dans des pays instables du tiers-monde est généralement un pari nul pour de nombreuses raisons ; elle risque d'être scandaleusement peu rentable. Cela pourrait conduire à la faillite de nombreuses banques et sociétés chinoises impliquées dans ce projet.

Deuxièmement, de nombreux pays commencent à y voir un néocolonialisme chinois. Je pense que les indigènes vont trouver les Chinois des maîtres coloniaux bien plus désagréables que les Européens. Entre autres choses, des quantités massives de Chinois immigreront en Afrique. C'est une formule garantie de conflit.

Je soupçonne que cela va mal se terminer pour les Chinois sur le plan politique et économique, surtout en Afrique, qui ne produit rien d'autre que des matières premières et des gens pauvres. Lorsque les Européens et les Américains cesseront d'envoyer des milliards de dollars de capitaux, de technologies et de nourriture sur le continent noir, les progrès qu'il a réalisés s'inverseront, car ses mœurs politiques et culturelles sont sans espoir. C'est pourquoi les infrastructures dans la plupart des endroits au sud du Sahara - chemins de fer, routes, voies navigables, services publics, etc. - se sont effondrées dans les années qui ont suivi le départ des Européens, malgré des milliards de dollars d'aide et d'investissement. Vous pouvez voir ce qui se passe actuellement en Afrique du Sud, qui est de loin le pays le plus avancé du continent. Les Chinois auront encore moins de succès que les Européens.

La nomenklatura politique locale a largement profité des pots-de-vin et de la corruption dans les premières étapes des projets de "Belt and Road". Une fois qu'ils auront été chassés du pouvoir, d'une manière ou d'une autre, et qu'ils se seront retirés dans des manoirs en France ou en Suisse, les nouveaux gouvernements seront mécontents des restes de table et de la propriété unilatérale des Chinois. Ils essaieront de donner une leçon aux Chinois, et ces derniers devront leur donner une contre leçon.

Les Chinois pourraient finir par être impliqués dans de nombreuses guerres larvées. Je m'attends à voir l'Armée rouge agir de la même manière que les Marines américains en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Bien sûr, les États-Unis s'immisceront inutilement dans tout cela, augmentant ainsi les chances d'une conflagration mondiale.

L'homme international : Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis sont la puissance dominante dans le monde.

L'hégémonie américaine dans le monde va-t-elle se poursuivre ?

Doug Casey : La réponse est non.

La raison principale est peut-être qu'il y a eu un changement radical, une dégradation de la culture américaine. Les États-Unis ne sont plus le pays qu'ils étaient. Ils sont devenus un empire domestique multiculturel, qui est intrinsèquement instable et dysfonctionnel. Les États-Unis sont passés du statut de phare de la liberté à celui de poubelle politique hautement taxée et réglementée. J'hésite à dire que c'est un État policier pour l'instant. Mais ils se dirigent dans cette direction.

En d'autres termes, les choses qui ont fait la différence et la grandeur des États-Unis sont en train de disparaître. Les douze choses que j'ai énumérées plus tôt sont en train de disparaître. À ce stade, ils ne valent guère mieux que n'importe lequel des 200 autres États-nations qui couvrent la surface du globe comme une maladie de peau.

La seule chose dont dispose le gouvernement américain qui fonctionne encore plus ou moins bien est son armée. Mais l'armée américaine est en fort déclin. Et personne n'aime ou même ne respecte un pays qui base une grande partie de son pouvoir sur l'armée.

Nous générons de la haine dans le monde entier. Il fut un temps où tout le monde aimait l'Amérique. Avec des troupes et des opérations de "renseignement" actives dans une centaine de pays dans le monde, cela a changé. Le monde en est venu à ne pas aimer et à ne pas respecter le gouvernement américain. Les Américains semblent penser que c'est toujours Paris après le Jour J. C'est loin d'être le cas.

Pendant ce temps, le gouvernement américain lui-même est confronté à la faillite, comme beaucoup de ses citoyens. La situation a été masquée, pour ainsi dire, par l'impression de milliers de milliards de dollars, en particulier au cours des deux dernières décennies. L'acceptation internationale du dollar américain a été d'une importance capitale pour la domination économique américaine. L'exportation de plus de mille milliards de dollars par an en échange de richesses réelles a permis d'augmenter artificiellement le niveau de vie national de façon considérable.

Mais le dollar est devenu une autre monnaie fiduciaire irrécupérable. Quand il s'effondrera, cela créera un tourbillon de haine et de chaos partout.

Donc, tous les dominos sont alignés dans le mauvais sens.

Je crains que les États-Unis ne continuent sur leur lancée - certainement pour les trois prochaines années, tant que les Jacobins actuels seront au pouvoir à Washington DC, essayant d'accélérer ces tendances, et non de les inverser.

L'homme international : Que vont faire les États-Unis face à la montée en puissance de la Chine ?

Doug Casey : Posons également la question suivante : Que devraient faire les États-Unis face au fait que le soleil va se lever demain matin ?

Il y a quelques années, un concept appelé le piège de Thucydide est devenu un mème basé sur un livre écrit par Graham Allison. Son postulat historique de base était que les puissances en déclin attaquent généralement les puissances montantes tant qu'elles le peuvent encore, tant qu'elles sont encore fortes et qu'elles peuvent encore gagner.

Les États-Unis sont définitivement en déclin. Les Chinois sont en pleine ascension. Bien que, comme je l'ai déjà dit, je pense que l'on peut se demander combien de temps cette tendance va persister. En plus des problèmes de la Ceinture et de la Route, leur système bancaire est au bord de l'effondrement, tout comme leur économie de bulle construite sur les exportations et la spéculation immobilière. Tout cela pourrait s'effondrer, même si Xi devient l'hégémon mondial. Dans vingt ans, nous pourrions voir la Chine se transformer en une demi-douzaine de satrapies dirigées par des seigneurs de la guerre, comme c'était le cas il y a seulement cent ans.

À mon avis, le grand danger est la confrontation entre les États-Unis et la Chine dans la mer de Chine méridionale. Peu importe que cela ne nous regarde pas ; Washington estime qu'il doit montrer à Pékin qui est le patron. Un deuxième danger est que la Chine tente de s'emparer de Taïwan, même si je ne pense pas que ce soit le cas, car elle a beaucoup à perdre et relativement peu à gagner. Encore une fois, ce n'est pas notre affaire. À long terme, l'Afrique sera un champ de bataille.

Même s'il n'y a pas de guerre chaude, les États-Unis utiliseront probablement des barrières commerciales pour punir les Chinois. Si les Chinois sont incapables d'exporter vers les États-Unis et les pays qu'ils contrôlent, ils auront une véritable crise économique sur les bras. Ils se sentiront obligés de réagir.

Les guerres commerciales sont très dangereuses. Regardez la Seconde Guerre mondiale. Les Japonais n'ont pas attaqué Pearl Harbor parce qu'ils voulaient une guerre avec les États-Unis, mais parce que les États-Unis, qui étaient leur principal fournisseur de pétrole et d'autres matières premières, leur ont coupé les vivres. Ils ont estimé qu'ils n'avaient pas d'autre choix que d'attaquer tant qu'ils le pouvaient encore. Une version de ce phénomène pourrait se produire avec les Chinois.

Ajoutez à cela le fait que lorsque les choses se compliquent dans un pays, les gouvernements aiment toujours trouver un étranger à blâmer afin d'unir le peuple et de détourner l'attention des problèmes internes. L'un des deux pays, ou les deux, pourraient faire cela.

La situation est sombre pour les deux pays. Mais probablement pire pour les États-Unis. Une guerre chaude se déroulerait près de la Chine, qui aurait un énorme avantage sur le terrain - lisez un tas de porte-avions américains coulés. Pendant ce temps, la Chine remporte une victoire écrasante dans le cyberspace, grâce à des cyberattaques subreptices et à l'utilisation des médias sociaux à des fins de guerre psychologique. Des plateformes comme TikTok sont dirigées par l'intelligence artificielle pour inculquer subtilement des valeurs destructives aux États-Unis, mais des valeurs constructives aux Chinois chez eux. Les Chinois sont réputés pour leur capacité à jouer sur le long terme. Ils savent que les périodes fastes sont propices aux hommes doux et que les périodes difficiles sont propices aux hommes durs.

L'homme international : La Chine a fait d'énormes progrès en matière de technologie, de commerce, etc.

La plupart de ces progrès ont été réalisés grâce à l'argent facile et à une dette astronomique.

Dans quelle mesure la Chine est-elle mieux lotie que l'empire américain en déclin ?

Doug Casey : Une grande partie de la réponse peut se résumer à une question de timing.

Comme je l'ai déjà dit, la Chine de Xi s'éloigne des politiques qui lui ont apporté tant de prospérité au cours des 40 dernières années.

Je m'empresse de souligner que la Chine "communiste" n'est pas, en fait, communiste. Et elle ne l'a pas été pendant 40 ans. Son système économique est un corporatisme d'État, ou fascisme, très proche du modèle de Mussolini. Il est étonnamment similaire à notre propre système, bien que le contrôle soit beaucoup plus autoritaire et descendant. Malheureusement, nous allons dans leur direction, nous éloignant du vrai capitalisme, alors même que Xi essaie de se transformer en un nouveau Mao.

Pour résumer, financer l'initiative "Belt and Road", construire des villes au milieu de nulle part pourrait détruire le système bancaire chinois. Le système bancaire chinois a été construit par un milliard de M. et Mme Wus, épargnant 50 % de leurs revenus. Si la Chine connaît un chômage massif, ce qui sera certainement le cas s'il y a une guerre commerciale, Mme Wu ne va pas épargner, elle va se retirer. Et elle sera très malheureuse si elle ne reçoit pas ses yuans ou s'ils ne valent plus rien à cause de l'inflation.

Je parie que l'avenir à moyen terme de la Chine est sombre. En fait, peut-être même plus sombre que celui des États-Unis, ce qui n'est pas peu dire. Nous ne nous en rendons tout simplement pas encore compte, en partie parce que les informations en provenance de Chine sont sommaires et très contrôlées politiquement, et en partie parce que nous sommes tellement préoccupés par nos propres problèmes très graves.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment prévenir les crises économiques ?

rédigé par [Frank Shostak](#) 19 janvier 2022

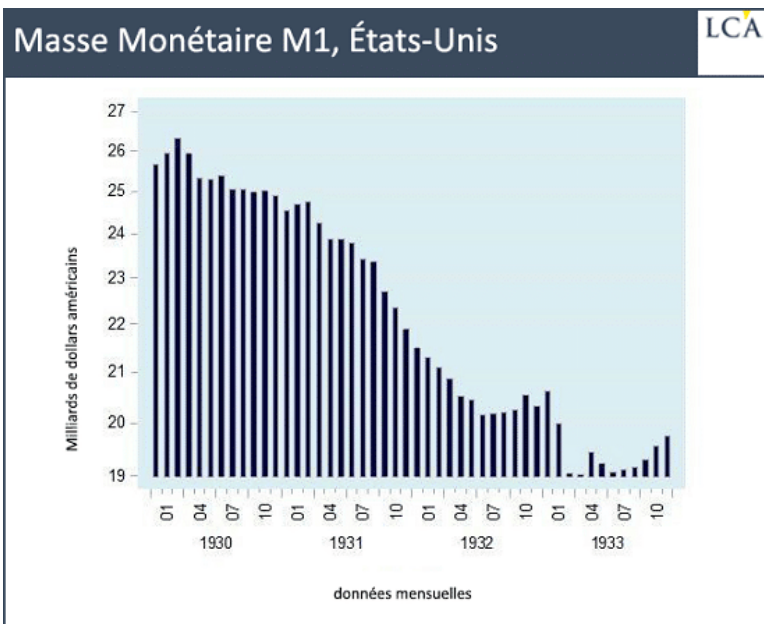


La Fed a-t-elle été en partie responsable de la Grande Dépression qui a frappé les Etats-Unis dans les années 1930 ? Si c'est le cas, elle pourrait très bien causer une nouvelle dépression de la même ampleur, en appliquant les mêmes méthodes...

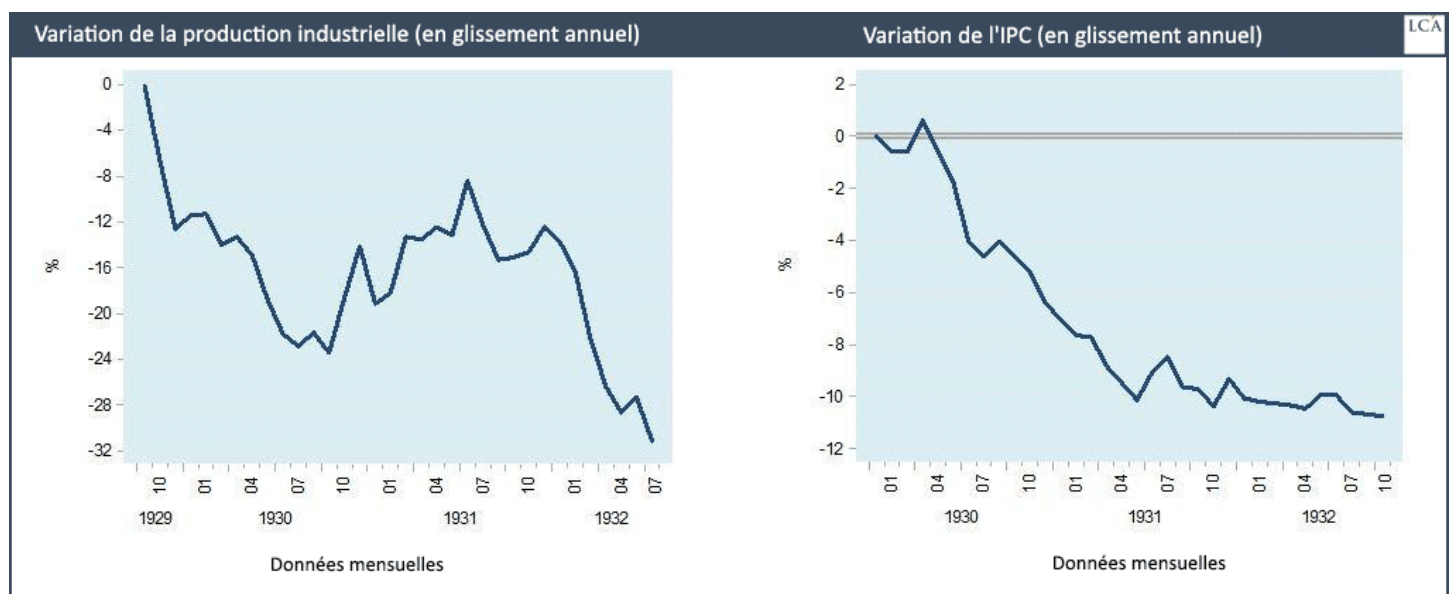


Dans ses écrits, Milton Friedman, le chef de file du courant monétariste, a accusé les banques centrales d'être responsables de la Grande Dépression des années 1930. Selon Friedman, la Réserve fédérale n'a pas injecté suffisamment de liquidités dans le système bancaire pour éviter l'effondrement de la masse monétaire.

Cela explique, d'après Friedman, que la masse monétaire M1 (comprenant les billets, pièces et comptes en banques les plus liquides), qui s'élevait à 26,34 Mds\$ en mars 1930, soit tombée à 19 Mds\$ en avril 1933, soit une baisse de 27,9%.[1]



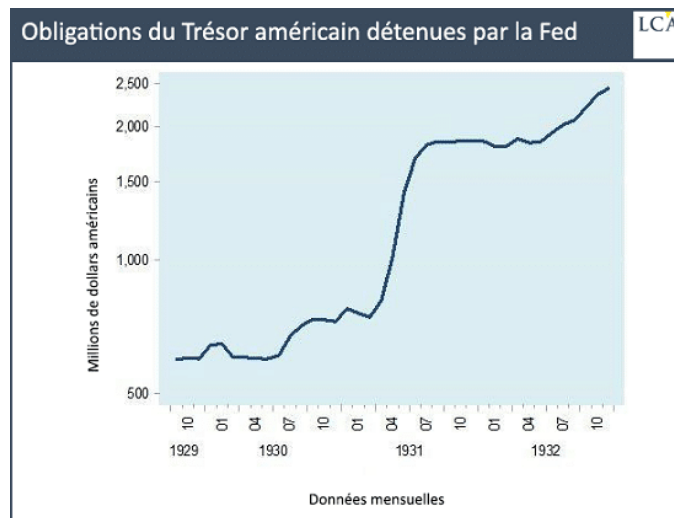
Toujours d'après Friedman, en raison de la chute de la masse monétaire, la croissance économique s'est effondrée. En juillet 1932, la production industrielle avait chuté de plus de 31% en glissement annuel (cf. graphique de gauche ci-dessous). De même, l'indice des prix à la consommation (IPC) s'était écroulé. Au mois d'octobre 1932, l'IPC était ainsi en baisse de 10,7% en glissement annuel (cf. graphique de droite).



Cependant, un examen plus approfondi des données historiques indique que la Fed menait en réalité une politique monétaire extrêmement laxiste pour tenter de relancer l'économie.[2]

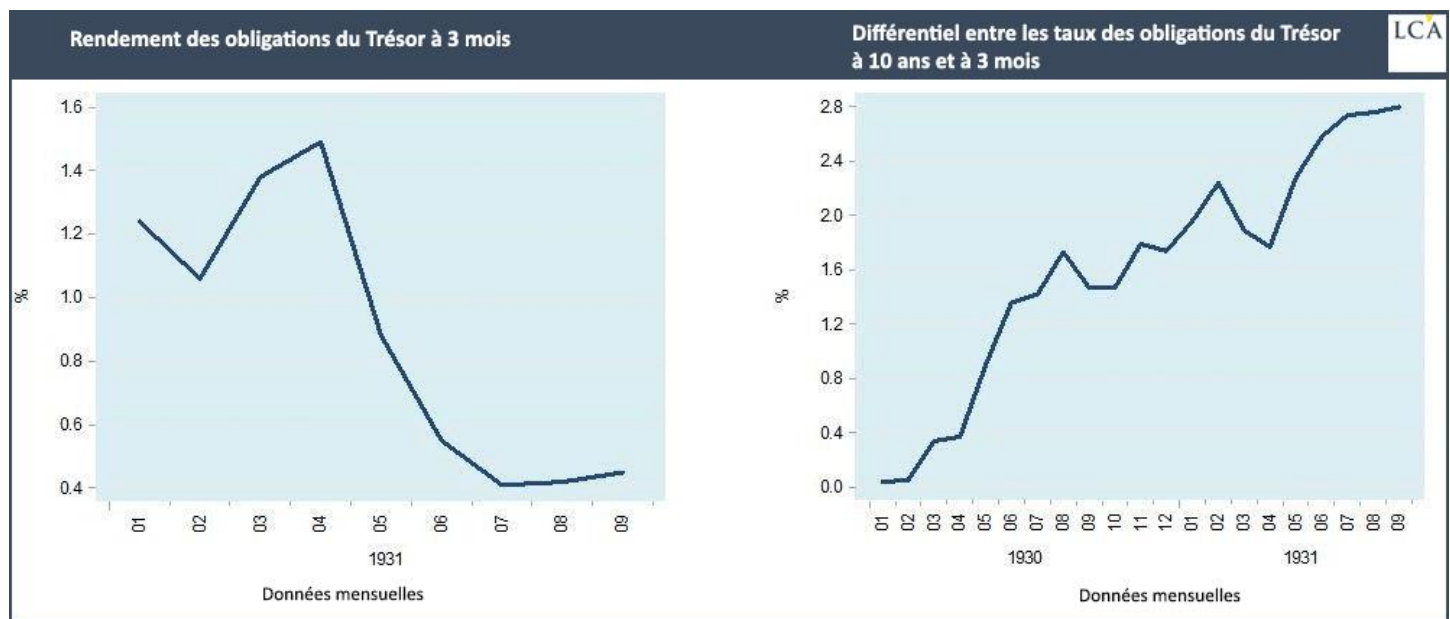
Une accumulation de bons du Trésor à la Fed

Le montant des avoirs de la Fed sous la forme d'obligations du Trésor américain illustre bien l'ampleur des injections monétaires réalisées. En octobre 1929, la Fed détenait pour 615 M\$ en obligations du Trésor américain. A la fin du mois de décembre 1932, ce chiffre s'était envolé pour atteindre 2,432 Mds\$, soit une augmentation de 295%.



De plus, le taux des obligations du Trésor américain à trois mois est passé de quasiment 1,50% en avril 1931 à 0,4% en juillet 1931 (cf. graphique de gauche ci-dessous).

L'écart croissant entre les taux de rendement des obligations du Trésor à 10 ans et à 3 mois constitue un autre indicateur du laxisme de la politique monétaire de la Fed. Cet écart est passé de 0,04% en janvier 1930 à 2,80% en septembre 1931 (cf. graphique de droite ; une courbe des taux ascendante constitue l'indicateur d'une politique monétaire laxiste).



La chute brutale de la masse monétaire au cours des années 1930-1933 ne signifie pas que la Réserve fédérale n'aurait pas essayé d'injecter des liquidités. Au contraire, le déclin de la masse monétaire fut le résultat d'une contraction du stock d'épargne provoquée par les politiques monétaires laxistes mises en place précédemment par la Fed.

La courbe des taux d'inverse

L'évolution de la courbe des taux entre 1920 et 1924 met en évidence le laxisme de la politique monétaire de la Fed : l'écart de rendement est passé de -0,67% en octobre 1920 à 2% en août 1924.

Puis l'inversion de la politique de la Fed, qui explique que l'écart de rendement soit passé de 2% en août 1924 à -1,45% en mai 1929, a finalement fait éclater la bulle monétaire qui s'était formée.



De plus, au cours de certaines périodes, les injections monétaires étaient tout bonnement massives, ce qui contredit l'affirmation de Friedman. Par exemple, le taux de variation annuel de la masse monétaire M1 est passé de -12,6% en septembre 1921 à 11% en janvier 1923. Puis, de -0,4% en février 1924, le taux de variation annuel de la M1 s'est accéléré pour atteindre 9,8% en février 1925. De telles injections monétaires constituaient un échange à grande échelle de monnaie créée *ex nihilo* contre des ressources réelles.

Les importantes injections de liquidités ont entraîné un détournement des richesses générées par les activités productives vers diverses activités non productives qui ont émergé à l'aide de la politique monétaire laxiste. Ce détournement de richesse a entraîné l'épuisement des réserves d'épargne (qui comprend les stocks de biens de consommation finale).

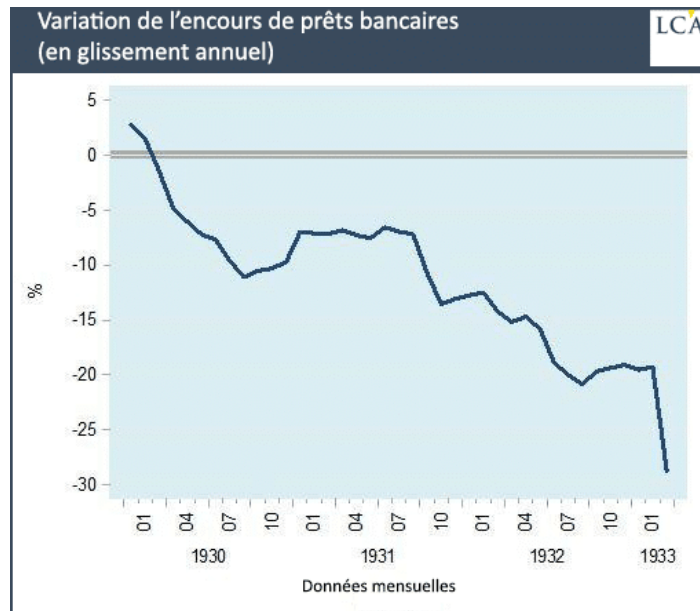
Tant que l'épargne s'accroît et que les banques restent désireuses de distribuer davantage de crédits, diverses activités non productives peuvent continuer à prospérer. Lorsque l'expansion du crédit financée à l'aide de monnaie créée *ex nihilo* entraîne une augmentation de la consommation au-delà des capacités de production, les réserves d'épargne cessent de s'accroître et commencent à décliner.

En conséquence, les performances de nombreuses activités commencent à se détériorer et les créances douteuses commencent à s'accumuler dans les bilans des banques. En réaction à cette situation, les banques limitent l'octroi de crédits, déclenchant une baisse de la masse monétaire.

Quand les banques arrêtent de prêter

Il convient de noter que la quantité d'épargne disponible constitue un facteur clé de la croissance économique, puisqu'elle permet de faire vivre les travailleurs qui sont employés aux différents stades du processus de production. Contrairement à la croyance populaire, la monnaie en tant que telle n'est pas à l'origine la croissance économique ; elle remplit uniquement une fonction de moyen d'échange.

Après avoir atteint au mois de janvier 1930 un taux de croissance de 2,7%, le volume de prêts bancaires était en chute de 29 % au mois de mars 1933 en glissement annuel.



Lorsqu'un prêt est entièrement financé par une réserve d'épargne équivalente, le jour de l'échéance du prêt, l'argent sera simplement rendu au prêteur initial. Ainsi, lorsque Bob, qui a emprunté 100 \$, remboursera à la banque le montant du prêt et des intérêts à la date d'échéance prévue, la banque restituera à son tour à Joe, le prêteur, ses 100 \$ plus les intérêts qui lui sont dus, après déduction des frais bancaires. L'argent fait ainsi un tour complet et retourne au prêteur initial.

En revanche, lorsqu'un prêt financé initialement à l'aide de monnaie créée *ex nihilo* est remboursé à la banque à la date d'échéance, cela entraîne le retrait d'une certaine quantité de monnaie qui était en circulation dans l'économie, autrement dit une baisse de la masse monétaire. En effet, au départ le prêt n'a pas été financé à l'aide de fonds apportés par un épargnant ou un prêteur puisqu'il a été généré *ex nihilo* (encore une fois, en l'occurrence, le crédit accordé n'était pas adossé à réserve d'épargne équivalente).

Notez bien que les périodes de dépression économique ne sont pas causées par le déclin de la masse monétaire en elle-même, mais plutôt par la diminution de l'épargne qui résulte des injections monétaires antérieures. Le déclin de la masse monétaire n'est que le résultat de la réduction du stock d'épargne. Et la baisse de cette réserve, qui résulte des politiques monétaires laxistes de la banque centrale, reflète un affaiblissement du processus de création de richesse.

La Fed ne pouvait pas empêcher la crise

Par conséquent, même si la banque centrale parvenait à empêcher la baisse de la masse monétaire, cela ne suffirait pas à empêcher une dépression économique compte tenu de la diminution du stock d'épargne disponible.

En outre, même si des politiques monétaires laxistes parvenaient à augmenter le niveau des prix ainsi que des anticipations inflationnistes, cela resterait insuffisant pour relancer l'économie tant que la diminution du stock d'épargne se poursuivra.

Les commentateurs qui affirment qu'il serait possible par le biais d'injections monétaires de prévenir les périodes de dépression économique soutiennent que ces injections auront pour effet de renforcer la demande globale et que cette augmentation de la demande permettra de faire repartir la production.

Cependant, sans un accroissement préalable du stock d'épargne permettant de financer la modernisation et le renforcement des capacités de production, il n'est pas possible d'augmenter l'offre de biens et de services. Autrement dit, on n'a rien sans rien.

En conclusion, contrairement à la croyance populaire, les périodes de dépression économique ne sont pas causées par un effondrement de la masse monétaire, mais plutôt par un épuisement du stock d'épargne. Cet épuisement du stock d'épargne résulte des politiques monétaires laxistes antérieures. Une politique monétaire plus stricte permet de mettre fin à l'épuisement du stock d'épargne et ainsi de jeter les bases d'une reprise de l'économie.

Article traduit avec l'autorisation du Mises Institute. [Original en anglais ici](#)

[1] Milton Friedman and Rose Friedman, *Free to Choose: A Personal Statement* (New York: Avon, 1981), p. 85.

[2] Murray N. Rothbard, *America's Great Depression*, 5th ed. (Auburn, AL: Ludwig von Mises Institute, 2000).

▲ [RETOUR](#) ▲

.Bourse : le risque sans la performance

rédigé par [Bruno Bertez](#) 19 janvier 2022



En combinant des taux directeurs de banques centrales au plancher et une inflation forte, le résultat est que les investisseurs en oublient le risque pour aller chercher la moindre miette de performance. Cependant, cette situation pourrait s'inverser.



Comme je vous l'expliquais hier, [vous avez actuellement le choix](#) entre investir dans des cours boursiers surévalués qui comportent un risque de perte de 60% ou des placements qui incluent un risque 2 à 3%. Les premiers sont préférés aux seconds.

Pour rappel, toutefois, **les marchés financiers ont en ce moment assez peu à voir avec ce que l'on qualifie d'« investissement »**. Du moins, pas selon Benjamin Graham, qui définit cela comme « une opération qui, après une analyse approfondie, promet la sécurité du principal et un rendement adéquat ».

Le résultat est en tout cas **une dissociation entre le réel et la perception, entre le réel et les histoires que l'on raconte.**

Qu'est-ce qui est vraiment risqué ?

Les placements les plus risqués – c'est-à-dire les actions les plus chères et les plus surévaluées de l'histoire – sont perçus comme sans risque, tandis que les placements les moins risqués sont perçus comme comportant un risque certain à 100%.

C'est la structure de la modernité : l'inversion !

Ce qui est authentiquement sans risque est perçu comme à risque.

Ce qui est à risque colossal et perçu comme sans risque.

En privant sans relâche les investisseurs d'un rendement sans risque, la Réserve fédérale a engendré une bulle spéculative sur tous les actifs qui, selon nous, ne fournira aux investisseurs qu'un risque sans rendement. Voilà ce qu'écrivait la semaine dernière John P. Hussman :

« Il est peut-être vrai que les taux d'intérêt zéro n'offrent 'pas d'autre alternative' aux investisseurs que de spéculer. Mais comme l'a souligné Graham, il existe de nombreuses façons dont la spéculation peut être inintelligente. La première consiste à spéculer lorsque vous pensez investir.

Je grince des dents quand j'entends des analystes parler comme si tout rendement de dividende supérieur à zéro était 'meilleur' que des taux d'intérêt nuls.

Cet argument repose entièrement sur l'exclusion de la plus petite baisse des cours et du plus petit recul par rapport aux extrêmes de valorisation actuels. Le rendement du dividende du S&P 500 n'est que de 1,3 % ici. Il n'a été plus bas que dans les trimestres qui ont entouré le pic de la bulle de 2000. La norme historique courante du dividende du S&P est d'environ 3,7 %.

[...]

Je n'ai jamais vu une telle conviction parmi les spéculateurs que la hausse ne finira jamais, ou une telle foi que la Réserve fédérale peut faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Je suis tout à fait certain qu'il s'agit d'un délire, mais je suis moins sûr de la durée pendant laquelle ce délire peut persister. »

Tout se transfère !

On a eu la performance sans le risque, à l'avenir on aura **le risque sans la performance**. Rien ne se perd rien ne se crée, tout se transforme. Ou plutôt, en Bourse, tout se transfère !

Les investisseurs connaissent bien l'idée d'un « compromis » entre rendement et risque, qui est généralement formulée comme une proposition selon laquelle les investisseurs doivent accepter un risque plus élevé s'ils recherchent des rendements attendus plus élevés.

Ce que les investisseurs ne comprennent généralement pas, c'est que cette proposition ne s'applique qu'aux risques « efficaces ».

Par exemple, si un portefeuille est peu diversifié, on peut généralement trouver un autre portefeuille qui peut cibler un niveau de rendement attendu plus élevé pour le même niveau de risque, ou un niveau de risque inférieur pour le même rendement attendu.

De même, du point de vue de la valorisation, il n'y a pas de « compromis » entre rendement et risque.

Les valorisations déprimées ont tendance à être suivies à la fois de solides rendements à long terme et de pertes ultérieures modestes, tandis que les valorisations extrêmes élevées ont tendance à être suivies à la fois de faibles rendements à long terme et de pertes ultérieures importantes.

En termes simples, les investisseurs ne sont pas récompensés d'une manière ou d'une autre pour avoir accepté des niveaux plus élevés de ce que Benjamin Graham a décrit comme un risque « inintelligent », un risque imbécile.

▲ [RETOUR](#) ▲

Comment la Fed peut-elle lutter contre l'inflation ?

rédigé par [Bruno Bertez](#) 20 janvier 2022



D'un côté, le président de la banque centrale américaine a annoncé des mesures en demi-teinte, pour ne pas affoler les marchés. De l'autre, un expert qui a vécu l'inflation des années 1970 de l'intérieur propose des solutions bien plus importantes.



« L'inflation américaine atteint un sommet de 39 ans à 7%, ouvrant la voie à une hausse des taux de la Fed. »

« Powell plaide pour que la Fed freine l'inflation sans faire de mal. »

« Powell assure aux Américains que la Fed s'attaquera à une inflation élevée. »

« L'effondrement du marché intérieur chinois s'aggrave alors que les prix chutent pour le quatrième mois. »

Bloomberg : « Mester [NDLR : présidente de la Fed de Cleveland] dit que le bilan de la Fed se réduira rapidement mais ne perturbera pas les marchés. »

Ah les braves gens !

On peut se saouler, prendre de la came, s'envoyer en l'air et retomber sans se faire mal !

Les notions de « ne pas faire de mal » et « ne pas brusquer les marchés » sont un vœu pieux.

Ne pas réagir trop tard

Il y a un principe établi de longue date selon lequel les banques centrales doivent agir tôt pour étouffer les impulsions inflationnistes, ceci afin de s'assurer qu'une banque centrale ne tombe pas « derrière la courbe », c'est-à-dire qu'elle ne fasse pas trop de mal en faisant chuter tout ce qui lève.

L'histoire enseigne que pour permettre à l'inflation de prendre pied, la question du temps est déterminante, et pour l'éradiquer aussi. Plus on attend, plus cela fait mal. Comme disait le grand philosophe Schwarzenegger, pour que cela fasse du bien il faut que cela fasse mal, et le plus longtemps possible.

Les forces inflationnistes augmentent de façon exponentielle, elles se démultiplient et s'enracinent au fil du temps. Briser la dynamique de l'inflation – sur les marchés et/ou dans l'économie réelle – et la remettre sous

contrôle infligera invariablement des dommages, de la douleur et du chaos sur les marchés. C'est nécessaire pour modifier les comportements et briser la psychologie de l'inflation.

J'ai eu l'honneur de débattre il y a 37 ans avec [Henry Kaufman](#), aux Pays-Bas, lors d'une rencontre organisée par Robeco entre Alvin Toffler, Kaufman et moi. Inutile de dire que j'ai beaucoup plus appris que je n'ai, ce jour-là, enseigné !

Henry Kaufman, était économiste à la Fed avant de devenir une légende de Wall Street dans les années 1970 en tant qu'économiste en chef et responsable de la recherche sur le marché obligataire chez Salomon Brothers. Kaufman, une sommité de Yale, connaît l'inflation.

Kaufman a une expérience directe personnelle non seulement de l'inflation, mais surtout des réactions du personnel de la Fed face à cette inflation. Expérience de l'intérieur, aux plus hauts niveaux.

Avancer à petits pas ne fonctionne pas

Kaufman a été interviewé cette semaine pour un article de Bloomberg :

« 'Je ne pense pas que cette Réserve fédérale et cette direction aient l'énergie nécessaire pour agir de manière décisive. Ils agiront progressivement. [...]

Si vous voulez orienter le marché vers une attitude moins inflationniste, vous devez choquer le marché. Vous ne pouvez pas augmenter les taux d'intérêt petit à petit.

[...]

Plus la Fed met de temps à s'attaquer à un taux d'inflation élevé, plus la psychologie inflationniste est ancrée dans le secteur privé – et plus elle devra choquer le système. '

'Il est dangereux d'utiliser le mot transitoire', a soutenu Kaufman. 'Dès que vous dites transitoire, cela signifie que vous êtes prêt à tolérer une certaine inflation.' Cela, a-t-il dit, sape le rôle de la Fed dans le maintien de la stabilité économique et financière pour atteindre une 'croissance non inflationniste raisonnable'.

S'il conseillait Powell, Kaufman a affirmé qu'il exhorterait le président de la Fed à être 'draconien', en commençant par une augmentation immédiate de 50 points de base des taux à court terme et en signalant explicitement qu'il y en aurait d'autres à venir. De plus, la banque centrale devrait s'engager par écrit à faire tout ce qui est nécessaire pour empêcher les prix de monter en flèche. »

En clair, ce que dit Kaufman, c'est que le gradualisme indolore, les petits pas de bébé à la Greenspan, cela ne fonctionne pas.

Les marchés sont au contraire endormis, lénifiés, encouragés par la suggestion de Powell selon laquelle l'inflation diminuera probablement d'elle-même d'ici le milieu de l'année, ainsi que par le ton général rassurant de Lael Brainard. Tétanisés par le niveau des marchés financiers qu'elle a elle-même encouragés et gonflés, la Fed s'efforce de ne pas nuire.

▲ [RETOUR](#) ▲

.Abattage au bord de la route et vol dans les chemins de fer
L'Amérique passe du marasme japonais au livre de jeu de la pampa...



Montage de l'image : J-P



Bill Bonner écrit aujourd'hui depuis Paris, France...

*Et quant à la fortune, et quant à la gloire
Je ne les ai jamais invités à entrer
Même s'il semblait au monde qu'ils étaient tout ce que je désirais.
Ce sont des illusions
Ils ne sont pas les solutions qu'ils ont promis d'être*

~ Don't Cry for Me Argentina par **Andrew Lloyd Webber**

Il y a 20 ans, nous avions prédit la longue trajectoire de l'Amérique : "Tokyo... puis Buenos Aires."

Nous tenions peut-être la carte à l'envers. Mais aujourd'hui, nous revenons à la planification de notre voyage. Où allons-nous ? Comment faire nos bagages ?

En 1999, nous pensions que la bulle Internet allait éclater et que l'économie américaine allait probablement connaître un marasme à la japonaise. Les actions allaient baisser, pensions-nous. L'économie allait sombrer. Il faudrait de nombreuses années pour "régler" le problème... imaginions-nous. Et cela ne pourrait se faire que de la pire façon possible - en gonflant les prix, comme en Argentine.

En fin de compte, la bulle Internet a éclaté et l'économie a sombré. Au cours des deux premières décennies du XXI^e siècle, les taux de croissance du PIB par habitant n'ont représenté que la moitié de ceux du siècle précédent.

Et les actions ont tenté de suivre les traces du Japon. Non pas une, mais trois fois - lors du krach des dot.com lui-même en 2000... puis à nouveau, lors de la crise du financement hypothécaire de 2008-2009... et enfin, lors de la crise de Covid en 2020.

À chaque fois, les autorités fédérales sont venues à la rescousse de Wall Street avec plus d'argent, à tel point

qu'en vingt ans, la Fed a ajouté 8 000 milliards de dollars à son bilan (une mesure approximative de la masse monétaire) et la dette "nationale" des États-Unis a augmenté de 23 000 milliards de dollars.

Les joueurs et les flambeurs de Wall Street se réjouissent. Le Dow Jones est passé de 11 000 en 1999 à 36 000 en 2021. Et les riches - les 10 % les plus riches qui possèdent plus de 80 % des actions et obligations américaines - sont devenus beaucoup plus riches. Ils ont rendu la pareille en finançant généreusement les campagnes politiques et les groupes de pression.

Mais Main Street s'est effondrée... l'industrie manufacturière, principale source d'emplois bien rémunérés, a continué à se déplacer à l'étranger... l'investissement réel par habitant (essentiel à la croissance économique réelle) a chuté... et l'Amérique des airs est devenue hargneuse et agitée.

Des hordes de voleurs

En 2008, un nouveau président a promis le "changement". Mais aucun changement de direction ne s'est produit. Et puis, en 2016, un autre nouveau président a promis de rendre l'Amérique grande à nouveau. Mais il s'est avéré être plus dans la tradition bidon des hommes forts d'Amérique latine qu'un véritable réformateur.

Et maintenant, la visite au Japon, aussi imparfaite qu'elle ait été, est terminée. Buenos Aires, nous voilà !

Il y a quelques mois, un fait divers a attiré notre attention. Un camion transportait des bovins dans un quartier pauvre de Buenos Aires, en direction de l'abattoir. Les habitants du quartier ont arrêté le camion, déchargé une vache... et l'ont abattue en pleine rue.

La semaine dernière, **en Californie**, on a appris que des hordes de voleurs avaient pénétré dans des wagons couverts et volé tout ce qu'ils pouvaient trouver. De Bloomberg :

Les images de CBS montrent des files de colis provenant de transporteurs tels que UPS et Amazon.com Inc, dont beaucoup sont arrivés d'Asie par les plus grands ports du pays, Los Angeles et Long Beach, s'étendant le long des voies ferrées. Les pilleurs ont dévalisé des colis contenant toutes sortes de biens de consommation, tout en abandonnant ceux qui n'avaient pas assez de valeur, notamment les tests Covid-19 et les EpiPens, des dispositifs utilisés en cas d'urgence pour traiter les réactions allergiques graves.

Les gens sont de plus en plus désespérés, sans foi ni loi, et dépendants. Ils ne comptent plus sur des emplois décents où ils peuvent gagner de l'argent. Au lieu de cela, ils recherchent des opportunités de vol, d'escroquerie et d'aide sociale. Les "paiements de transfert"... l'argent que le gouvernement prend aux personnes qui le gagnent pour le donner à celles qui ne le gagnent pas... ne représentaient que 5 % du PIB en 1970. Aujourd'hui, ils représentent plus de **20%**.

Et tandis que les classes inférieures commettent des petits délits, les classes supérieures se lancent dans le grand larcin.

Également dans les nouvelles la semaine dernière, le gouverneur de la Fed Richard Clarida a démissionné. Il s'agit de la troisième démission au cours des derniers mois, alors qu'il apparaît clairement que les grands patrons de la Fed prennent leurs propres décisions en avance depuis des années.

Le livre de jeu des pampas

Mais même leurs millions ne sont que de la petite monnaie comparés aux milliers de milliards détournés par l'élite au cours des 20 dernières années. Sans la connivence et les manipulations de la Fed, leurs fortunes

boursières - qui s'élèvent aujourd'hui à 48 000 milliards de dollars - vaudraient probablement moins de la moitié de ce qu'elles valent aujourd'hui.

La corruption - payer des choses dont on n'a pas besoin avec de l'argent qu'on n'a pas - s'est accompagnée d'une inflation. **Au taux officiel, l'inflation américaine est maintenant de 7 %... la plus forte augmentation sur 12 mois depuis 1982.**

Mais attendez, dans les années 90, les fédéraux ont changé la façon dont ils calculent l'inflation. Si elle était calculée comme en 1982, le taux actuel serait supérieur à 15 %.

Même lors de son pic dans les années 1970, l'inflation américaine n'a jamais atteint ce niveau. Pour obtenir l'inflation d'aujourd'hui, il faut remonter 96 ans en arrière - jusqu'en 1917 - lorsque le taux a dépassé 17 %.

Et des mensonges ! En Argentine, l'inflation a toujours été imputée aux grandes entreprises, au capitalisme, aux États-Unis... et j'en passe. Et maintenant aux États-Unis, l'équipe Biden, ainsi que des démagogues comme Elizabeth Warren, suivent le Playbook des Pampas, en essayant de détourner la responsabilité de leurs propres politiques malveillantes.

Comme le disait Lincoln, on peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps - et, comme le gouvernement argentin l'a prouvé au cours des 70 dernières années, c'est déjà beaucoup !

A suivre, demain...

▲ [RETOUR](#) ▲

.Galipettes financières

Effondrement des marchés, prix malhonnêtes et leçons non apprises...

Bill Bonner Private Research et Joel Bowman 19 janvier 2022



Montage de l'image : J-P



Bill Bonner écrit aujourd'hui depuis la Normandie, France...

En politique publique, les cycles d'apprentissage et d'oubli sont très longs. Napoléon a attaqué la Russie en 1812. Trois ans plus tard, l'empire a été anéanti et il a été exilé à l'île d'Elbe. Il a fallu 131 ans pour que les souvenirs de cette sinistre guerre s'estompent. Puis, en 1941, Hitler a réessayé. Quatre ans plus tard, les troupes russes étaient à Berlin et le führer n'était plus qu'un amas de cendres et de dents calcinées.

Le contrôle des prix doit être l'équivalent pour les économistes d'une campagne d'hiver en Russie. Toujours désastreux, il fait partie des choses qui trompent une partie des gens tout le temps et le reste occasionnellement. Ce qui est plus que suffisant pour la plupart des politiques publiques.

L'empereur Dioclétien a fourni un "moment propice à l'apprentissage" en 301 de notre ère. Son "Edictum de pretiis" a montré au monde entier que le contrôle des prix ne fonctionne pas. Les biens disparaissent - ce qui les rend plus précieux, pas moins.

Et aux États-Unis, cela fait 60 ans que Richard Nixon s'est livré à une brève et comique expérience de contrôle des prix. Peut-être est-il temps de faire un nouvel essai ?

Nous considérons comme acquis que la plupart des économistes sont des crétins, que les entreprises sont avides et que les politiciens mentent.

Les économistes ont leurs moments de lucidité. Les politiciens disent parfois la vérité. Mais les entreprises sont toujours avides. 24/7. Tout comme les consommateurs. Et les membres du Congrès. Mais ce n'est pas tous les jours que la Fed ajoute 8 000 milliards de dollars d'argent frais à l'économie... et que le gouvernement fédéral dépense 23 000 milliards de dollars qu'il n'a pas. C'est ce qui s'est passé depuis le début du 21^e siècle. Ce n'est probablement pas une coïncidence si les prix augmentent maintenant.

Des prix malhonnêtes

Une autre chose que nous considérons comme acquise, c'est que s'il y a quelque chose que les Argentins ne savent pas à propos de la corruption politique ou de l'escroquerie financière... ce n'est probablement pas la peine de le savoir. Alors, nous baissions les yeux sur le large et sombre Rio de la Plata ; peut-être apprendrons-nous quelque chose.

Dans une économie honnête, les prix à la consommation devraient baisser, pas augmenter. Les entreprises baissent leurs prix lorsqu'elles deviennent plus efficaces et que la concurrence s'intensifie. De GlobalFinancialData :

De manière assez étonnante, le XIX^e siècle a été une période de déflation, plutôt que d'inflation. De la fin des guerres napoléoniennes en 1815 au début de la Seconde Guerre mondiale en 1914, il n'y a pas eu d'inflation dans la plupart des pays et, dans de nombreux cas, les prix étaient plus bas en 1914 qu'en 1815.

Les entreprises n'augmentent les prix que lorsqu'elles y sont obligées... ou lorsqu'elles peuvent s'en tirer. Et dans une économie honnête, elles n'en ont ni l'occasion ni le besoin.

Mais aujourd'hui, les prix à la consommation augmentent à un rythme de 7 % aux États-Unis. Mais les coûts des entreprises - tels que mesurés par l'indice des prix à la production - augmentent encore plus vite, à presque 10%. CGTN :

Les prix à la production aux États-Unis ont bondi de 9,7 % en glissement annuel en décembre 2021, pour atteindre le niveau le plus élevé jamais enregistré, selon les chiffres publiés jeudi par le département du travail.

Gardez à l'esprit que ce sont les taux après qu'ils ont été torturés par les statisticiens du gouvernement. S'ils calculaient les augmentations de prix comme ils le faisaient dans les années 80, ils montreraient que les prix à la consommation augmentent de 15 %... et que les prix à la production s'envolent à environ 20 %.

Cela laisse peu de choix aux entreprises. Elles doivent augmenter les prix ou perdre de l'argent.

Les décideurs qui dirigent le gouvernement et impriment la monnaie ont également une décision à prendre : arrêter l'inflation... ou mentir. Naturellement, ils choisissent de mentir. Qui est à blâmer pour la hausse des prix ? Pas les personnes qui contrôlent l'argent ! Non... c'est la cupidité des entreprises. Les perturbations de l'offre. Le COVID.

Bien que toutes ces choses aient un rôle à jouer, elles sont comme des petits joueurs dans un hold-up de banque. L'un conduit la voiture de fuite. Un autre fait le guet. Mais le vrai travail est fait par les fédéraux eux-mêmes - craquer le coffre-fort de la nation... ajouter des milliers de milliards à la masse monétaire... et la répandre dans toute l'économie via les dépenses déficitaires.

Puis, lorsque les prix augmentent, ils essaient de les "faire baisser" avec des boutons "Whip Inflation Now", ils accusent les entreprises de "faire du profit" et, dans leur geste le plus stupide et le plus nuisible, ils essaient de contrôler les prix directement.

Les leçons de Paris, du Nord et du Sud

Ici, comme pour les " passes sanitaires ", le président français Emmanuel Macron mène les troupes à Moscou. C'est une "guerre", dit le petit caporal.

Le mois dernier, il a fait savoir que les consommateurs pouvaient être tranquilles cet hiver ; le gouvernement empêcherait les entreprises énergétiques cupides d'augmenter les prix. Cela a provoqué une chute vertigineuse des actions d'EDF, la grande compagnie d'électricité française... l'action a perdu un tiers de sa valeur au cours du mois dernier.

Cela aussi est tout droit sorti du Playbook des Pampas. Notre collègue, Joel Bowman, maintenant à Buenos Aires, commente :

Bon sang... ces gens devraient envoyer une mission d'enquête dans le Paris du Sud !

Ici, le gouvernement populiste kirchneriste a subventionné les prix des services publics pendant des années, comme une sorte de "brioche pour les masses". Sans surprise, leur infrastructure, autrefois solide, s'est rapidement dégradée. Personne ne voulait investir, vu les rendements négatifs. Ergo, pas d'investissement...

Alors, quand des coupures de courant frappent la ville - à peu près à cette époque de l'année, alors que tout le monde augmente la climatisation - les "K" reviennent à leur vieux manuel, accusant les "mauvaises entreprises" de gonfler les prix et de profiter des pauvres.

Voici une photo de ma facture d'électricité bimestrielle (ci-dessous), établie par Edenor. Elle s'élève à 2 431 pesos pour deux mois. Même au taux officiel, cela fait environ 24 dollars... au total. Officieusement (en échangeant des dollars contre des pesos sur le marché "bleu", c'est-à-dire libre), c'est moitié moins... ou environ 3 dollars par mois.

Malheureusement, comme les Argentins l'ont découvert après des années de contrôle des prix, de subventions et de négligence, au bout du compte, vous en avez pour votre argent. No hay almuerzo gratis", comme on dit.

Liquidación 1 de 2 - Bimestre 6	
Cargo fijo	310,88
Cargo variable	1.584,65
Otros Conceptos	13,02
Conceptos Eléctricos	\$ 1.908,55
Impuestos y Contribuciones	\$ 522,62
Saldo anterior	\$ 0,00
Total a pagar	\$ 2.431,17

(Source : Edenor. Traduction : Consumo con subsidio del estado nacional - Consommation avec subvention de l'État national).

Mais attendez. Il y a une grande différence entre l'Argentine et l'Amérique. Des hémisphères différents. Des langues différentes. Et de l'argent différent.

Peut-être que les lois financières qui ont condamné Dioclétien et les Argentins ne s'appliquent pas à nous ?

Restez à l'écoute...

▲ [RETOUR](#) ▲